

002
FACULTÉ DE DROIT DE RENNES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PAR

HENRI BÉGNAUD

AVOCAT

NANTES

IMPRIMERIE NOUVELLE DE H. BELLINGER ET FILS

8, RUE SANTEUIL, 8

—
1878

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

A M. ANTHIME MÈNARD

MEIS ET AMICIS

FACULTÉ DE DROIT DE RENNES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

DROIT ROMAIN

Des privilèges sacerdotaux

DROIT FRANÇAIS

De l'administration du Temporel des Églises.

Cette Thèse sera soutenue le Lundi 7 Janvier 1878

PAR

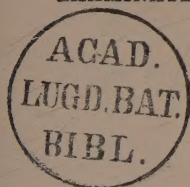
HENRI BÉGNAUD

AVOCAT

Né à Vigneux (Loire-Inférieure), le 12 Septembre 1852

EXAMINATEURS

{ MM. BODIN, *doyen.*
WORMS,
MARIE, } *professeurs.*
DE CAQUERAY,
RIPERT, } *agregés, chargés de cours.*
JARNO, }



NANTES

IMPRIMERIE NOUVELLE DE H. BELLINGER ET FILS

8, RUE SANTEUIL, 8

1878

DROIT ROMAIN

Des Privilèges sacerdotaux.

I

DU CULTE PAIEN

On sait quel était le profond respect des anciens Romains pour la Divinité et combien ils tenaient à honneur d'être considérés comme le peuple le plus religieux de la terre. Ce sentiment se manifeste avec éclat dans tout le cours de leur histoire : avant de livrer bataille, leurs généraux invoquent les Dieux et consultent les augures ; leurs poètes font de la piété le plus bel attribut et le plus beau titre de gloire ; leurs historiens racontent que Romulus, par l'établissement des auspices, Numa par celui des sacrifices, ont jeté les fondements de Rome ; Cicéron s'écrie en plein Sénat : « Nous cédon volontiers la force aux Gaulois, la ruse aux Carthaginois, le succès aux Grecs dans les arts ; mais nous surpassons en piété et en religion tous les autres peuples. » (*De arusp. responsis*, n° 9.

Un peuple aussi éminemment religieux devait naturellement considérer le sacerdoce comme la première des dignités et combler ses prêtres d'honneurs et de privilèges.

Nous n'avons pas la prétention de faire ici l'histoire complète du pouvoir sacerdotal chez les Romains ; le passage suivant de Dezobry suffira pour donner une idée générale des différents collèges sacerdotaux à Rome, de leurs diverses fonctions et attributions. (*Lettre XXX.*)

« A partir de Numa, il y eut deux classes distinctes
» de prêtres : les uns chargés des cérémonies du
» culte, en général ; les autres interprètes spéciaux des
» volontés divines manifestées par diverses sortes de
» présages.

» La première classe comprend les Pontifes et les
» Flamines : les Pontifes ministres des dieux en gé-
» néral, et les Flamines d'une divinité en particulier.

» La seconde se compose des Augures et des Aru-
» spices, chargés de prédire l'avenir par l'observation
» des présages.

» Aucun sacerdoce n'est le partage exclusif d'une
» classe de la société, et tous les citoyens peuvent y
» parvenir.

» Suivant leur ordre hiérarchique, les sacerdoces
» sont : d'abord ceux qui ont soin du culte en gé-
» néral, les Pontifes, les Augures, les Quindécemvirs et
» les Septemvirs-Epulons, formant quatre collèges ;
» ensuite ceux attachés à une divinité particulière, les
» divers Flamines ; puis d'autres qui, sans être Fla-
» mines ni membres de l'un des quatre collèges, sont

» cependant chargés d'importantes fonctions sacrées,
» tels que les Curions, le Roi des sacrifices, les Frères
» Arvals et les Fécials. Enfin les Vestales, seul col-
» lège de prêtresses qui existe à Rome.

» Les collèges sacerdotaux sont chargés chacun
» d'une partie spéciale du culte ; mais l'inspection gé-
» nérale en appartient au Sénat qui veille à la conser-
» vation des anciens rites, prononce souverainement
» sur l'admission ou le rejet des nouveaux cultes que
» l'on tente ou que l'on propose d'établir, et ordonne
» toutes les cérémonies religieuses extraordinaires.

» L'esprit de cette surveillance est éminemment po-
» litique : les Romains pensent que par l'introduction
» de nouvelles divinités, on engage les hommes à sui-
» vre les lois étrangères, et que de là naissent des
» unions par serment, des ligues, des associations tou-
» jours dangereuses pour la tranquillité de l'État. »

Cette pensée devait dicter aux empereurs et au Sé-
nat les persécutions contre les chrétiens.

§ I. — *Du Collège des Pontifes.*

Tous les ministres de la religion jouissaient à Rome de la plus haute considération ; mais le pontificat fut sans contredit le plus beau de tous les sacerdoces romains, et jamais aucun autre n'osa lui disputer la prééminence. En faire connaître les principaux attributs et privilèges, sera par là même faire connaître les avantages immenses accordés par les anciens Romains à leurs prêtres.

1^o ORIGINE DU MOT PONTIFE. — Le mot *pontife* (latin, *pontifex*) désignait, dans le principe, celui qui faisait les ponts, le principal magistrat, le chef du peuple. Cette dernière acception a amené celle de prêtre, parce que le chef du peuple réunissait alors les pouvoirs civil et religieux.

Pontifex, suivant Larousse, est formé de *pons*, *pontis*, pont, et du suffixe *fex*, qui fait, dérivé de *facere*, faire.

Selon d'autres, les premiers pontifes étaient ainsi nommés parce qu'ils sacrifiaient sur le pont Sublicius, *faciebant in ponte*.

Rollin s'exprime de la sorte : Le nom de *pontife* vient de *potis* et de *facere*, qui a le pouvoir de sacrifier et d'exercer les fonctions ecclésiastiques, ou de *pons* et de *facere*.

D'autres enfin pensent qu'il a son origine dans ce que les pontifes sont principalement destinés au service des dieux tout-puissants, en latin *potentes*.

Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que les expressions *pontife*, *pontificat*, sont d'origine romaine et n'ont point d'analogues dans les langues étrangères à la langue latine. Chez les Juifs, il est vrai, le sacerdoce était encore plus fortement organisé que chez les Romains ; mais ce furent les chrétiens qui donnèrent postérieurement le titre de pontife au chef du sacerdoce judaïque. Les Juifs l'appelaient le grand-prêtre, le grand sacrificateur.

2^o ORGANISATION DU COLLÈGE DES PONTIFES. — Ce fut Numa, ainsi que nous l'apprend saint Augustin,

qui institua les pontifes. Il en créa d'abord quatre, tous de famille patricienne. L'an 454 de la fondation de Rome, le nombre fut porté à huit par l'adjonction de quatre plébéiens. Sylla dictateur en ajouta sept, l'an 673. Il y eut dès lors quinze pontifes : les huit premiers furent appelés grands pontifes, et les sept nouveaux, petits pontifes.

Ces pontifes néanmoins ne composaient qu'un même collège, où les places vacantes étaient remplies par ceux que les pontifes choisissaient à la pluralité des voix. Mais vers l'année 654, il fut ordonné par la loi Domitia que le peuple assemblé par tribus élirait lui-même les pontifes. Quelques années après Sylla, abrogea cette loi ; mais en 690, Titus-Labienus, tribun du peuple, la rétablit. Enfin l'empereur Auguste permit pendant quelque temps aux Pontifes de recevoir, dans leur collège, ceux qu'ils en jugeaient dignes, mais il se réserva le pouvoir de créer et de choisir les grands pontifes, et tous les autres ministres de la religion.

3^e PRIVILÈGES DES PONTIFES. — Outre les avantages pécuniaires assez considérables qui leur avaient été accordés, les divers collèges de prêtres romains jouissaient de nombreux privilèges. Ainsi ils étaient exempts des fonctions curiales ou municipales, lesquelles entraînaient avec elles des embarras et des dépenses considérables ; ils étaient exempts de la milice et, dans la suite, ils obtinrent même le droit d'occuper une magistrature civile en même temps que la prêtrise ; ils étaient encore dispensés du serment en justice. Il était même défendu de le leur demander :

lorsqu'on avait besoin de leur témoignage dans une affaire juridique, on s'en rapportait à leur simple déposition, parce qu'on était persuadé que la parole d'un ministre des dieux valait le serment des autres hommes. (Tite-Live, *Hist.*, lib. 31, cap. 50.)

4^o ATTRIBUTIONS DU COLLÈGE DES PONTIFES. — Ces attributions étaient de différente nature. On distingue :

A. *Les attributions judiciaires.* — Le collège des Pontifes était, sous ce rapport, un tribunal où l'on jugeait non-seulement les affaires concernant le culte des dieux, mais encore celles qui regardaient les testaments, les adoptions, l'affranchissement des esclaves, les mariages.

B. *Les attributions législatives.* — A ce point de vue, les Pontifes font les lois sur les cérémonies sacrées qui ne sont écrites ni passées en usage ; ils établissent de nouvelles maximes, s'ils le jugent à propos, surtout quand les anciennes traditions leur semblent défectueuses ; ils donnent des consultations au peuple sur les cérémonies du culte ; publient, au commencement de chaque mois, l'époque juste des ides, et montrent à ceux qui en ont affaire les droits, usages et coutumes des funérailles.

C. *Attributions religieuses.* — Ce sont les Pontifes qui consacrent les temples, font l'apothéose des empereurs après leur mort, désignent et bénissent les lieux de sépulture, reçoivent et confirment les fondations faites aux temples. — C'est à eux qu'appartient l'inspection et l'autorité sur tous les prêtres et sur tous les officiers

qui servent aux sacrifices et au culte des dieux ; et à cet égard, ils jugent et punissent toute rébellion à leurs ordres.

Primitivement même, ils avaient seuls la connaissance des fastes et tenaient secrets les rites des sacrifices.

5° DU PONTIFE-MAXIME. — Au-dessus de tous les Pontifes, il y en avait un qu'on appelait le souverain Pontife, le *Pontifex-Maximus*, et qui présidait aux collèges des Pontifes. Sa juridiction ne se bornait même pas à cette prérogative. Il était en effet le chef suprême de la religion, l'arbitre de toutes les cérémonies du culte. C'est lui qui fait les principaux et les plus grands sacrifices, veille au maintien du culte établi et empêche l'introduction des cultes étrangers. C'est de lui que relèvent tous les prêtres en général, ainsi que les prêtresses de Vesta qu'il est chargé de choisir. C'est lui enfin qui inaugure à tous les sacerdoces.

Son pouvoir et ses privilèges étaient même si étendus que Jules César, Auguste et les empereurs leurs successeurs, voulant concentrer dans leur personne toute l'autorité des principales magistratures de la République, jugèrent important de réunir le titre de souverain Pontife à tous ceux qui étaient attachés à la dignité impériale. On remarque même que, dans l'énoncé de leurs titres, ils mettaient celui de souverain Pontife à la tête de tous les autres, même avant celui de dictateur.

Constantin, Constance, Valentinien et Valeus, quoi-

qu'ils fussent chrétiens, souffrirent qu'on leur donnât cette qualité. Était-ce par politique, et afin de ne pas s'attirer l'inimitié des païens ? Ou n'était-ce pas plutôt dans le but de ruiner plus sûrement le paganisme, sous prétexte d'en corriger les abus ? L'une et l'autre opinion ont été présentées par d'habiles critiques. Ce qu'il y a de certain, c'est que le titre de souverain pontife leur donnait, dans l'ordre temporel, un pouvoir dont il leur importait de n'être pas privés ; d'un autre côté, la profession ouverte qu'ils faisaient du christianisme ne permettait pas de supposer qu'en acceptant ce titre, ils prétendissent en aucune manière favoriser ou soutenir l'idolâtrie.

L'empereur Gratien est le premier qui défendit expressément, par un édit, qu'on l'appelât souverain Pontife. Théodose le Grand suivit cet exemple, et depuis cette époque, le nom de Pontife ne fut donné qu'aux évêques : les papes seuls eurent désormais le titre de souverain Pontife.

Cependant nous ne sommes pas éloigné de croire que l'amour-propre des empereurs avait été flatté de cette appellation, et que plus tard le désir des empereurs d'Orient d'être considérés comme les chefs suprêmes de la religion n'ait été une cause du schisme d'Occident.

6° PRIVILÈGES DES PONTIFES SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS. — Les prêtres païens ont continué à jouir de leurs anciens privilèges longtemps après la conversion de Constantin. L'exemption des charges curiales, en particulier, leur fut confirmée sous le règne

de ce prince par deux lois différentes, publiées en 335 et 337 et rapportées au Code Théodosien, lib. XII, tit. 5.

On remarque seulement que la dernière de ces lois restreint aux flamines perpétuels cette immunité dont jouissaient auparavant tous les flamines sans exception. Valentinien I^{er}, non content de maintenir leurs anciens privilèges, accorda de nouvelles distinctions à ceux qui se seraient bien acquittés de leurs fonctions ; il les éleva à la dignité de comtes dont les privilèges étaient fort étendus, et qui ne s'accordait qu'aux citoyens les plus recommandables par le zèle et la probité dont ils avaient fait preuve dans l'administration publique.

Il en fut ainsi jusqu'au règne de Gratien et de Théodose qui détruisirent pour toujours le paganisme : le premier en dépouillant les temples de leurs biens, et le second en interdisant absolument l'exercice de l'idolâtrie.

§ II. — *Des temples ; leur administration.*

A Rome, les temples sont rangés dans la classe des choses sacrées : « *Sacræ res sunt quæ rite et per pontifices Deo consecratæ sunt, veluti ædes sacræ et donaria quæ rite ad ministerium Dei dedicata sunt.* » (*De Divisione rerum*, § 8.)

1^o DE LEUR DÉDICACE. — Pour la dédicace des temples, deux conditions sont requises :

A. Il faut une autorisation publique donnée, nous apprend Gaius (II, § 5), par une loi ou par un sénatus-consulte : ajoutons aussi par une constitution impériale, surtout à partir du III^e siècle (29, § 1, *De Divisione rerum*, I, 8);

B. Il faut en outre que la *consecratio* ou *dedicatio* soit faite par les pontifes, selon des formes et des rites particuliers.

2° DE LA CONDITION DES TEMPLES. — Les Romains les considèrent comme appartenant aux dieux eux-mêmes. — De là une double conséquence :

1° Ils sont hors du commerce, par suite inaliénables et non susceptibles de devenir l'objet d'un droit réel ou d'une obligation ;

2° Toute violation, par exemple, l'effraction des portes, le détournement des deniers sacrés, est sévèrement punie.

Voici un exemple qui prouvera jusqu'à quel point les Romains poussaient le respect de la propriété des dieux : Quand les Gaulois eurent pris Rome, le trésor public n'était pas assez riche pour acquitter entièrement la rançon stipulée par eux, et on allait être obligé de dépouiller les temples. Aussitôt les dames romaines donnèrent leur or afin qu'on ne touchât pas à l'or sacré.

3° DE L'ADMINISTRATION DES TEMPLES. — Bien que placés hors du commerce, les temples exigeaient une administration : il y était pourvu par les pontifes avec des deniers appartenant à l'établissement ou avec des deniers publics.

4° BIENS DES TEMPLES. — Quand les Romains construisaient et fondaient des temples, ils ne manquaient jamais de leur attribuer des revenus considérables destinés à subvenir à leur entretien et à celui des prêtres affectés au service de ces temples.

Outre ces revenus proprement dits, il y avait les dons, présents ou offrandes que les Latins appelaient *donaria*, *dona*, *munera*, et provenant de trois sources distinctes :

1° Des dons des peuples alliés ou étrangers qui voulaient s'attirer l'amitié du peuple romain;

2° Des dépouilles conquises sur l'ennemi ;

3° Des vœux adressés aux dieux pour obtenir la victoire sur les ennemis ou la cessation de quelque calamité.

5° DES TEMPLES PAÏENS SOUS LES EMPEREURS CHRÉTIENS. — Tant que le paganisme fut la religion de l'Etat, les richesses affluèrent dans les temples de Rome; mais avec Constantin, l'idolâtrie tomba en discredit et les empereurs chrétiens ne tardèrent pas à supprimer les secours alloués par le trésor public pour la dépense des sacrifices et des autres cérémonies païennes. L'historien Zozime nous a raconté comment Théodose le Grand parvint à ce but. La plupart des sénateurs païens avaient embrassé le parti d'Eugène, révolté contre Théodose, et qui leur avait accordé le rétablissement de l'autel de la Victoire.

Après la défaite d'Eugène, en 394, Théodose fit venir devant lui tous les sénateurs attachés encore au culte du paganisme, et il leur fit un discours pressant pour

les engager à quitter leurs anciennes superstitions. Pas un, s'il faut en croire Zozime, ne voulut se rendre aux exhortations de l'empereur.

Alors Théodose leur déclara que le trésor public était trop chargé pour fournir à la dépense des sacrifices et des autres cérémonies païennes, et que cet argent serait beaucoup mieux employé à l'entretien de ses troupes. Les sénateurs eurent beau remontrer que les cérémonies ne pouvaient se faire légitimement et selon l'ordre, si la dépense n'était supportée par l'Etat ; ils ne purent rien obtenir. Ainsi, les sacrifices cessèrent ; les cérémonies païennes furent négligées ; on chassa les prêtres et les prêtresses des idoles, et tous les temples consacrés à leur culte furent abandonnés. La ruine du paganisme était consommée.

II

DU CULTE CHRÉTIEN

Trois siècles de combats et de persécutions n'avaient pu épuiser les forces du christianisme. Le sang des martyrs semblait au contraire être comme une semence nouvelle qui faisait germer de toutes parts des chrétiens : « Nous ne sommes que d'hier, s'écrie » Tertullien dans son *Apologétique*, et déjà nous rem- » plissons tout votre empire, vos villes, vos îles, vos » châteaux, vos bourgades, vos camps, vos tribus, » vos décuries, vos palais, votre Sénat, vos places » publiques ; nous ne vous laissons que vos » temples... »

Ainsi, même avant l'avènement de Constantin au trône, la bataille était en réalité gagnée par le christianisme sur le paganisme : les dieux s'en allaient pour faire place au Christ. Cependant il manquait à la victoire de l'Église, pour être complète, une consécration solennelle : aucun prince chrétien n'avait encore ceint son front du diadème des Césars ; le paganisme restait toujours la religion de l'État.

Ce fut la conversion de Constantin qui porta le dernier coup au prestige mourant de l'idolâtrie. Avec ce prince, en effet, les honneurs et les prérogatives dont

avait joui le paganisme devinrent le privilège de l'Église catholique et de ses ministres.

§ I. — *Privilèges des Églises. — De leurs biens.*

L'histoire nous apprend que la munificence de Constantin ne se montra nulle part avec tant d'éclat, que dans ses libéralités envers l'Église. Il fit bâtir des temples magnifiques et leur assigna des revenus considérables ; n'épargnant rien , soit pour la beauté des édifices, soit pour la richesse des ornements et des vases sacrés, soit pour l'entretien du clergé. Ses successeurs se firent gloire de marcher sur ses traces et comblèrent également l'Église d'honneurs et de privilèges. Non contents de leurs propres libéralités, les empereurs chrétiens encouragèrent par leurs édits celles des simples particuliers. Les principales dispositions du droit romain à cet égard méritent d'être étudiées.

DONATIONS ET LEGS. — Nous savons que les lois romaines permettaient généralement aux citoyens de disposer de leurs biens en faveur des établissements publics et des communautés légalement autorisées. (*Digeste*, lib. XXXIV, tit. 5, n° 20.)

En vertu de ce principe, il avait été reconnu de tout temps que les donations faites entre-vifs ou par testament aux temples et aux ministres des faux dieux étaient parfaitement valables. Il était donc bien naturel que Constantin fit jouir l'Église et ses ministres du

même avantage. Aussi n'hésita-t-il pas à le faire par une loi qui autorisait, de la manière la plus formelle, tous les legs pieux en faveur de l'Église. Cette loi célèbre qui ouvre le titre II du Code de Justinien est ainsi conçue : « Habeat unusquisque licentiam, sanc-
» tissimo catholico venerabilique concilio decedens
» bonorum, quod optaverit, relinquere, et non sint cassa
» judicia ejus... Que chacun ait la liberté de laisser
» telle partie de ses biens qu'il voudra à une assemblée
» sainte, catholique et respectable, et que ses disposi-
» tions soient valables ; car, ajoute Constantin, de tout
» ce qu'on peut le moins refuser aux hommes, c'est la
» faculté pour un mourant d'avoir une dernière
» volonté. »

Valentinien I^{er} restreignit, il est vrai, cette permission, en défendant généralement aux clercs et à tous ceux qui faisaient vœu de continence, de rien recevoir des vierges et des veuves, soit par donation entre-vifs, soit par testament. Cette loi de Valentinien I^{er}, rapportée au Code Théodosien (lib. XVI, tit. 2, n° 20), avait sans doute pour but de prévenir l'indiscrétion ou la cupidité de certains clercs, qui pouvaient abuser de leur ascendant sur les vierges et sur les veuves pour en obtenir des donations ou des testaments. Mais saint Ambroise, parlant de cette loi, s'étonne que le législateur pousse les précautions plus loin, en cette matière, à l'égard du clergé chrétien qu'à l'égard des ministres du culte païen. Il est étrange, en effet, que sous un empereur chrétien, les ministres des faux dieux aient été plus privilégiés, sur le point dont il s'agit, que les ministres de l'Église catholique.

Quoi qu'il en soit, l'exemple de Valentinien fut suivi par Théodose le Grand qui défendit également aux diaconesses de disposer par testament en faveur de l'Église, des clercs ou des pauvres (*id.*, n° 27). On craignait toujours que certains clercs, soit par esprit de cupidité, soit par un zèle mal entendu pour le soulagement des pauvres et des églises, n'usassent de captation pour obtenir des legs en faveur de l'Église ou pour leur propre avantage.

Les abus et les désordres que redoutaient Valentinien I^{er} et Théodose le Grand ne paraissent pas avoir été fréquents, puisque nous voyons le dernier de ces deux princes corriger par une seconde loi, et dans la même année, la sévérité de la première : « Legem » quæ diaconissis vel viduis nuper est promulgata, ne » quis videlicet clericus, neve sub Ecclesiæ nomine, » mancipia, suppellectilem, prædia (velut infirmi » sexûs dispoliator) invaderet, et remotis affinibus ac » propinquis, ipse, sub prætextu catholicæ disciplinæ, » se ageret viventis hæredem, extenus animadvertat » esse revocatam, ut de omnium chartis, si jam nota » est, auferatur ; neque quisquam, aut litigator ea sibi » utendum, aut judex noverit exequendum. » (*Code Théodosien*, lib. XVI, tit. 2, n° 28.)

Enfin l'empereur Marcien, expliquant ou modifiant les lois précédentes, permit généralement aux veuves, aux vierges et à toutes les personnes consacrées à Dieu, de laisser leurs biens, par testament, à l'Église, aux clercs et aux moines. Cette constitution de Marcien est la sixième de ses Nouvelles, dans le *Recueil des Constitutions impériales*, placées à la suite du Code Théo-

dosien. Elle fut depuis insérée dans le Code Justinien, et commence par ces mots : « Generali lege sancimus, » sive vidua etc... » (*Code Justinien*, lib. I, tit. 11, n° 13.) Vers le même temps, l'empereur Théodose le Jeune publia un édit également favorable au clergé, en attribuant aux églises et aux monastères les biens des religieux et des clercs morts sans testament et sans laisser de proches parents.

Enfin dans l'authentique extraite de la Nouvelle 123, chap. 38, on lit cette disposition : « Nous ordonnons » que les biens de l'homme ou de la femme qui, » n'ayant point d'enfants, ont choisi la vie monastique » et sont entrés dans un monastère, appartiennent au » monastère dans lequel ils sont entrés. »

DE L'INSINUATION. — Jusqu'à Justinien, les anciennes lois avaient déclaré, quoique d'une manière assez obscure, que les donations faites pour des causes pieuses étaient valables, quand même elles n'auraient pas été insinuées.

Mais cet empereur, dans une constitution adressée à Menna, préfet du prétoire, ordonne expressément l'insinuation dans le cas où la donation dépasse cinq cents écus : « Personne, dit-il, ne doit avoir la liberté, » sous prétexte de piété, de s'écarter des dispositions » des anciennes lois sur l'insinuation des donations. »

Après avoir enrichi l'Eglise par leurs propres libéralités et en permettant celles des particuliers, les empe-

reurs chrétiens songèrent à protéger et à favoriser les biens acquis.

Trois privilèges principaux doivent appeler, à ce sujet, notre attention :

a. Le premier est relatif à l'aliénation des biens appartenant aux églises.

b. Le second comprend les diverses exemptions accordées à ces mêmes biens.

c. Le troisième est le droit d'asile.

I. DE L'ALIÉNATION. — Au Code de Justinien, nous trouvons une constitution émanant des empereurs Léon et Anthimius et qui est adressée au préfet du prétoire Armasius (lib. I, tit. 2). Dans cette constitution, il est défendu à tout archevêque de Constantinople, à tout économe chargé de l'administration des biens ecclésiastiques, de transférer à qui que ce soit et par quelque espèce d'aliénation que ce soit, les fonds ou héritages, soit urbains, soit rustiques, en un mot, les choses immobilières avec leurs accessoires, tels que les colons, les esclaves et les pensions acquises aux églises par testaments ou par donations. Des peines sévères sont successivement prononcées contre les acquéreurs des biens ecclésiastiques, l'économe qui a permis l'aliénation, les tabellions qui ont osé dresser acte de ces contrats défendus, et enfin les juges qui ont approuvé ou confirmé ces contrats.

Une authentique extraite de la Novelle 7, ch. 1, et de la Novelle 120, ch. 6 et 7, étend les dispositions que nous venons de résumer à toutes les églises et à tous les corps institués par une cause pieuse.

II. DES EXEMPTIONS. — Ce n'était pas encore assez pour la piété des empereurs de veiller à la conservation des biens des églises. De nombreuses immunités vinrent, en effet, accroître leur prospérité. Constantin commence par exempter complètement des contributions les propriétés de l'Eglise : « *Præter privatas res* » nostras, et *Ecclesias catholicas, nemo ex nostra jus-* » sione præcipuis emolumentis familiaris juvetur » substantia. » (*Code Théodosien*, lib. II, tit. 1, n° 1.)

Le motif de cette exemption se conçoit sans peine : au sortir des persécutions, l'Eglise était pauvre et dépouillée. Il était donc juste qu'une semblable faveur la dédommageât de tant de privations et de souffrances qu'elle avait endurées.

Avec les richesses acquises par l'Eglise, les immunités qui la favorisaient devaient subir des vicissitudes.

Nous voyons en effet Constance, successeur de Constantin, révoquer complètement l'exemption accordée par ce dernier et soumettre aux contributions réelles les biens de l'Eglise comme ceux des particuliers. (*Code Th.*, lib. XVI, tit. 2, n° 15.)

Dans la suite, une distinction est faite par les empereurs :

1° Les biens de l'Eglise continuent d'être assujettis aux contributions ordinaires.

2° Mais ils sont, en général, affranchis des contributions extraordinaires et des charges sordides.

Justinien, dans ses *Novelles* 37, 43, 131, etc., énumère en détail quelles sont les charges extraordinaires et sordides dont les biens du clergé et de l'Eglise sont exempts.

Dans la Novelle 37, il accorde aux Églises catholiques d'Afrique de rentrer en possession de toutes les terres que les Ariens leur ont ôtées ; mais avec cette condition de payer les mêmes impôts au trésor public : « Ut tamen publicas pro illis pensiones conferant. »

Dans la Novelle 43 (n° 1), il confirme l'immunité de l'Église patriarchale de Constantinople en faveur de 1,100 boutiques. Ces revenus avaient été accordés à l'Église de Constantinople, en considération des dépenses qu'elle était dans l'usage de faire pour la sépulture gratuite des pauvres : « Et sancimus ut » centum et mille officinæ, ad peragendas defunctorum » exequias deputatæ, omnibus modis integro numero » et omni præstatione liberæ conserventur. »

Les autres biens demeurèrent asservis aux anciennes impositions, sans que ni les églises, ni les maisons royales, ni les dignités les plus éminentes de l'Empire pussent en exempter. La raison qu'en donne Justinien est digne de remarque : « Il ne veut pas, dit-il, en » déchargeant les uns, charger les autres, ni donner » cours à de nouvelles impositions. » (Même *Novelle*.)

Justinien exempte ailleurs les fonds de l'Église des impositions sordides et extraordinaires : « Ad hæc » sancimus omnium sanctarum Ecclesiarum, et » omnium venerabilium domorum possessiones, neque » sordides functiones, neque extraordinarias descrip- » tiones sustinere. » (*Nov. 131*, cap. 5.)

Enfin, si les terres qui ont appartenu aux sénateurs municipaux, qu'on appelait curiales, viennent à appartenir à l'Église, Justinien les décharge de certaines levées extraordinaires, mais non pas des contributions

anciennes : « *Liberas eas esse sancimus descriptione
« lucrativorum.* » Ce dernier article est rappelé au Code
Justinien. (Lib. I, *De sacrosanctis ecclesiis*, leg. 22.)

III. DU DROIT D'ASILE. — Les temples et quelques autres lieux consacrés au culte des divinités païennes jouissaient du droit d'asile. Les empereurs chrétiens en agirent à l'égard de ce droit comme à l'égard des autres privilèges accordés aux temples du paganisme : ils le transférèrent aux églises.

Cependant le droit d'asile fut-il attribué aux églises par une loi expresse, ou fut-il regardé simplement comme la conséquence logique du droit dont les temples du paganisme avaient joui? c'est ce qu'il est assez difficile de connaître. La seconde supposition semble confirmée par la plus ancienne des constitutions impériales sur ce sujet. Cette constitution, qui est de Théodose le Grand, est ainsi conçue : » *Publicos
» debitores (id est tributorum debitores) si confugien-
» dum ad ecclesias crediderint, aut illico extrahi de
» latebris oportebit, aut pro his ipsos qui eos occultare
» probantur, episcopis exigi (id est, ad solvendum
» compelli). Sciat igitur præcellens auctoritas tua,
» neminem debitorum posthac a clericis defendendum
» aut per eos ejus quem defendendum esse credide-
» rint debitum esse solvendum.* » (*Code Théod.*, lib. IX, tit. 45, n° 1.)

Il est à remarquer, en effet, que cette constitution n'établit point le droit d'asile, mais le suppose déjà établi et se borne à y mettre de sages restrictions, pour prévenir les abus auxquels il pouvait donner lieu,

et pour empêcher qu'il ne tournât au détriment de l'ordre public, en assurant l'impunité aux criminels.

C'est pour cette raison que les empereurs ordonnèrent de saisir, même dans l'église, les débiteurs publics, les homicides, les adultères, les ravisseurs et d'autres criminels notoires dont il importait à l'ordre public de ne pas différer le châtiment. (*Code Théodosien; passim*)

§ II. — *Des Ministres du culte chrétien.*

Parmi les avantages temporels que le clergé de l'Eglise catholique retira de la protection des empereurs chrétiens, on doit surtout remarquer les privilèges honorifiques ou utiles, qu'on a depuis nommés *immunités*.

Dès l'an 313, Constantin adresse au proconsul d'Afrique, Anulin, une lettre dont Eusèbe rapporte le texte et dans laquelle on lit ces paroles : « Je veux » que tous ceux que l'on appelle *clercs*, et qui sont attachés au service de la religion catholique, soient » exempts de toutes les charges publiques afin qu'ils » puissent, en toute liberté, se consacrer aux fonctions » de leur ministère. »

Cette lettre peut être considérée comme le point de départ des privilèges accordés au clergé catholique. En effet, les successeurs de Constantin confirmèrent et souvent même augmentèrent les immunités établies par lui.

Les principales dispositions du droit romain à cet égard se rencontrent au Code Théodosien, lib. XI, tit.

16, — lib. XVI, tit. 2; et au Code Justinien, lib. I, tit. 2, 3, 4, 11, 14. Le *Digeste* et les *Novelles* nous en présentent également quelques-unes.

Pour plus de clarté, nous diviserons les immunités ecclésiastiques en deux sortes :

1^o Les immunités personnelles, qui regardent directement les personnes ;

2^o Les immunités réelles, qui regardent directement les biens.

I. — DES IMMUNITÉS PERSONNELLES.

Les immunités personnelles dont a joui le clergé peuvent se rapporter à quatre chefs principaux :

1^o *L'exemption des fonctions curiales ou municipales.*
— Ces fonctions étaient excessivement onéreuses. Les personnes d'un rang et d'une fortune distingués redoutaient elles-mêmes les embarras et les dépenses qu'elles entraînaient et mettaient tout en œuvre pour s'y soustraire.

Dans l'année même qui suivit sa conversion au christianisme, Constantin rendit une loi qui suppose l'immunité dont nous parlons établie par l'autorité de l'empereur en faveur des ministres du culte catholique. Voici le texte de cette loi adressée à un gouverneur de province et qui est rapportée au livre XVI, tit. 2, n^o 1, du Code Théodosien : « Hæreticorum factione comperimus Ecclesiæ catholicæ clericos ita vexari, ut nominationibus (ad publica munera) seu susceptionibus aliquibus (eorumdem munerum)

» quas publicus mos exposcit, contra indulta sibi pri-
» vilegia prægraventur. Ideoque placet, si quem tua
» gravitas invenerit ita vexatum, eidem alium subro-
» gari, et deinceps a supradictæ religionis hominibus,
» hujusmodi injurias prohiberi. »

Cette loi fut confirmée, l'an 319, par une autre loi du même empereur et qui se trouve au n° 2 du même titre du Code Théodosien. Les charges publiques y sont formellement déclarées incompatibles avec le divin ministère des clercs.

Enfin Constantin affranchit jusqu'aux moindres clercs de toutes les servitudes et de toutes les charges curiales : « Minime ad curias devocentur, sed immunitate plenissimè potiantur. » On trouve cette immunité confirmée et expliquée par les successeurs de Constantin dans les n°s 7, 9, 11, 16, 24, etc. du Code Théodosien.

2° *L'exemption des servitudes personnelles, principalement de celles qu'on appelait fonctions viles ou sordides.* — Les fonctions que les Romains appelaient *sordida munera* consistaient en certaines corvées, généralement imposées aux particuliers, pour le service de l'Etat. On peut citer, à titre d'exemple : l'entretien des chemins publics et des ponts, du service des postes, le logement des troupes, le transport de leurs provisions. Plusieurs de ces corvées supposaient, dans ceux qui les exerçaient par eux-mêmes, la profession de quelque métier ou art mécanique, ordinairement réservé aux personnes de basse condition. Aussi les personnes qui occupaient dans l'Etat un rang distingué,

étaient-elles ordinairement exemptes de ces servitudes.

Constance en exempta absolument les ecclésiastiques par une loi rapportée au livre XVI, tit. 11, n° 8, du Code Théodosien. Cette loi, adressée à tous les clercs, dit en effet : « Juxta sanctionem (seu legem) quam » dudum meruisse perhibemini, et vos et mancipia » vestra nullus novis collationibus obligabit, sed » vacatione gaudebitis. Præterea neque hospites sus- » cipietis ; et si qui de vobis, alimonix causâ nego- » tiationem exercere volunt, immunitate potentur. »

Ainsi les clercs sont exempts :

1° De toutes les nouvelles charges.

2° Du droit de logement, lorsque les empereurs ou leurs troupes viennent à passer.

3° Des impositions sur le commerce et les marchandises, lorsque le commerce fait par les clercs inférieurs ne consiste qu'à pourvoir à leur subsistance.

Une constitution postérieure des empereurs Constance et Constant, adressée à tous les évêques de leur territoire, étend et confirme cette immunité (*Code Théodosien*, lib. XVI, tit. 2, n° 10). Elle affranchit, en effet, les clercs non-seulement des exactions nouvelles et extraordinaires, mais encore de celles qui étaient ordinaires et anciennes. De plus, elle accorde une exemption générale aux clercs inférieurs pour leurs personnes, leurs biens, leur négoce, et enfin pour leurs femmes, leurs enfants et leurs esclaves.

L'avènement de Julien l'Apostat à l'empire eut, il est vrai, pour résultat, la révocation de tous les privilèges accordés au clergé ; mais son règne fut court et

Valentinien s'empessa de rendre aux clercs l'exemption des charges personnelles et extraordinaires, avec la liberté de recevoir dans la cléricature les Curiaux qui auraient renoncé à leurs biens.

Valens, de son côté, déclara que les Curiaux ne pourraient être inquiétés ni pour leurs personnes, ni pour leurs biens, s'ils avaient passé dix ans dans la cléricature.

Gratien renouvela l'exemption personnelle de tous les clercs sans exception : « Omnes perinde ac qui » primi sunt, personalium munerum expertes esse » præcipimus » (*Code Th.*, loi 24).

Au ^v^e siècle, cette immunité subsiste avec plus ou moins d'étendue ; nous ne la suivrons pas dans toutes ses vicissitudes. Disons seulement que l'exemption des personnes fut assez religieusement observée. On peut lire à cet égard les lois citées dans le Code Théodosien et qui sont postérieures à Théodose le Grand, ainsi que les Novelles 12 et 13 de l'empereur Valentinien III.

3^o *L'exemption de la capitation ou des impôts personnels.* — L'existence de la capitation ou de l'impôt personnel sous Constantin et ses successeurs a été contestée par divers auteurs, entre autres par Godefroy dans son *Commentaire* sur le Code Théodosien. Cependant son opinion a été abandonnée par la plupart des auteurs et a été réfutée solidement par Bingham (cap. 3, § 1). Plusieurs textes font d'ailleurs mention de la capitation.

Par capitation, il faut entendre l'imposition, le droit

qui se lève sur chaque personne, en considération de son travail, de son industrie, de sa charge, de son rang : « Tributum uniuscujusque capiti impositum, » census capitem, census in capita, capitatio. »

Au Code Théodosien, nous trouvons (l. 11, tit. I) la loi 33 qui déclare l'Eglise de Thessalonique exempte de « toute capitatio » ou de tout cens ordinaire, pourvu qu'elle se contentât de jouir de ce privilège sans vouloir prendre sous son nom les terres qui ne lui appartenaient pas : « Sacrosanctæ Thessalonicensis » Ecclesiæ civitatis excepta, ita tamen ut aperte sciat, » propriæ tantum capitatiois modum beneficio mei » numinis sublevandum : nex externorum gravamine » tributorum rempublicam Ecclesiastici nominis abusione lædendam. »

C'est encore l'empereur Constantin qui, le premier, accorda cette immunité au clergé catholique. Ses successeurs l'étendirent considérablement.

Valentinien I^{er} l'applique en effet aux vierges, aux veuves et aux diaconesses : « In virginitate perpetuâ » viventes, et eam viduam de quâ ipsa maturitas pollicetur nulli jam eam esse nupturam, a plebeie capitatiois injuriâ vindicandas esse decernimus : item » pupillos in virili sexu usque ad viginti annos, ab » istius modi functione immunes esse debere ; mulieres autem, donec virum unaquæque sortitur » (Code Théodosien, lib. XIII, tit. 10, nos 4 et 6).

Il en était de même des clercs qui faisaient le négoce, de leurs femmes, de leurs enfants et de leurs serviteurs.

Voici quels furent l'occasion et le motif de cette dernière disposition : Il est certain que l'Eglise per-

mettait alors aux clercs de se procurer, par le travail ou le négoce, les moyens de subsister honnêtement et de faire des aumônes plus abondantes. Ce fut pour entrer dans ces vues que les premiers empereurs chrétiens accordèrent aux clercs l'immunité dont il s'agit.

Toutefois, et afin de prévenir les abus qu'elle pourrait occasionner, l'empereur Constance déclara qu'elle regardait uniquement les clercs qui se bornaient à un petit trafic, et non ceux qui seraient inscrits sur le rôle des principaux négociants: « Clerici ita a sordidis » muneribus debent immunes, atque a collatione » præstari (id est, a tributo negotiatoribus imposito) » si exquis ad modum mercimoniis tenuem sibi vic- » tum vestitumque conquièrent. Reliqui autem quo- » rum nomina negotiatorum matricula comprehendit, » eo tempore quo collatio celebrata est (seu instituta » est) negotiatorum munia et pensationes agnoscant: » quippe postmodum clericorum se coetibus aggrega- » runt » (*Code Th.*, lib. XVI, tit. 2, n° 15).

Cette exemption, même ainsi restreinte, fut enfin supprimée par Valentinien III, à une époque où l'accroissement des biens ecclésiastiques rendait le commerce beaucoup moins nécessaire aux clercs et où l'Eglise elle-même crut devoir le leur interdire, à cause des abus qu'il pouvait entraîner (*Valentiniani*, Novella 2).

4^o *L'exemption de la juridiction séculière.* — Ce privilège fut l'une des principales immunités du clergé. Il faut entendre par là la prérogative accordée aux clercs

de ne pouvoir être traduits devant les tribunaux séculiers et de faire juger leurs causes, en matière temporelle, par un tribunal ecclésiastique.

Mais le pouvoir de terminer les contestations entre les clercs n'était qu'une partie de la juridiction temporelle des évêques. En bien des cas, ils étaient en effet investis de la même autorité par rapport aux laïques. Les dispositions du droit romain sur cette matière ont servi de modèle à toutes les monarchies qui se sont élevées en Occident depuis le iv^e siècle sur les ruines de l'empire.

L'usage de prendre les évêques pour arbitres remonte aux premiers temps du christianisme. Saint Paul le recommande lui-même aux fidèles (1, *Cor.* VI). Les empereurs chrétiens devaient tenir à honneur de favoriser et d'étendre cet arbitrage. C'est ce qui eut lieu.

On trouve à la suite du Code Théodosien, une loi de Constantin adressée à Ablave, préfet du prétoire. L'empereur y ordonne « que tous ceux qui auront des » procès, soit comme demandeurs, soit comme défen- » deurs, aient la liberté, soit au commencement, soit » dans la suite de la contestation, soit pendant la » plaidoirie, soit au moment de la conclusion, d'en » appeler au jugement de l'évêque; et cela malgré » l'opposition qu'une des parties pourrait former à » cet appel. (*Extravagante*, I.)

Il est vrai que l'authenticité de cette loi est contestée par quelques savants; mais Tillemont (*Histoire des empereurs*, t. IV, p. 295 et 663), Thomassin et Cellier n'hésitent pas à la reconnaître comme vraie.

Ce qui nous fait incliner à cette opinion, c'est que la plupart des dispositions de la loi que nous venons de citer sont clairement exprimées dans le texte suivant de Sozomène, texte dont l'authenticité est généralement reconnue. On y lit en effet : « Constantin » permit en principe à ceux qui avaient des procès, » de récuser les juges civils et d'en appeler au jugement » des évêques : il voulut même que les sentences » rendues par le tribunal ecclésiastique eussent plus » de force que celles rendues par les juges séculiers ; » qu'elles eussent la même autorité que si elles eussent » été rendues par l'empereur lui-même ; enfin que les » gouverneurs de provinces et leurs officiers fussent » obligés d'en procurer l'exécution. » (Sozomène, *Histoire ecclés.*, lib. 1, cap. 9.)

Il résulte de ces diverses citations que l'arbitrage des évêques qui, en matière civile, était avant Constantin un pur ministère de charité, prit alors le caractère d'une véritable juridiction : les sentences des évêques qui n'avaient auparavant d'autorité que par la convention des parties, commencent dès lors à avoir, en vertu de la loi, toute la force des jugements rendus par les tribunaux ordinaires.

Jusqu'à Théodose le Grand, cette juridiction accordée aux évêques ne paraît pas avoir été restreinte. Après lui, les empereurs Arcadius et Honorius portèrent, il est vrai, une loi où ils n'attribuèrent aux évêques que la connaissance des causes religieuses ou purement spirituelles : « Quoties de religione agitur, episcopus con- » venit judicare; cæteras vero causas quæ ad ordina- » rios cognitores vel ad usum publici juris pertinent,

» legibus oportet audiri. » (*Code Th.*, lib. XVI, tit. 11, n° 1.)

Mais ces deux princes ne tardèrent pas à changer de dispositions et à reconnaître la juridiction temporelle des évêques en dehors des causes religieuses. On trouve en effet, dans le Code Justinien, deux constitutions de ces empereurs qui attribuent généralement aux évêques le pouvoir de juger en dernier ressort, en matière même temporelle, comme le préfet du prétoire, et de faire exécuter leurs sentences par les officiers ordinaires de la justice séculière. On met toutefois à ces droits deux restrictions importantes ; savoir :

1° Que l'évêque ne pourra en user que dans les causes déferées à son tribunal par le consentement commun des deux parties ;

2° Qu'il ne pourra en user que dans les causes civiles, et non dans les causes criminelles : « Si qui ex consensu apud sacræ legis antistitem litigare voluerint, non vetabuntur ; sed experientur illius, in civili duntaxat negotio, more arbitri sponte residentis judicium. » (*Code Justinien*, liv. I, tit. 4, n° 7.)

« Episcopale judicium ratum sit omnibus qui se audiri a sacerdotibus elegerint ; eamque illorum judicationi adhibendam esse reverentiam jubemus, quam vestris deferri necesse est potestatibus (il s'agit ici du pouvoir du préfet du prétoire) a quibus non licet provocare. » (*Id.*, n° 8.)

Le pouvoir judiciaire des évêques était beaucoup plus étendu à l'égard des clercs. Plusieurs constitutions impériales exemptent absolument ces derniers de la juridiction séculière, non-seulement dans les causes

purement ecclésiastiques, mais encore dans les causes purement civiles ou pécuniaires, et même dans les causes criminelles qui n'ont pas pour objet certains crimes spéciaux, tels que ceux de lèse-majesté, de rébellion, d'homicide. (*Code Th.*, lib. XVI, tit. 2, n° 23, 41, 47.)

Cependant Valentinien III apporta des restrictions importantes à ces constitutions : il voulut, entre autres choses, que l'évêque ne put juger, même les clercs, que de leur consentement et compromis. (*Valentiniani III*, *Novella* 12.)

Telle fut à peu près la juridiction ecclésiastique avant Justinien. Justinien recueillit dans son Code la plupart des constitutions précédentes, mais y ajouta quelques nouvelles dispositions, afin de fixer avec plus de précision les limites de la juridiction ecclésiastique et de la juridiction séculière. Ces dispositions se trouvent au Code Justinien (lib. I, tit. 4, *De episcopali aulientia*, et dans les Nouvelles 83, 86, 123 du même empereur). Voici le résumé de ce qu'elles contiennent :

1° Pour ce qui regarde les causes des laïques, Justinien adopte la loi des empereurs Arcadius et Honorius que nous avons citée précédemment. De plus, il autorise le recours du juge séculier à l'évêque, toutes les fois que les parties se croiront lésées par la sentence du premier ;

2° En matière civile, les clercs, les moines, les vierges et les veuves doivent être poursuivis devant l'évêque en première instance, et devant le juge séculier, en cas d'appel seulement.

En matière criminelle, ils peuvent être poursuivis

devant l'évêque ou devant le juge séculier, au choix de l'accusateur.

3^o Les économes des églises et les administrateurs des hôpitaux ne peuvent être poursuivis que devant l'évêque pour le fait de leurs charges, et en cas d'appel, leurs causes doivent être terminées par le métropolitain ou par le patriarche.

4^o Les évêques ne peuvent être poursuivis devant les juges séculiers, pour quelque cause que ce soit, mais seulement devant le métropolitain ou le patriarche qui doivent terminer la cause dans le concile de la province.

Pour l'exécution de leurs sentences, les évêques n'eurent pas d'abord le pouvoir coactif. Ils devaient en conséquence recourir au magistrat séculier. Cependant vers la fin du IV^e siècle, ils avaient déjà des prisons pour les clercs condamnés. Ces prisons étaient nommées *decanica* ou *diaconica*, parce qu'elles étaient ordinairement placées dans le voisinage d'une diaconie, c'est-à-dire d'une sacristie dont le service était confié aux diacres. Il est fait mention de ces prisons dans une constitution des empereurs Arcadius et Honorius, publiée en 396, et dans une Novelle de Justinien, datée de l'an 539 (Novelle 79, cap. 3).

II. — DES IMMUNITÉS RÉELLES DU CLERGÉ.

Ces immunités sont les mêmes que celles accordées aux biens des églises, et elles sont également régies par les mêmes règles.

III. — DE L'INFLUENCE DU CLERGÉ DANS L'ADMINISTRATION CIVILE.

Nous n'aurions fait qu'imparfaitement connaître la puissance des évêques sous les empereurs chrétiens, si nous ne disions quelques mots de leur influence dans l'administration civile.

Le droit romain et le Code Justinien, en particulier, sont, à cet égard, remplis du détail de leurs attributions.

Contrairement à Montesquieu qui regarde cette influence des évêques comme une des causes principales de la chute de l'empire romain, M. Guizot ne fait pas difficulté de reconnaître qu'elle a été très-salutaire : « Depuis le v^e siècle, dit-il (*Histoire générale de la civilisation en Europe*), le clergé chrétien avait un puissant moyen d'influence. Les évêques et les clercs étaient devenus les premiers magistrats municipaux. Il ne restait, à proprement parler, de l'empire romain que le régime municipal ; il était arrivé, par les vexations du despotisme et la ruine des villes, que les curiales ou membre des corps municipaux étaient tombés dans le découragement et l'apathie. Les évêques au contraire, et le corps des prêtres, pleins de vie et de zèle, s'offraient naturellement à tout surveiller, à tout diriger. On aurait tort de le leur reprocher, de les taxer d'usurpation ; ainsi le voulait le cours naturel des choses : le clergé seul était moralement fort et animé. Il devint partout puissant : c'est la loi de l'univers.

» Cette révolution est empreinte dans toute la législation des empereurs à cette époque. Si vous ouvrez le Code Théodosien ou le Code Justinien, vous y trouverez un grand nombre de dispositions, qui remettent les affaires municipales au clergé et aux évêques... Aussi l'Église chrétienne a-t-elle puissamment contribué, dès cette époque, au caractère et au développement de la civilisation moderne. Essayons de résumer les éléments qu'elle y a dès lors introduits.

» Et d'abord ce fut un immense avantage que la présence d'une influence morale, d'une force morale, d'une force qui reposait uniquement sur les convictions, les croyances et les sentiments moraux, au milieu de ce déluge de force matérielle qui vint fondre, à cette époque, sur la société. Si l'Église chrétienne n'avait pas existé, le monde entier aurait été livré à la pure force matérielle. L'Église exerçait seule un pouvoir moral. Elle faisait plus : elle entretenait, elle répandait l'idée d'une règle, d'une loi supérieure à toutes les lois humaines ; elle professait cette croyance fondamentale pour le salut de l'humanité, qu'il y a, au-dessus de toutes les lois humaines, une loi appelée, selon les temps et les mœurs, tantôt la raison, tantôt le droit divin, mais qui toujours et partout est la même loi, sous des noms divers. »

Voici les principales dispositions rendues par les empereurs en faveur du clergé et des évêques :

1^o Dès l'an 368, une loi des empereurs Valentinien

et Valens charge les évêques de veiller sur les marchands, pour empêcher ou corriger leurs injustices, surtout à l'égard des pauvres (*Code Justinien*, lib. I, tit. 4, n° 1).

2° Une loi des empereurs Honorius et Théodose le Jeune, publiée en 409 et renouvelée depuis par l'empereur Anastase, ordonne que les défenseurs des villes soient choisis et institués par les évêques, dans une assemblée de clercs et de notables (*ibid.*, tit. 55, n° 8). Elle ajoute qu'ils ne pourront être choisis que parmi les catholiques.

Les défenseurs des villes étaient chargés de protéger les citoyens contre toute espèce d'oppressions, soit de la part des magistrats, soit de la part des simples particuliers. Il faut se garder de confondre ces défenseurs des villes, institués vers la fin du iv^e siècle, avec les défenseurs des Eglises, établis un peu plus tard, pour soutenir auprès des magistrats séculiers les intérêts de l'Eglise et des pauvres.

3° Une constitution publiée en 428, par les empereurs Théodose le Jeune et Valentinien III, permet aux filles libres ou esclaves, que leurs pères ou leurs maîtres voudraient prostituer, d'implorer la protection de l'évêque pour conserver leur innocence. L'empereur Léon I^{er} étendit, dans la suite, cette disposition aux filles qu'on voudrait faire monter malgré elles sur le théâtre. (*Code Justinien*, lib. I, tit. 4, n^{os} 12 et 14.)

4° Justinien, non content de confirmer ces constitutions en les insérant dans son Code, en ajoute de nouvelles.

A. — Il charge les évêques de la protection des orphelins, des esclaves, des prisonniers, et généralement de toutes les personnes faibles ou misérables, que leur âge ou leur condition exposait davantage aux vexations.

La plupart des constitutions impériales sur cette matière sont réunies dans le livre 1^{er} du Code Justinien, tit. IV, n^{os} 22, 23, 24, 30, 33, etc.

La 22^e confie aux évêques la surveillance des prisons. En conséquence, l'évêque intervient conjointement avec les magistrats civils, dans la nomination des tuteurs et curateurs, et doit veiller à la conservation des enfants trouvés, visiter chaque semaine les prisonniers, tant libres qu'esclaves, s'informer du sujet de leur détention, avertir les magistrats civils des désordres qu'ils remarquent en cette matière et donner avis à l'empereur lui-même de la négligence des magistrats à réprimer ces désordres.

B. — Les évêques sont encore chargés de veiller à l'observation des lois de police concernant les jeux de hasard et de réprimer, de concert avec les magistrats civils, les transgresseurs de ces lois (n^o 25).

C. — Ils administrent, conjointement avec trois notables de la ville, les revenus de la cité et inspectent les travaux publics (n^o 26).

D. — Une constitution de Justinien, qui fait partie des *Novelles* placées à la suite de son Code, charge les évêques de veiller à la conservation des poids et mesures (*Novelle* 128, cap. 15).

5° Les successeurs de Justinien étendirent encore le pouvoir temporel des évêques, principalement en Italie, où la situation des affaires rendait le concours du clergé plus nécessaire. De nombreux critiques estiment que ces honneurs et ces prérogatives temporels, accordés à la religion et à ses ministres, ont préparé de loin la souveraineté temporelle du Saint-Siège.

DROIT FRANÇAIS

De l'administration du temporel des églises

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

§ I^{er}. — *De l'origine des Fabriques.*

L'administration des fabriques a éprouvé, depuis la naissance du christianisme, toutes les révolutions qu'entraîne la diversité des temps et des personnes. Les biens que possédait chaque église étaient, à l'origine, administrés en commun : l'évêque en avait l'intendance et la direction et ordonnait, comme il jugeait à propos, de l'emploi du temporel, soit pour les besoins de l'église, soit pour la subsistance des ministres du culte et des pauvres.

Les évêques avaient ordinairement sous eux des prêtres et des diacres qu'on appelait *économés* et auxquels était confiée l'administration en détail de ce temporel.

Vers le milieu du iv^e siècle, les revenus de chaque église, au lieu d'avoir une destination commune, furent partagés en quatre lots ou parts égales : on en

donnait une à l'évêque pour l'entretien de la maison et l'hospitalité dont il était chargé; la seconde était pour la subsistance des clercs; la troisième pour les pauvres et la quatrième pour les fabriques, c'est-à-dire les réparations des bâtiments, le luminaire et tout le reste de l'entretien des églises. Ce partage fut ainsi ordonné dans un concile tenu à Rome du temps de Constantin.

Ce quart des revenus des biens de l'église attribué aux fabriques fut d'abord administré, comme les autres biens, par les ordres et sous l'autorité de l'évêque. Plus tard, les fabriques eurent leur part dans le partage des biens eux-mêmes : des oblations, une partie des dîmes, et même des biens fonds leur furent affectés; des dons et legs leur furent faits; enfin, elles eurent des biens propres. Une administration spéciale et particulière devint dès lors nécessaire.

Nous voyons d'abord l'intendance de la fabrique passer à l'archidiacre, à l'archiprêtre et quelquefois au curé; mais cependant l'évêque garde l'inspection. Au VII^e siècle, les conciles donnent des économes aux églises et peu à peu font tomber l'administration générale des biens ecclésiastiques dans la dépendance du clergé, de l'archidiacre et de l'économe.

Le célèbre Hincmar, archevêque de Reims, qui vivait en 845, est le premier qui donne à certains officiers de l'église le nom de marguilliers, *matricularii*. Mais ces marguilliers qui, quoique laïques, avaient une portion des dîmes, étaient différents de ceux que nous avons dans nos églises : leurs fonctions se bornaient à tenir le rôle des pauvres et à leur distribuer

les charités de l'église. Il est possible que le temps ait ajouté, à leurs fonctions et à leurs droits, les fonctions et prérogatives dont jouissent les marguilliers d'aujourd'hui. En tous cas, cette révolution s'est opérée d'une manière insensible.

Le concile d'Excester, en 1287, suppose que ce sont des laïques qui gèrent les intérêts de la fabrique ; mais cependant l'usage de nommer des laïques était loin d'être général. On choisissait indifféremment, parmi les clercs et ceux qui ne l'étaient pas, les administrateurs des églises. Il en fut ainsi jusqu'au xvi^e siècle. Le concile de Mayence, tenu en 1549, paraît être le premier qui ait établi l'ordre de choses actuellement existant : il veut, en effet, que les revenus de la fabrique soient levés et employés par les soins des laïques, mais que le curé soit néanmoins le principal fabriquier.

§ II. — *Des Fabriques en France avant la Révolution.*

Le concile de Trente ainsi que plusieurs édits et arrêts du Parlement avaient prescrit l'établissement des fabriques et avaient réglé l'administration de leurs biens ; mais avant 1789, les fabriques étaient surtout régies par des usages. On comprend sans peine qu'avec des usages locaux variant à l'infini, l'administration des fabriques en France dut présenter de nombreuses différences. On peut néanmoins regarder comme généralement admises les règles suivantes

énumérées par Jousse, dans son *Traité du gouvernement spirituel et temporel des paroisses* :

1^o Les marguilliers ont seuls le gouvernement et l'administration du temporel de l'Église, et de tout ce qui dépend de la fabrique. (Ainsi jugé pour la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois par arrêt du 28 avril 1561, et pour la paroisse de la Madeleine par un autre arrêt du 8 juillet 1538.)

2^o Ils ont, ainsi que les curés, la garde des clefs de l'église.

3^o Ils ont aussi la garde des ornements, argenterie, linge, tapisseries, reliques, tableaux, livres et autres meubles d'église.

4^o Ils doivent veiller à la conservation et à l'entretien de toutes ces choses, et à ce que l'église soit fournie suffisamment de tout ce qui est nécessaire pour la célébration du service divin, ainsi que du luminaire.

5^o Ils reçoivent, par les mains de l'un d'eux, tous les biens et revenus de la fabrique, ainsi que ceux des pauvres et des écoles de charité des garçons et des filles : tant ce qui provient des quêtes et offrandes, droits de tentures, sonnerie et sépultures, que les rentes, loyers, fermages, revenus des bancs, des coupes d'arbres du cimetière ou places appartenant à la fabrique. Ils peuvent, à cet effet, poursuivre et contraindre les débiteurs de ces rentes et revenus, et intenter ou soutenir par eux-mêmes les procès nécessaires pour raison du recouvrement desdits revenus ordinaires, ainsi que pour l'exécution des baux.

6^o Ils doivent faire toute la dépense nécessaire pour

l'église, frais de sacristie et autres charges de la fabrique.

7° Ils ne doivent employer le revenu des fabriques qu'aux effets auxquels il est destiné.

8° Ils ont inspection sur tous les biens de la fabrique, pour qu'ils soient conservés et entretenus en bon état ; et ils font les baux des maisons qui en dépendent.

9° Ils ont la garde des titres et papiers concernant la fabrique et les biens de la paroisse.

10° Ils ont la nomination des chantres, bedeaux, sonneurs, organiste et autres serviteurs de l'église, des prédicateurs de l'Avent, du Carême et des autres fêtes de l'année.

11° On ne peut faire aucune quête dans l'Eglise sans leur agrément et établir aucune confrérie sans leur permission.

12° Ils peuvent être poursuivis pour raison des dettes contractées légitimement par leurs prédécesseurs pour les affaires de la fabrique, sauf leur recours contre eux.

13° Ils sont tenus de donner tous les dix ans la déclaration des biens appartenant à la fabrique, et de faire enregistrer leur déclaration au bureau des gens de mainmorte.

14° Ils sont tenus d'exécuter les ordonnances des évêques touchant l'emploi des deniers de la fabrique.

15° Ils doivent enfin, après le temps de leur exercice, rendre compte de leur administration.

De tous les règlements en vigueur avant la Révolution pour l'administration des fabriques, le plus étendu et en même temps le plus important par la

sagesse de ses dispositions est celui qui fut rendu, le 2 avril 1737, pour la fabrique de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève. C'est lui qui a d'ailleurs servi de modèle aux rédacteurs du décret du 30 décembre 1809.

§ III. — *Des Fabriques pendant la Révolution et jusqu'au 30 décembre 1809.*

La Révolution, qui fit table rase de toutes les institutions existantes, ne devait pas épargner les fabriques.

L'art. 1^{er} de la loi du 19 août 1791 décréta que les immeubles réels affectés aux fabriques des églises, à quelque titre et pour quelque destination que ce pût être, fussent vendus dans la même forme et aux mêmes conditions que les autres biens et domaines nationaux.

La loi du 13 brumaire an II consumma l'expropriation : elle porte que tout l'actif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises catholiques, particulières et succursales, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales.

C'était par là même anéantir les fabriques liées d'ailleurs trop intimement au culte catholique pour n'en pas subir toutes les vicissitudes. La restauration religieuse devait donc également avoir pour conséquence le rétablissement des fabriques.

L'art. 76 de la loi du 18 germinal an X portait : « Il » sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et » à la conservation des temples, et à l'administration » des aumônes. »

Ce n'était toutefois qu'une pierre d'attente. Reconnaître et poser en principe l'établissement des fabriques était en effet insuffisant. Il fallait qu'une décision nouvelle en déterminât l'organisation, la constitution, les fonctions et les droits.

Un premier pas fut fait dans ce sens par l'arrêté du 9 floréal an XI, qui concéda aux évêques le pouvoir de faire les règlements nécessaires à l'administration des fabriques, et de nommer les fabriciens.

Mais ces fabriciens n'avaient pour fonctions que de recueillir les aumônes et offrandes faites pour la décoration de l'église, ou le produit des chaises placées dans l'intérieur des temples.

Le décret du 7 thermidor an XI parut peu après : il rendait aux fabriques leurs immeubles et rentes qui n'avaient pas été aliénés, et en confiait l'administration à trois marguilliers nommés par le préfet. Les règles de cette administration étaient empruntées à celle des biens communaux, et les comptes en devaient être rendus sous la même forme que ceux des dépenses communales.

C'était en réalité créer deux fabriques : l'une constituée par les règlements des évêques, en vertu de la décision du 9 floréal an XI, était chargée d'administrer le produit des quêtes, oblations et aumônes. On la désigna sous le nom de *fabrique intérieure*. L'autre choisie par le préfet, aux termes de l'arrêté du 7 thermidor an XI, avait pour mission de gérer les biens fonds et rentes restitués au culte. On la nomma la *fabrique extérieure*. Avec deux administrations, des conflits étaient inévitables : les conflits engendrèrent

la confusion. Désireux de mettre fin à cet état de choses, le chef de l'État rendit le décret du 30 décembre 1809 qui réunit les deux fabriques précitées en une seule et régla définitivement l'organisation de ces sortes d'établissements. Le décret du 30 décembre est encore la législation en cette matière ; mais un grand nombre de décrets, ordonnances, avis du Conseil d'État, décisions des tribunaux et instructions ministérielles l'ont modifié, développé et complété.

TITRE I

DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DES FABRIQUES

CHAPITRE I^{er}

§ I. — *Du rôle des Fabriques.*

Le rôle des fabriques est déterminé par l'art. 1^{er} du décret du 30 décembre 1809. « Les fabriques, y est-il » dit, sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les aumônes et » les biens, rentes et perceptions autorisées par les » lois et règlements, les sommes supplémentaires » fournies par les communes, et généralement tous les » fonds qui sont affectés à l'exercice du culte; enfin » d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité, » dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit » en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit » en assurant les moyens d'y pourvoir. »

Comme on le voit, les fabriques sont les intermédiaires entre le clergé et les habitants des paroisses; le lien et la transition entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, la paroisse et la commune.

§ II. — *Où il doit être établi des Fabriques.*

Aux termes de l'art. 3 du décret de 1809, il doit être établi une fabrique dans chaque paroisse.

Ici se place naturellement la question suivante : Que faut-il entendre par le mot *paroisse* ?

Sous le rapport spirituel, dit Mgr Affre, on entend par paroisse « un territoire limité dans lequel un » prêtre exerce son ministère sous le titre de curé, de » desservant ou de chapelain. Sous le rapport temporel, c'est un établissement public et légal qui a » des biens, des revenus et des charges, et qui est administré par une fabrique conformément à des lois » et à des règlements spéciaux émanés de l'autorité » civile. »

On peut donc définir la fabrique : « Une personne » morale qui représente la paroisse pour tout ce qui » concerne les intérêts matériels. »

La paroisse peut être une cure ou une succursale :

La première est desservie par un titulaire inamovible qui a le titre de curé, et qui doit être agréé par le gouvernement.

La deuxième par un desservant amovible, nommé simplement par l'évêque et qui n'est pas soumis à la nécessité de l'agrément par le gouvernement.

La cure et la succursale ont d'ailleurs l'une et l'autre leur fabrique spéciale et distincte.

On distingue en outre les chapelles, les annexes et les oratoires.

Une chapelle est une église non paroissiale établie sur la demande d'une commune entière. (Art. 9 du décret du 3 septembre 1807).

Les chapelles se divisent en chapelles simples ou communales rétribuées sur les revenus ordinaires de la commune, et chapelles vicariales, dont le chapelain reçoit en outre de l'État une indemnité de 350 francs.

L'annexe, au contraire, est l'église établie sur la demande de quelques-uns des principaux contribuables de la commune. (Art. 11 *id.*) Elle n'a pas de circonscription propre et les frais en sont supportés par les habitants demandeurs.

La chapelle de secours vient encore après l'annexe. Elle n'a ni existence légale distincte de la paroisse, ni prêtres particuliers qui la desservent. Ce sont de simples édifices où le clergé de la paroisse célèbre les offices quand le curé le juge à propos. Cependant elle doit être autorisée par décret.

Les oratoires ou chapelles domestiques sont des chapelles élevées dans l'intérieur des maisons, soit des particuliers, soit de certains établissements.

Ces divers édifices religieux sont-ils susceptibles d'avoir des fabriques ?

A ne consulter que les termes de l'art. 13 du décret de 1807, la négative ne serait pas douteuse. Cet article dispose en effet :

« Les chapelles ou annexes dépendront des cures
» ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles
» seront placées. Elles seront sous la surveillance des
» curés ou desservants, et le prêtre qui y sera attaché

» n'exercera qu'en qualité de vicaire ou de chapelain. »

Malgré ce texte, l'ordonnance du 12 janvier 1825 a admis pour les chapelles le droit à posséder une fabrique. On lit en effet dans l'art. 1^{er} :

« Dans toutes les églises ayant le titre de cure, succursale ou chapelle vicariale dans laquelle le conseil de fabrique n'a pas été renouvelé..., il sera procédé à une nouvelle nomination de fabriciens de la manière voulue par l'art. 6 du décret du 30 décembre 1809. »

Les chapelles vicariales ont donc aujourd'hui, comme les paroisses, de véritables fabriques. Quant aux annexes et chapelles de secours, c'est l'administration municipale qui s'occupe de tout ce qui concerne le matériel du culte.

§ III. — *Composition de la Fabrique.*

Deux éléments constituent la fabrique :

- 1^o Une assemblée délibérante, le conseil de fabrique.
- 2^o Un pouvoir exécutif, le bureau des marguilliers.

I. NOMBRE DES FABRICIENS. — Le nombre des membres qui composent le conseil de fabrique est déterminé par le nombre des habitants de la paroisse. Deux cas peuvent se présenter :

- 1^o La paroisse renferme une population de 5,000 âmes ou d'un chiffre supérieur : le nombre des fabriciens est alors de neuf.

2^o La paroisse est d'une population inférieure à 5,000 âmes : le nombre des fabriciens n'est alors que de cinq.

De plus sont de droit membres du conseil :

A. Le curé ou desservant qui aura la première place.

B. Le maire de la commune du chef-lieu de la cure ou succursale.

Ce qui fait onze fabriciens dans le premier cas, sept dans le second. Si le curé est chargé de desservir plusieurs paroisses, il est de droit membre de chacune des fabriques de ces paroisses.

S'il y a plusieurs maires dans la paroisse, le maire du chef-lieu est seul membre de droit de la fabrique.

Par qui le maire et le curé peuvent se faire remplacer?

— Le curé a la faculté de se faire remplacer par un de ses vicaires, le maire par un de ses adjoints. Le vicaire remplaçant le curé a, comme lui, la première place au conseil ; l'adjoint qui remplace le maire doit justifier, pour être admis, de l'autorisation qu'il a reçue. L'adjoint empêché est remplacé par le conseiller municipal désigné par le préfet ou inscrit le premier dans l'ordre du tableau. Le conseiller municipal doit justifier de l'arrêté préfectoral ou de son inscription. (*Lettre ministérielle* du 3 mai 1864.)

Si le maire n'est pas catholique, il doit se substituer un adjoint qui le soit ou, à défaut, un membre du conseil municipal catholique.

Le maire est placé à gauche, le curé ou desservant à droite du président.

Comment on procède quand la population d'une paroisse diminue ou augmente?

1° Lorsque par suite de la diminution de la population d'une paroisse, le conseil de fabrique, jusque là composé de neuf membres, ne doit plus l'être que de cinq, cette réduction doit s'opérer successivement, lors seulement des élections triennales. (*Lettre ministérielle* du 9 décembre 1843:).

2° Si, au contraire, le conseil de fabrique doit être porté à neuf membres, les quatre nouveaux conseillers sont, d'après le *Journal des Fabriques*, nommés par l'évêque et le préfet. Ces derniers peuvent user indifféremment de leur droit, soit avant, soit à l'expiration du triennal courant.

II. NOMINATION DES FABRICIENS (art. 6 du décret de 1809). — Les fabriciens sont nommés pour la première fois par l'évêque et le préfet dans la proportion suivante :

Cinq par l'évêque et quatre par le préfet, si le conseil doit être composé de neuf membres ; — trois par l'évêque et deux par le préfet, s'il n'est composé que de cinq membres.

Il y a exception à cette règle pour les églises cathédrales et les annexes :

Dans les fabriques des cathédrales, le nombre des membres est fixé par une ordonnance de l'évêque ; quant aux annexes, leurs intérêts temporels sont gérés par la fabrique du chef-lieu paroissial. Cependant une circulaire ministérielle du 11 mars 1809 autorise les évêques à former un conseil de quelques habitants qui, sans avoir d'existence légale, veille aux besoins journaliers du culte. Leur compte est annexé à celui

du trésorier de l'église titulaire et apuré par la fabrique de celle-ci.

Nous avons vu que dans le choix des marguilliers, l'évêque avait un droit plus étendu que le préfet.

Quid si par la tolérance de l'évêque ou du préfet, l'un ou l'autre faisait toutes les nominations ? — D'après le *Journal des Fabriques* (tome II, page 24), la nullité serait radicale et la fabrique devrait être reconstituée suivant l'article 6 du décret de 1809.

III. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ. — Les fonctions de fabriciens sont, il est vrai, purement honorifiques. Mais vu leur importance et leur dignité, on comprend que des hommes distingués par leur position sociale, leurs bonnes mœurs et leurs principes religieux, doivent seuls y être appelés. Aussi la loi, dans sa prudence, a-t-elle soumis à certaines conditions restrictives le choix des membres de la fabrique. Elle veut :

1^o *Qu'ils soient catholiques.* — Cette condition s'impose d'elle-même. Comment, en effet, un protestant ou un juif s'intéresserait-il à la prospérité d'une église pour laquelle il n'a que de l'indifférence et quelquefois même de l'aversion !

Quid d'un individu catholique de nom, mais de fait déiste, athée, libre-penseur, etc. ? — La question est délicate, et elle a été controversée. Voici quelle serait notre opinion : Si l'homme dont nous parlons faisait publiquement profession d'impiété, s'il se faisait gloire d'insulter le catholicisme, nous pensons que le maintenir comme fabricien serait aller contre le vœu de la

loi. — Si au contraire il se bornait à ne pas suivre et observer les pratiques du culte, respectueux par ailleurs de la religion et de ses ministres, sa nomination serait valable.

2° *Qu'ils soient domiciliés dans la paroisse.* — Il s'agit ici, non d'une simple demeure ou résidence, mais du domicile légal, tel qu'il est réglé par les articles 102 et suivants du Code civil. Il faut, en effet, que le fabricien soit à même d'apprécier utilement les besoins de la paroisse à l'administration de laquelle il doit concourir.

3° *Qu'ils soient choisis parmi les notables.* — La loi n'a point défini ce qu'il faut entendre par ce mot *notables*. D'après les anciens règlements, il signifiait : toutes les personnes ayant titre de noblesse ou exerçant soit des fonctions publiques, comme les juges de paix, les notaires, greffiers et percepteurs ; soit des professions libérales, comme les avocats, les médecins, chirurgiens, instituteurs, enfin tous les propriétaires les plus imposés, sans distinction de profession.

Aujourd'hui, on doit procéder plutôt par élimination que par détermination. Ainsi, on ne prendra pas les fabriciens parmi les hommes flétris par une condamnation, ou exerçant des professions méprisées, comme celle de saltimbanque. On exclura également les personnes vivant en état de domesticité, celles qui sont salariées par les fabriques : tels que les sacristains, l'organiste, le chantre. Mais on devra considérer que tel qui, dans une grande cité, serait au rang le plus modeste, peut être notable dans une paroisse de campagne. Tout en un mot est relatif, et, suivant nous,

vouloir déterminer d'une manière positive le mot *notable* serait de l'arbitraire.

Les restrictions que nous venons d'indiquer sont limitatives. Toutefois, plusieurs questions importantes se sont élevées à ce sujet. Nous allons faire connaître les principales :

A. *On s'est demandé si les liens de parenté entre membres de la même fabrique ne constituaient pas un motif d'incompatibilité ?* — La négative nous semble manifeste, puisque l'art. 14 du décret de 1809 n'impose cette restriction qu'aux membres du bureau.

B. *Le Journal des Fabriques fixe à vingt-cinq ans l'âge auquel on peut être élu fabricant. Cette opinion est-elle fondée ?* — La loi ne déterminant aucune condition d'âge, le droit commun doit recevoir son application. L'âge de vingt-un ans est donc suffisant.

C. *Les fonctions de fabriciens sont-elles incompatibles avec des fonctions publiques, administratives ou judiciaires ?* — Evidemment non : l'expression de *notables* fait même entendre le contraire.

D. *Le maire peut-il être élu fabricant ?* — Non, car d'après l'art. 4 du décret de 1809, il l'est de plein droit.

Quid de l'adjoint ? — Malgré la vive controverse à laquelle cette question a donné lieu et malgré la lettre ministérielle du 20 février 1832, nous ne voyons pas qu'il y ait grand inconvénient à ce qu'un des membres élus soit appelé à remplacer un des membres de droit. L'adjoint peut donc être élu fabricant. C'est au reste dans le sens de la non-incompatibilité qu'a décidé le Conseil d'État (8 octobre 1840).

Quid des vicaires ? — La loi actuelle ne prononce pas l'exclusion des vicaires ; le concile de Trente suppose même leur nomination. Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils soient élus membres de la fabrique. Les circulaires ministérielles du 19 mars 1806 et du 22 mai 1853 adoptent cette manière de voir.

IV. ENTRÉE EN FONCTIONS DES FABRICIENS ET DURÉE DE CES FONCTIONS. — 1^o Les premiers marguilliers sont entrés en fonctions le premier dimanche du mois d'avril 1810. Aux termes du décret de 1809, ce devrait toujours être également le premier dimanche d'avril de chaque année que la première séance aurait lieu, mais l'ordonnance du 12 janvier 1825 a remplacé le premier dimanche d'avril par le dimanche de la Quasimodo.

Dans l'ancien droit, les marguilliers ne pouvaient entrer en fonctions qu'après la publication de leur nomination au prône de la messe paroissiale. Cet usage n'a point été rétabli, mais il est convenable de s'y conformer.

2^o Les fonctions de marguilliers sont temporaires. Seuls, le maire et le curé sont membres de la fabrique aussi longtemps qu'ils conservent leurs places.

Les autres sont en principe nommés pour six ans. Nous disons en principe, car, comme on va le voir, quand une fabrique est organisée pour la première fois, la moitié plus un des membres se retire à l'expiration des trois premières années.

V. DU RENOUVELLEMENT. — Diverses causes peu-

vent désorganiser les fabriques et nécessiter une reconstitution, soit partielle, soit totale : le renouvellement triennal, des décès, des démissions et des révocations.

Nous allons examiner successivement chacune de ces hypothèses.

A. *Renouvellement triennal.* — A chaque révolution de trois années, un certain nombre de fabriciens se retirent. Des élections nouvelles ont alors lieu pour combler le vide qui se produit. C'est ce qui constitue le renouvellement triennal. L'art. 7 du décret de 1809 nous en explique ainsi les conditions et le mécanisme :

« ART. 7. — Le conseil de fabrique se renouvelle
» partiellement tous les trois ans, savoir : à l'expira-
» tion des trois premières années dans les paroisses
» où il est composé de neuf membres, sans y com-
» prendre les membres de droit, par la sortie de cinq
» membres qui, pour la première fois, seront désignés
» par le sort, et des quatre plus anciens, après les six
» ans révolus. Pour les fabriques dont le conseil est
» composé de cinq membres, non compris les mem-
» bres de droit, par la sortie de trois membres dési-
» gnés par la voix du sort après les trois premières
» années, et des deux autres après les six ans révolus.
» Dans la suite, ce seront toujours les plus anciens
» en exercice qui devront sortir. »

Par qui sont élus les membres nouveaux? — Les conseillers qui doivent remplacer les membres sortants sont élus par les membres restants.

Ainsi à la première période triennale, les quatre ou

deux membres restants réunis au curé et au maire procèdent à l'élection ; à la fin de la seconde période, ce sont les cinq ou trois membres qui ont été élus après la première période triennale.

Comment se font les élections ? — Les élections se font à la majorité absolue des voix. Elles ont lieu le dimanche de la Quasimodo. Les membres sortants peuvent être réélus.

Les élections sont constatées par un procès-verbal que signent tous les membres présents.

Quid si à l'époque fixée, le remplacement n'avait pas été effectué ? — L'évêque qui, autrefois, ne pouvait qu'avertir et contraindre, ordonnerait qu'il y fût procédé dans le délai d'un mois. Passé ce délai, l'évêque nommerait lui-même les conseillers.

Cette nomination faite par l'évêque pourrait-elle être attaquée par la voie contentieuse ? — Oui. Elle serait notamment entachée d'excès de pouvoir si l'évêque avait négligé d'ordonner que, dans le délai d'un mois, il fût procédé au remplacement des fabriciens sortants. — En sens inverse, Décis. c., 21 nov. 1868.

Quid si les membres nommés par l'évêque refusent les fonctions ? — Dans ce cas, l'évêque a seul le droit d'en nommer d'autres. Ce n'est plus, en effet, ici une démission ayant pour conséquence d'attribuer l'élection au conseil lui-même. — Ainsi décidé par le Conseil d'État le 19 janvier 1836.

Quand enfin le renouvellement aux époques fixées n'a pas eu lieu, les fabriciens en exercice doivent continuer leurs fonctions et délibérer sur les affaires qui

leur sont soumises, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés (Arrêt Cons. d'Etat, 18 juillet 1873).

B. *Renouvellement par décès, démission.* — Dans le cas de vacances par décès ou démissions, l'ordonnance du 12 janvier 1825 dispose par son article 3 : Qu'il y a lieu au remplacement sans attendre l'époque du renouvellement triennal.

L'élection est faite dans la première séance ordinaire du conseil de fabrique qui suit les vacances. Le nouveau fabricien n'est élu que pour un temps égal à celui pendant lequel le membre remplacé aurait conservé ses fonctions.

Si un mois après l'époque fixée pour le remplacement, le conseil de fabrique n'y a pas procédé, la nomination appartient à l'évêque. Dans ce cas comme dans celui du renouvellement triennal, le droit de l'évêque n'est limité par aucun espace de temps déterminé (Lettre minist. du 15 mars 1849).

C. *Renouvellement par révocation :*

1^{er} cas de renouvellement total. — Aux termes de l'article 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, le conseil de fabrique peut être dissous par le ministre des cultes, sur la demande de l'évêque et l'avis du préfet :

1^o Pour défaut de présentation de budget ou de reddition de comptes, lorsque le conseil requis de remplir ce devoir refuse ou néglige de le faire.

2^o Pour toute autre cause grave : ce qui peut s'entendre de toute omission, négligence ou infraction de la part du conseil.

La décision du ministre ne peut être attaquée par la

voie contentieuse (Arr. Cons. d'Etat, 14 juin 1852 ; — 30 janvier 1870).

Il est ensuite pourvu à une nouvelle formation de la fabrique de la manière prescrite par l'art. 6 du décret de 1809.

La révocation peut-elle être prononcée contre un ou plusieurs des membres seulement ? — « Qui peut le plus, peut le moins ! » En vertu de ce principe, nous pensons que l'autorité compétente, pour prononcer la destitution en masse d'un conseil de fabrique, peut prononcer une révocation individuelle.

Quelle sera cette autorité compétente ? — Une décision du Conseil d'Etat en 1849 porte que le préfet peut remplacer des marguilliers pour des irrégularités commises par eux, et cela sans pourvoi possible au Conseil d'Etat. Cette décision nous semble regrettable. L'autorité compétente pour prononcer une révocation totale, devrait seule l'être pour une révocation individuelle ou partielle. Un tel droit n'appartiendrait donc qu'au ministre des cultes.

2^e cas de renouvellement total. — Il peut encore se faire qu'il y ait lieu à la nomination de tous les membres de la fabrique, parce que les pouvoirs de tous sont expirés. Ce cas se présentera quand, par exemple, on aura négligé de pourvoir au renouvellement triennal ou aux remplacements exigés. On comprend en effet qu'au bout de trois ans, les premiers sortants ont perdu le droit d'élire, et qu'à l'expiration de la sixième année, les autres l'ont également perdu.

A qui appartient alors la nomination ? — Nous estimons qu'il faut regarder la fabrique comme dé-

truite de fait et attendant une nouvelle création. Ce serait donc à l'évêque et au préfet de procéder à la nomination des fabriciens. Une lettre ministérielle du 2 mars 1833 et deux décisions du ministre des cultes du 11 avril et du 8 juillet 1870 ont statué dans ce sens.

Mgr Affre et M. Gaudry prétendent que le droit de nomination appartient exclusivement à l'évêque diocésain.

QUESTION IMPORTANTE. — *Quelle est la valeur des actes faits par un conseil de fabrique, alors que le temps fixé pour le renouvellement partiel ou total est expiré sans que le renouvellement ait eu lieu?* — Nous pensons que, dans ce cas, le conseil existant de fait, les actes effectués par lui sont valables. « Le » bon ordre et l'avantage des églises, dit à ce sujet » Mgr Affre, exigent cette validité. Il y aurait les plus » graves inconvénients à ce qu'un établissement » public ne fût pas administré. »

CHAPITRE II

Le corps de la fabrique est composé, avons-nous dit :

- 1^o D'un conseil, sorte d'assemblée délibérante ;
- 2^o D'un bureau qui peut être comparé à un pouvoir exécutif.

Chacune de ces grandes divisions mérite un examen spécial.

§ 1^{er}. — *Du conseil de fabrique.*

I. COMPOSITION. — Le conseil de fabrique tient lieu de ce qu'on appelait autrefois, en Bretagne, le *général de la paroisse*. Il se compose de tous les fabriciens réunis, y compris les membres du bureau.

II. ORGANISATION. — Le conseil de fabrique s'organise définitivement en nommant lui-même son président et son secrétaire. Cette élection a lieu au scrutin secret. Le président et le secrétaire doivent être renouvelés le dimanche de Quasimodo de chaque année ; leurs fonctions sont donc annuelles. Mais ils peuvent être réélus indéfiniment (décret de 1809 ; ord. de 1825).

Nous devons maintenant étudier une question vivement controversée :

Le curé et le maire peuvent-ils être élus présidents ?

— Mgr Affre, M. Champeaux, M. Henrion et le *Journal des Fabriques* se prononcent pour l'affirmative ; MM. Carré, Dalloz et Gaudry, pour la négative.

Ces derniers invoquent à l'appui de leur système :

1^o Les art. 4 et 13 du décret de 1809 qui veulent que le curé et le maire soient placés : le premier à la droite, le deuxième à la gauche du président.

Si la loi a ainsi prévu la place respective de ces deux dignitaires, et que cette place n'est pas celle de président, qu'en conclure ? C'est qu'ils ne sont pas susceptibles d'être présidents. (Décisions ministérielles 6 septembre 1810 ; 18 février 1812.)

Rien de moins fondé que cette argumentation, peut-on répondre avec Mgr Affre. Si le décret de 1809 assigne au maire et au curé des places d'honneur aux côtés du président, c'est que ne voulant ni les nommer présidents de droit, ni les exclure de cette dignité, il a dû prévoir le cas où ils ne seraient pas nommés. Or, les convenances exigeaient qu'une place distincte fut assurée aux seuls membres de droit du conseil.

2^o L'article 26 veut que le curé rende compte au bureau, à la fin de chaque trimestre, de l'acquittement des fondations ; l'article 45, qu'il remette également chaque année au bureau un aperçu des dépenses nécessaires au culte.

On voit d'ici l'abus, s'écrient les partisans de la négative ! Le curé présiderait un bureau chargé de vérifier ses comptes ! Une bonne législation ne saurait admettre de semblables mesures. Ce serait donner au curé une influence compromettante et dangereuse pour les intérêts de l'église, surtout si l'on considère que l'article 9 accorde, en cas de partage, voix prépondérante au président. Nous nous permettrons de traiter de chimériques les craintes relatives à l'omnipotence du curé en pareille matière. De deux choses l'une, en effet : Ou le curé, par l'ascendant de ses vertus et de sa piété, exercera une légitime influence sur les autres fabriciens, et alors cette influence se fera sentir sans le secours du titre présidentiel ; ou le curé ne jouira d'aucun prestige auprès de ses paroissiens, et dans ce cas la présidence ne lui sera pas déférée ; le fût-elle, elle n'ajouterait rien à son autorité. D'ailleurs de simples raisons de convenances ne sauraient sup-

pléer à un texte positif et créer des nullités là où la loi n'en a point établi.

3° On se fonde encore sur l'article 50 du décret. — D'après les dispositions de cet article, le trésorier, le curé et le président du bureau doivent avoir chacun une clef de la caisse ou armoire contenant les deniers de la fabrique. Or, si le curé est en même temps président du conseil, la loi ne sera pas obéie, puisqu'il aura lui seul deux clefs. Donc le curé ne saurait être président.

Cette argumentation n'est pas sérieuse : la loi a prévu simplement le cas où les fonctions de président seraient conférées à une autre personne qu'au curé.

4° La jurisprudence du ministère des cultes et celle du Conseil d'Etat ont presque constamment décidé dans le sens de la négative (Décis. minist. des 2 octobre 1810, — 29 août 1829, — 24 août 1842, — 26 octobre 1848, — 11 mars 1850; — Instruction ministérielle du 22 juin 1837; — Circul. du minist. des cultes, 17 août 1811; — Avis du Conseil d'Etat du 26 mars 1811 et surtout du 7 février 1867).

Malgré cet assemblage important d'autorités, nous persistons dans l'affirmative. Non-seulement, en effet, la loi n'a frappé d'aucune incapacité le maire et le curé, mais il est démontré que, dans plusieurs paroisses rurales, le curé seul est apte à diriger les affaires temporelles du culte. Vouloir l'exclure des fonctions de la présidence serait donc souvent contraire aux intérêts bien entendus de la paroisse. Aussi l'usage a-t-il, pour ainsi dire, consacré l'opinion que nous venons d'émettre.

Disons aussi qu'une consultation célèbre, délibérée en 1834 par MM. Berryer, Odilon Barrot, Dupin, Duvergier et Hennequin, soutient que le curé peut être président.

Enfin une décision ministérielle du 31 déc. 1837 et un avis du Conseil d'Etat du 10 avril 1860 semblent admettre que si le curé a été élu et a présidé sans réclamation, la délibération ne peut être annulée.

Quoiqu'il en soit de cette question, il est universellement reconnu que le maire et le curé peuvent être élus secrétaires.

III. SÉANCES ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL. — Le conseil de fabrique se réunit en séances ordinaires et séances extraordinaires.

1^o *Séances ordinaires.* — Elles ont lieu le premier dimanche des mois d'avril, de juillet, d'octobre et de janvier à l'issue de la grand'messe ou des vêpres, dans l'église, dans un lieu attenant à l'église, par exemple la sacristie, ou dans le presbytère.

Elles ne sauraient être tenues dans une maison particulière, même chez l'un des marguilliers ; à plus forte raison dans une maison non décente, comme une auberge.

L'avertissement de chacune des séances est publié, le dimanche précédent, au prône de la grand'messe (ordonnance du 12 janvier 1825).

Régulièrement, le président devrait faire les convocations ; mais dans la pratique, elles sont presque toujours faites par le curé.

Si par abus d'autorité ou tout autre obstacle, les as-

semblées ne pouvaient pas se tenir dans le lieu accoutumé, mention devrait en être faite au procès-verbal.

2^o *Séances extraordinaires.* — Les conseils de fabrique peuvent encore s'assembler extraordinairement à d'autres époques, lorsque l'urgence des affaires ou de quelques dépenses imprévues l'exigera ; mais il faut, dans ce cas, une autorisation spéciale, soit du préfet, soit de l'évêque. Ces derniers doivent, en outre, se prévenir réciproquement des autorisations qu'ils accordent ainsi que des objets qui doivent y être traités. (Art. 6 de l'ord. du 12 janvier 1825.)

L'autorisation donnée au conseil de fabrique de s'assembler extraordinairement indique le jour de la réunion. Toute délibération prise dans une assemblée non autorisée ou en dehors du jour fixé est annulable. La nullité en serait prononcée par le Conseil d'État sur le rapport du ministre des cultes.

Différence entre l'une et l'autre séance. — C'est que dans la première, le conseil peut délibérer sur toutes les matières de sa compétence. Dans la seconde, au contraire, il doit se borner à l'examen des questions pour lesquelles la réunion extraordinaire a été permise.

3^o *Des délibérations.* — Les délibérations (art. 9 du décret) ne sont valables qu'autant qu'il y a plus de la moitié des membres présents à l'assemblée. Elles sont prises à la pluralité des voix. Le président, en cas de partage, a voix prépondérante, sauf s'il s'agit d'élections. Chaque délibération doit être signée par tous les membres présents.

Les délibérations sont rédigées, séance tenante,

signées par tous les membres présents, même opposants, et inscrites sur un registre.

Les expéditions sont délivrées par le secrétaire et certifiées par lui ou par le président.

Les délibérations relatives au budget, aux quêtes, au nombre des prêtres et des vicaires attachés au service de l'église, aux dépenses extraordinaires supérieures à 100 francs ou à 200 francs, selon la population, sont seules soumises à l'approbation épiscopale. Les délibérations illégales ne peuvent être annulées que par un arrêté ministériel. Ni le préfet, ni l'évêque ne peuvent les supprimer. (Avis du Conseil d'État du 13 mars 1867.)

Quid si un ou plusieurs membres refusent de signer la délibération ? — Elle n'en serait pas moins valable, à la condition toutefois que les signataires fussent en majorité.

Le procès-verbal des séances n'est d'ailleurs assujéti à aucune formalité dont l'omission entraîne nullité.

IV. FONCTIONS. — Le conseil de fabrique est appelé exclusivement à délibérer et à autoriser ; les mesures de gestion lui sont interdites.

Voici en résumé ses principales attributions :

1^o Il procède au renouvellement partiel des fabriciens tous les trois ans.

2^o Il reçoit et discute le budget, l'approuve ou le modifie.

3^o Il examine le compte annuel du trésorier.

4^o Il délibère sur l'emploi des fonds de la fabrique,

quelle que soit leur origine : legs, donations, capitaux remboursés.

5° Il autorise toutes les dépenses extraordinaires au delà de 50 francs dans les paroisses au-dessous de 1,000 âmes et de 100 francs dans les paroisses d'une plus grande population.

6° Il délibère sur les procès à entreprendre ou à soutenir, les baux emphytéotiques ou à longues années, les aliénations ou échanges, et généralement sur tous les objets excédant les formes de l'administration ordinaire des biens des mineurs. — Il faut entendre par ces derniers mots tous les actes qu'un tuteur ordinaire ne pourrait faire sans l'autorisation du conseil de famille.

7° Il approuve le tarif des chaises réglé par le bureau. (Art 64.)

8° Il délibère sur la concession des bancs ou des places dans l'église. (Art. 70 et 71.)

9° Il délibère sur les concessions de bancs ou de chapelles réservées par un donateur ou bienfaiteur de l'église.

10° Il sollicite du conseil municipal les fonds nécessaires, soit pour les réparations que la commune est obligée de supporter, soit pour suppléer à l'insuffisance des revenus de l'église.

11° En cas de décès, démission ou révocation, il choisit un remplaçant dans la première séance ordinaire qui suit la vacance. (Art. 3 de l'ord. de 1825.)

12° Aussitôt après la constitution originale de la fabrique, il nomme les membres qui doivent composer

le bureau. C'est lui qui également les renouvelle partiellement chaque année.

V. DES ATTRIBUTIONS SPÉCIALES A CERTAINS MEMBRES DU CONSEIL DE FABRIQUE. — Nous venons de voir les attributions générales du conseil de fabrique comme corps constitué. Quelques membres du conseil ont en outre des attributions distinctes qu'il importe de connaître. Ce sont : le président, le curé, le maire, le secrétaire et le trésorier. Ce dernier étant plus spécialement attaché au bureau, nous nous en occuperons en traitant des membres du bureau.

A. — DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

A. *Nomination.* — Cette nomination est le premier acte du conseil de fabrique. Elle est faite au scrutin et, chaque année, le dimanche de Quasimodo; le président est renouvelable.

B. *Devoirs.* — Le président est chargé :

1^o De convoquer le conseil de fabrique tous les trois mois.

2^o De présider les assemblées du conseil.

3^o De provoquer la discussion sur les objets soumis à la délibération de l'assemblée.

4^o De recueillir les voix.

5^o De signer la délibération.

6^o De tenir la main à l'exécution des délibérations et de les adresser au préfet toutes les fois qu'il y a lieu.

C. *Privilèges.* — 1° En cas de partage, nous savons que sa voix est prépondérante.

2° Dans les cérémonies religieuses, il est placé immédiatement après le curé.

Peut-il être à la fois président du conseil et président du bureau? — Ces deux dignités n'ont rien d'incompatible. (Décis. minist. des cultes du 16 mars 1846.)

Qui doit présider le conseil, si le président est malade ou empêché? — La loi est muette à ce sujet. Les convenances semblent exiger que la présidence soit dévolue à celui qui occupe la première place après le président, c'est-à-dire au curé.

B. — DU CURÉ COMME MEMBRE DU CONSEIL DE FABRIQUE

Considéré à ce point de vue, il partage les travaux et la responsabilité du conseil ; mais il jouit en outre des privilèges suivants :

1° Il est fabricant de droit.

2° Il occupe la première place après le président dans les assemblées.

3° Il occupe la première place dans toutes les cérémonies religieuses, même au banc-d'œuvre.

4° Il peut se faire remplacer par un vicaire.

C. — DU MAIRE

1° Le maire est de droit membre du conseil.

2° Il est de droit membre de toutes les fabriques de sa commune.

3° Il est placé à la gauche du président.

4° Il peut se faire remplacer par un de ses adjoints.

5° Si le maire n'est pas catholique, il doit se substituer un adjoint qui le soit ; à défaut d'adjoint catholique, un membre du conseil municipal catholique.

6° Le maire a sa place au banc de la fabrique, mais n'a pas droit à un banc privilégié ou à une place réservée.

7° Il peut autoriser le son des cloches pour motifs graves, étrangers au culte.

8° Il délivre au préfet, s'il en est requis, une expédition du compte de la fabrique.

9° Quand des affaires relatives à la fabrique doivent être portées au conseil municipal de la commune, le maire conserve sa voix au conseil municipal, même après avoir voté au conseil de fabrique.

D. — DU SECRÉTAIRE.

Les fonctions du secrétaire, comme celles de tout fabricien, sont purement gratuites. Il est nommé et renouvelé en même temps que le président. Son rôle est celui-ci :

1° Il adresse les lettres de convocation du conseil ;

2° Il dresse les procès-verbaux des délibérations. Ces procès-verbaux sont inscrits sur un registre ;

3° Il adresse à l'évêque et au préfet les procès-verbaux des délibérations qui doivent passer sous leurs yeux ;

4° Il certifie les délibérations et extraits de délibérations rendues publiques.

Le secrétaire du conseil peut-il être en même temps

le secrétaire du bureau ? — Oui ; ce cumul est même désirable.

Le maire et le curé peuvent-ils être élus secrétaires ?
— Oui encore.

§ II. — *Du bureau.*

La première opération du conseil de fabrique est la nomination des marguilliers. Les marguilliers composent le bureau. Le bureau est le pouvoir exécutif chargé de l'administration des affaires et des biens de la fabrique.

I DE LA FORMATION DU BUREAU. — Le bureau se compose :

1° Du curé ou desservant qui en est membre perpétuel de droit ;

2° De trois membres du conseil de fabrique.

L'élection a lieu le dimanche de Quasimodo.

Les marguilliers, avons-nous dit, sont pris parmi les membres du conseil.

Un fabricien pourrait-il cependant refuser les fonctions de marguillier ? — Aucun texte, il est vrai, ne le défend. Mais un refus qui ne serait pas fondé sur des motifs sérieux et légitimes, nous paraîtrait devoir entraîner l'exclusion de son auteur du conseil de fabrique. En acceptant d'être fabricien, on accepte implicitement d'être marguillier.

II DES INCOMPATIBILITÉS. — Ne peuvent faire partie du bureau :

1° Le maire. La raison en est que les décisions et comptes du bureau peuvent lui être soumis comme magistrat administratif (décis. minist. du 13 mars 1865).

2° Les parents et alliés, jusques et y compris le degré d'oncle et de neveu, ne peuvent être en même temps membres du bureau.

III DU RENOUVELLEMENT DU BUREAU. — Les membres du bureau sont, en principe, élus pour trois ans. Il n'y a d'exception que pour les deux premiers sortants, par suite du renouvellement partiel.

Chaque année, en effet, le bureau est ainsi renouvelé :

Au dimanche de Quasimodo, l'un des marguilliers cesse d'être membre du bureau et est remplacé. Des trois marguilliers qui sont pour la première fois nommés par le conseil, deux se retirent successivement, désignés par le sort : l'un à la fin de la première, l'autre à la fin de la seconde année ; à la fin de la troisième, le membre le plus ancien sort de droit, et ensuite, c'est toujours le marguillier le plus ancien en exercice qui doit se retirer.

Les marguilliers, comme les fabriciens, peuvent être indéfiniment réélus (décis. minist. des 19 mai 1863, 4 novembre 1869).

L'élection du marguillier à nommer se fait au scrutin, le jour même où les fonctions du membre sortant expirent, c'est-à-dire le dimanche de Quasimodo. — Elle est faite par le conseil.

Si elle n'a pas eu lieu à l'époque fixée, il y est pourvu par l'évêque.

Quid, si dans le cours de l'année, la place d'un membre du bureau devient vacante par démission, décès ou révocation ? — On procède au remplacement, comme dans le cas de vacance au conseil de fabrique.

IV ORGANISATION DU BUREAU. — Le bureau, une fois composé, s'organise lui-même, c'est-à-dire qu'il choisit son président, son secrétaire et son trésorier. S'il négligeait de remplir cette obligation, l'évêque interviendrait et ferait lui-même ces diverses nominations.

Quelques solutions :

1° Le curé ne peut être président du bureau ni trésorier. Il peut être secrétaire.

2° Le maire ne peut être marguillier.

3° Un membre ne peut être à la fois président de la fabrique et trésorier, président du bureau et trésorier ; mais il peut être en même temps secrétaire de la fabrique et secrétaire du bureau, président de la fabrique et président du bureau (décis. minist. du 8 juillet 1861).

4° Le curé qui ne peut accepter le titre de trésorier ne peut pas davantage en remplir les fonctions, sans devenir responsable sur ses biens personnels des conséquences de sa gestion. (*Nouveau Journal des Conseils de Fabriques*, novembre 1869.)

Des marguilliers d'honneur (art. 21 du décret de 1809). — « Dans les paroisses où il y avait autrefois » des marguilliers d'honneur, il pourra en être choisi » deux par le conseil, parmi les principaux fonction-

» naires publics domiciliés dans la paroisse. Ces marguilliers et tous les membres du conseil auront une place distinguée dans l'église : ce sera le banc de l'œuvre. Ce banc sera placé devant la chaire, autant que faire se pourra. Le curé ou desservant aura dans ce banc la première place toutes les fois qu'il s'y trouvera pendant la prédication. »

Une circulaire ministérielle du 30 mai 1811 semble reconnaître aux marguilliers d'honneur le droit d'assister aux séances du conseil avec voix consultative ; mais cette opinion n'est pas suivie dans la pratique.

V. DES SÉANCES ET DÉLIBÉRATIONS.

1^o *Séances.* — Le bureau s'assemble tous les mois, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil. Dans les cas extraordinaires, le bureau est convoqué, soit d'office par le président, soit sur la demande du curé ou desservant. Aucune autorisation n'est alors nécessaire.

2^o *Délibérations.* — Les membres du bureau ne peuvent délibérer s'ils ne sont au moins au nombre de trois. En cas de partage, le président a voix prépondérante. Toutes les délibérations doivent être signées par les membres présents.

QUESTION CONTROVERSÉE. — *Le curé a-t-il, dans le bureau, voix délibérative ?*

Non, d'après M. Carré.

Oui, d'après Mgr Affre.

Pour la négative, on s'appuie sur un arrêté du 7 ther-

midor an II qui décide que le curé, quoique membre du bureau, a seulement voix consultative.

Pour l'affirmative :

1^o On répond à l'objection tirée de l'arrêté du 7 thermidor an II en disant qu'il a été abrogé sur ce point, comme sur tous les autres, par le décret de 1809.

2^o On se base sur l'article 20 du décret de 1809. Cet article disant d'abord qu'une délibération n'est valable qu'autant qu'il y a au moins trois membres présents, suppose par là même qu'il peut s'en trouver davantage. Or le bureau, comme on l'a vu, n'est composé, y compris le curé, que de quatre personnes. En second lieu, il est dit que le président a voix prépondérante en cas de partage. Or, le partage ne peut avoir lieu que s'il y a quatre membres votants.

VI. ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES DU BUREAU. — Le bureau est tout à la fois l'auxiliaire du conseil et l'exécuteur de ses délibérations. Il remplit, en outre, un rôle de surveillance et d'administration quotidienne.

A. *Du bureau comme auxiliaire du conseil.* — 1^o Il prépare toutes les affaires qui doivent être soumises au conseil (art. 24).

2^o Il dresse le budget de la fabrique (art. 124).

3^o Il émet son avis sur les dons et legs qui sont faits à la fabrique.

4^o Il soumet à l'approbation du conseil le prix des chaises et des bancs (art. 64).

5^o Il fait un rapport au conseil : 1^o sur les demandes en concessions (art. 70) ; 2^o sur le compte annuel présenté par le trésorier,

B. *Du bureau exécuter des délibérations du conseil.* — Ce mandat lui appartient en vertu de l'article 24 du décret de 1809. Il compromettrait donc sa responsabilité s'il négligeait de le remplir. Par contre, quand il s'est borné à exécuter les délibérations prises par le conseil, il ne peut, quel qu'en soit le résultat, être inquiété.

C. *Du bureau comme surveillant.* — A ce titre : 1° Il veille à la rentrée des sommes dues à la fabrique.

2° Il veille à ce que toutes les fondations soient fidèlement acquittées et exécutées.

3° Il veille à ce que toutes les réparations soient bien et promptement faites.

4° Il veille à la conservation des titres et autres objets appartenant à la fabrique.

5° Il examine tous les mois les bordereaux présentés par le trésorier.

D. *Du bureau administrateur.* — 1° Il fournit l'huile, le pain, le vin, l'encens, la cire et généralement tous les objets de consommation nécessaires à la dignité et au service du culte (art. 27).

2° Il pourvoit aux réparations et achats d'ornements, de meubles et d'ustensiles pour l'église et la sacristie (art. 27).

3° Il nomme, à la pluralité des voix, les prédicateurs sur la présentation faite par le curé ou desservant, et à la charge par lesdits prédicateurs d'obtenir l'autorisation de l'ordinaire (art. 32).

4° Il vend, aliène, échange, loue pour un terme excédant neuf années ; le tout néanmoins après délibé-

ration du conseil, avis de l'évêque diocésain et autorisation du gouvernement (art. 62).

5° Il soutient les procès intentés à la fabrique et ceux qu'elle intenterait elle-même. Si la fabrique succombe, c'est au préfet de régler l'exécution du jugement et d'assigner les fonds sur lesquels seront payés les frais du procès. (Avis du Cons. d'État, 24 juin 1808.)

6° Il nomme ou révoque l'organiste, les sonneurs, bedeaux, suisses ou autres serviteurs de l'église, sur la proposition du curé ou desservant. Toutefois dans les communes rurales, la nomination et la révocation des chantres, sonneurs et sacristains sont attribuées au curé. Du reste, leur traitement continue à être réglé par le conseil de fabrique et payé par qui de droit. (Art. 33 du décret de 1809 et 7 de l'ord. du 12 janvier 1825.)

D'après des circulaires ministérielles des 17 août 1813 et 7 avril 1818, on doit considérer comme ville toute agglomération de 2,000 âmes.

7° Il délibère sur le nombre des prêtres et des vicaires qui doivent être attachés à chaque église : l'évêque statue, après avoir reçu l'avis du conseil municipal de la commune. Le curé doit agréer les prêtres habitués.

8° Nulle somme ne peut être extraite de la caisse à trois clefs sans son autorisation.

9° Il fait annuellement deux inventaires : le premier doit contenir un état des ornements, des linges, des vases sacrés, de l'argenterie, des ustensiles en général. Le second un état des titres d'acquisition de rentes,

maisons ou autres biens-fonds, des fondations, des concessions de chapelles et de bancs.

Les deux inventaires une fois faits, il suffit d'un recensement annuel, lequel est signé, comme les inventaires, par le curé et le président du bureau.

10° Il certifie la prise de possession des curés et des vicaires salariés par l'État.

Enfin il fait tous les actes d'administration journalière relatifs au temporel de l'église, quand ils ne sont pas réservés au conseil lui-même.

Responsabilité des marguilliers. — Les marguilliers sont responsables, si par leur mauvaise gestion, ils ont compromis les intérêts de la fabrique ; mais ils ne sont pas responsables solidairement, parce que la solidarité doit être expressément stipulée.

VII. ATTRIBUTIONS SPÉCIALES DES MEMBRES DU BUREAU. — Nous allons examiner rapidement les attributions spéciales du président, du secrétaire, du curé et du trésorier.

A. — DU PRÉSIDENT

1° *Droits et privilèges.* — 1° En cas de partage, il a voix prépondérante.

2° Il fait les convocations extraordinaires du bureau.

3° Il conserve l'une des trois clefs de la caisse de la fabrique.

4° Il peut être en même temps que président du bureau, président du conseil de fabrique.

2° *Fonctions.* — 1° Il signe les marchés arrêtés par le bureau.

2° Il autorise les paiements en signant les mandats du trésorier.

3° Il signe les deux inventaires, signe et certifie conforme à l'original chaque pièce transcrite sur le registre ou sommier.

4° Il cote et paraphe le registre des recettes et dépenses du trésorier.

B. — DU SECRÉTAIRE

Les fonctions du secrétaire sont essentiellement gratuites. Elles consistent en général dans la rédaction de tous les écrits. A ce titre :

1° Il rédige les délibérations du bureau.

2° Il rédige le budget.

3° Il rédige chaque année les récolements, mais ne les signe pas.

4° Il transcrit par suite de numéros et par ordre de dates, sur un registre ou sommier :

a. Les actes de fondations et généralement tous les titres de propriété.

b. Les baux à ferme ou à loyer.

Cette transcription est entre deux marges dont l'une contient les revenus, l'autre les charges.

5° Il dresse les deux inventaires dont nous avons déjà parlé.

Il est d'usage que le secrétaire du bureau soit en même temps le secrétaire du conseil ; mais cette mesure n'a rien d'obligatoire.

C. — DU CURÉ COMME MEMBRE DU BUREAU

1° *Privilèges.* — 1° Il est de droit membre du bureau.

2° Il est le premier membre du bureau après le président.

3° Il peut se faire représenter par l'un deses vicaires.

4° Il peut convoquer extraordinairement le bureau.

5° Il est dépositaire d'une des clefs de la caisse.

6° Il conserve un double inventaire du mobilier de l'église.

7° Il signe les inventaires et récolements, la transcription de chaque pièce ou le certificat conforme aux originaux.

8° Le placement des bancs ou chaises dans l'église ne peut être fait sans son consentement.

9° Tout notaire devant lequel il a été passé un acte contenant donations entre-vifs ou disposition testamentaire au profit d'une fabrique, est tenu d'en donner avis au curé.

2° *Fonctions.* — 1° Le curé doit appeler l'attention et la délibération du bureau sur tout ce qui concerne le culte ;

2° Il veille à l'acquit des fondations ; et à la fin de chaque trimestre, il rend compte au bureau des marguilliers des fondations acquittées pendant le cours du trimestre ;

3° Il agréé les prêtres habitués et leur assigne leurs fonctions. Dans les paroisses où il en est établi, il désigne aussi le sacristain-prêtre, le chantre-prêtre et les enfants de chœur ;

4° Il doit présenter, chaque année, au bureau un aperçu des dépenses nécessaires à l'exercice du culte ;

5° Il prévient le bureau des réparations nécessaires à l'église.

3° *Devoirs.* — Le curé doit se conformer aux règlements de l'évêque, pour tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions, et l'acquittement des charges pieuses imposées par les bienfaiteurs.

Le service du culte et la police intérieure de l'église sont dévolus exclusivement au curé. Le conseil de fabrique n'a rien à y voir.

D. — DU TRÉSORIER DE LA FABRIQUE.

Le trésorier est incontestablement l'officier de la fabrique qui y remplit les fonctions les plus importantes ; il mérite donc une attention toute particulière. La législation, il est vrai, n'a pas jugé à propos de faire un titre spécial des diverses attributions du trésorier ; mais il est facile de suppléer à cette lacune en groupant dans un seul chapitre tous les articles relatifs à ce fonctionnaire. Pour plus de clarté, nous ferons cinq divisions et traiterons successivement :

1° De la nomination du trésorier ;

2° De la nature et de la qualité de ses fonctions ;

3° De ses droits, devoirs et obligations ;

4° De sa comptabilité ;

5° De sa responsabilité ;

Mais en renvoyant pour de plus amples développements aux titres sous lesquels chacun des points indiqués doit être traité avec détails.

1° *Nomination.* — L'article 19 du décret de 1809 est ainsi conçu : « Les marguilliers nommeront entre eux » un président, un secrétaire et un trésorier. »

Le trésorier doit donc être élu par les membres du bureau et choisi exclusivement parmi eux. De plus, cette nomination doit être consignée sur les registres des délibérations du bureau. Faite illégalement, elle pourrait être attaquée par voie administrative et serait annulée.

2° *Nature et qualités des fonctions.* — Les fonctions de trésorier sont les plus importantes et les plus assujettissantes tout à la fois. Néanmoins elles ne sont pas rétribuées ; purement honorifiques, elles ne constituent, suivant le mot de Mgr Affre, qu'un acte volontaire de religion et de charité. Le trésorier pourrait cependant se décharger, sur un agent secondaire et rétribué, de la partie matérielle de la comptabilité. Il en est ainsi, tout spécialement, dans les grandes fabriques de Paris.

Les fonctions de trésorier, incompatibles avec le titre de curé, se concilient fort bien au contraire avec les fonctions publiques, civiles, administratives et judiciaires. Nous pensons également avec le *Journal des Fabriques*, qu'on peut être à la fois conseiller municipal et trésorier.

3° *Droits, devoirs et obligations.* — En voici l'énumération :

1° *Perception des sommes dues à la fabrique* (art. 25). — Elle comprend :

a. La perception des rentes ;

b. La perception des loyers ;

c. La perception du casuel.

Les deniers casuels se composent :

1° Du prix des chaises, bancs et stalles ;

2° Des quêtes pour le culte ;

3° Des deniers ou effets déposés dans les tronc ;

4° Des dons et oblations à la fabrique ;

5° Des droits sur les inhumations ;

6° Des suppléments donnés par la commune.

Quid si le trésorier refuse d'effectuer ces perceptions ?

— Mgr Affre pense que d'après l'article 86 du décret, la fabrique devrait faire ses réserves à l'époque de la reddition du compte et sommer le trésorier de les recouvrer. Que si ce moyen était insuffisant, le curé ou tout autre membre du conseil devrait alors prévenir, soit l'évêque, soit le préfet. Ceux-ci nommeraient un commissaire à l'effet d'examiner les comptes et de constater les non-recouvrements.

2° *Paiements et dépenses* (art. 35). — Le trésorier seul a droit de délivrer les mandats de fournitures. « Toute la dépense de l'église et les frais de sacristie, » dit effectivement l'article 35, sont faits par le trésorier. En conséquence, il ne sera rien fourni par aucun marchand ou artisan sans un mandat du trésorier, au pied duquel le sacristain ou toute autre personne apte à recevoir la livraison, certifiera que le contenu audit mandat a été rempli. »

Le trésorier paie ensuite la dépense, soit sur-le-champ, soit à la présentation de la facture.

3° *Réparations.* — Il faut ici distinguer (art. 41 et 44):

a. Les réparations à faire à l'église.

b. Les réparations locatives au presbytère.

Dans le premier cas, le trésorier est spécialement tenu de veiller à ce qu'elles soient bien et promptement faites.

Le deuxième cas se présente à l'arrivée d'un nouveau pasteur.

Le trésorier doit alors dresser un état de la situation du presbytère et exercer, s'il est besoin, contre les héritiers du curé décédé, les poursuites nécessaires à l'exécution des réparations locatives.

4° *Dons et legs faits à la fabrique.* (Art. 59.) — C'est au trésorier qu'il appartient d'effectuer toutes les démarches convenables, soit pour l'autorisation, soit pour l'acceptation de ces dons ou legs.

5° *Placement des fonds.* (Art 63.) — Ceux dont l'emploi ne serait pas déterminé par les fondations, doivent être placés suivant les formes indiquées par le Conseil d'État. En tous cas, le trésorier ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, les placer sur des particuliers.

6° *Actes conservatoires.* — L'art. 78 impose au trésorier l'obligation de faire tous actes conservatoires. A ce titre, il est chargé de requérir et de renouveler les inscriptions hypothécaires.

7° *Titres et baux.* (Art. 83.) — Le trésorier doit tenir à ce que tous les titres de rente et les baux à ferme soient passés devant notaire.

8° *Procès et poursuites judiciaires.* — Tous les procès

soutenus au nom de la fabrique, et toutes les diligences qu'ils rendraient nécessaires, sont faits à la requête du trésorier. Ainsi il est dans l'obligation :

A. — De former les pourvois au Conseil d'Etat.

B. — De veiller à obtenir le jugement du procès avant trois ans d'instance.

S'il y avait des frais à faire pour les poursuites, il devrait demander l'avis du bureau.

9° Le trésorier a enfin la garde des deniers et des titres de la fabrique, et doit établir le budget. Pour ces motifs, il a une clef de la caisse.

10° *Administration des biens des cures pendant les vacances.* — Les articles 16 à 28 du décret du 6 novembre 1813 imposent au trésorier de la fabrique cette administration. Le trésorier remplit alors les fonctions attribuées au titulaire de la cure.

4° *Comptabilité du trésorier.* — Il faut distinguer deux choses dans cette comptabilité :

1° La tenue.

2° La reddition des comptes.

Tenue. — Le trésorier, pour avoir une comptabilité parfaitement en règle, doit avoir deux registres :

A. — Le journal des recettes et des dépenses.

B. -- Un registre sur lequel sont inscrits les titres de créances, les noms des débiteurs, les sommes dues annuellement, et une colonne pour l'inscription des paiements.

Le premier seul est obligatoire pour le trésorier, mais l'art. 83 du décret prescrit implicitement le

second. Du reste, la loi laisse aux trésoriers une grande latitude pour la tenue de leur comptabilité.

Reddition des comptes. — Il y a deux espèces de comptes pour le trésorier :

A. — Le compte trimestriel.

B. — Le compte annuel.

a. Le premier consiste dans un bordereau qu'à chaque trimestre, le trésorier signe et certifie véritable et qu'il présente au bureau. Ce bordereau contient la situation active et passive de la fabrique pendant les trois mois précédents. Les bordereaux trimestriels doivent être ensuite signés de ceux qui auront assisté à l'assemblée, et ils sont déposés dans la caisse ou armoire de la fabrique pour être représentés lors de la reddition du compte annuel. (Art. 34.)

b. Le compte annuel est divisé en deux chapitres : l'un des recettes, l'autre des dépenses. Il part du 1^{er} janvier et s'arrête au 31 décembre. (Art. 82, 83 et suivants.)

5^o *Responsabilité.* — Le trésorier d'une fabrique est un mandataire ; mais, comme nous l'avons dit, ses fonctions sont purement gratuites. Il est donc juste, au point de vue des responsabilités, de lui appliquer l'art 1992 du Code civil, d'après lequel la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

Cependant, chaque fois que par une faute ou une négligence grave, le trésorier a occasionné un dom-

mage à la fabrique, réparation est due à cette dernière. La responsabilité du trésorier apparaît avec évidence dans les cas suivants :

1° Quand par son inaction, il a négligé de poursuivre en temps utile les héritiers du curé décédé, et qu'il y a lieu d'effectuer des réparations locatives au presbytère.

2° Quand il a placé des fonds sur des particuliers sans l'autorisation du gouvernement.

3° Quand il a négligé de se pourvoir au Conseil d'État et que l'intérêt de la fabrique l'exigeait.

4° Sa responsabilité est surtout engagée dans le cas où à l'époque fixée, il ne présente pas son compte et n'en paie pas le reliquat. (Art. 90.)

Le trésorier est-il soumis à l'hypothèque légale de l'art. 2121 du Code civil, d'après lequel l'hypothèque légale existe au profit des communes et des établissements publics sur les biens des receveurs et administrateurs comptables ?

Il nous semble impossible d'appliquer au trésorier de la fabrique une mesure si rigoureuse. Ce n'est pas en effet, au sens qu'entend la loi, un administrateur comptable.

TITRE II

DES BIENS DES FABRIQUES

Il faut, en ce qui concerne les biens des fabriques, distinguer :

1° Les biens-fonds et les rentes sur lesquels la fabrique exerce des droits.

2° Les revenus.

Ce sera l'objet de deux chapitres.

CHAPITRE I^{er}

DES BIENS-FONDS ET DES RENTES

Les biens et les rentes sur lesquels la fabrique exerce des droits comme propriétaire ou usufruitière se divisent à leur tour :

A. — En biens restitués ou attribués.

B. — En biens acquis.

§ I^{er}. — *Des biens restitués ou attribués.*

Le 2 novembre 1789, l'Assemblée constituante avait décrété : « Que tous les biens des ecclésiastiques

» étaient à la disposition de la nation, à la charge de
» pourvoir d'une manière convenable aux frais du
» culte. » Les biens des fabriques étaient nécessairement compris dans cette mesure.

Les 28 octobre et 5 novembre 1790, l'Assemblée décrétait qu'elle entendait par biens nationaux tous les biens du clergé, et que ces biens seraient vendus ; mais elle disposait qu'il serait statué ultérieurement sur les biens des fabriques.

On attendit deux ans cette disposition. Enfin le 19 août 1792, une loi ordonna la mise en vente des immeubles des fabriques, mais à la condition par le Trésor de leur payer l'intérêt à 4 0/0 du produit des ventes. Il était réservé à la Convention de compléter la spoliation. En effet, le 13 septembre de la même année, elle supprimait les rentes dues aux fabriques, tout en s'engageant à pourvoir aux frais du culte ; le 3 novembre suivant, elle attribuait au domaine national tout l'actif mobilier et immobilier des fabriques ; le culte lui-même ne tarda pas à être proscrit.

La loi du 2 avril 1802, en le rétablissant, posa en principe que chaque église aurait sa fabrique. L'année suivante, un arrêté réparait, dans une certaine mesure, les spoliations de la Convention. L'arrêté du 7 thermidor an XI porte en effet :

ART. 1^{er}. Les biens des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient et dont le transfert n'a pas été fait, sont rendus à leur destination.

ART. 2. Les biens de fabrique des églises supprimées seront réunis à ceux des églises conservées et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent.

Plusieurs mesures législatives sont ensuite venues expliquer et compléter ces articles.

Afin d'étudier avec plus de méthode cette question fort compliquée de la restitution des biens aux fabriques, nous allons faire connaître :

a. Quels biens la fabrique peut réclamer.

b. Quels biens elle ne peut exiger.

A. — QUELS BIENS LA FABRIQUE PEUT RÉCLAMER

La fabrique peut réclamer :

I. Les biens non aliénés des anciennes fabriques.

Il faut comprendre sous ce chef :

a. — Les immeubles et les rentes non aliénés qui appartenaient aux fabriques, avant les lois de confiscation des 24 août et 3 novembre 1793 (art. 1^{er} du 7 thermidor an XI).

b — Les créances des anciennes fabriques non recouvrées par l'État. — Parmi ces créances, il faudrait comprendre les sommes reçues et non employées par un curé à qui la fabrique les aurait remises pour un usage déterminé.

Remarques quant aux rentes. — Parmi les rentes appartenant autrefois aux fabriques et dont l'Etat s'était emparé :

a. Les unes étaient restées la propriété du domaine.

b. D'autres avaient été aliénées par lui.

c. D'autres enfin furent affectées à titre de dotation aux établissements de bienfaisance.

Or, aux termes d'une décision ministérielle du 16 juin 1806, les rentes restituées aux fabriques sont seule-

ment celles qui n'avaient été ni transférées, ni remboursées ; en d'autres termes, celles existant encore dans les mains du domaine et celles non connues sur lesquelles il avait des droits.

II. Les anciens biens des fabriques des églises supprimées et qui se trouvent réunies à la paroisse, quand même ces biens seraient situés sur des communes étrangères (art. 2 du 7 thermidor).

Quid si la paroisse supprimée avait été réunie à plusieurs paroisses ? — Une ordonnance du 8 juillet 1818 tranche ainsi la question : « Les biens devraient être » partagés, d'après l'avis des autorités et des évêques, » entre les différentes paroisses auxquelles appartiennent aujourd'hui les communes ou parties de » communes qui dépendaient autrefois de l'église ou » paroisse supprimée, à la charge d'acquitter proportionnellement les services religieux, s'il y en a, et ce, » suivant les réductions faites par voie administrative » et de l'avis des évêques. »

Quid si la paroisse supprimée était rétablie ? — L'ordonnance réglementaire du 28 mars 1820 dispose que ses biens lui seront restitués en pleine propriété, si elle obtient le titre de succursale ou de cure ; en simple jouissance, si elle n'est érigée qu'en chapelle.

III. Les biens chargés d'anciennes fondations ou de services anniversaires faisant partie des revenus des églises. (Arrêté 25 frimaire an XII, décret 22 fructidor an XIII, avis Cons. d'État 30 avril 1807.)

Les fabriques, en devenant propriétaires de ces biens, le sont devenues au même titre que l'État ; c'est-

à-dire sans conditions et sans que les débiteurs eussent le droit d'exiger l'acquit des services fondés. Plusieurs décisions ministérielles ont établi en conséquence de ce principe :

1° Que la rente doit être acquittée telle qu'elle est due d'après le titre de la fondation, et sans considération que le tarif des services religieux étant abaissé, la rente se trouve supérieure au prix de ces mêmes services. (28 mars 1808.)

2° Que les rentes de cette nature devant être servies sans retenue aucune, comme grevées de charges, et la retenue pouvant en diminuer le prix sans diminuer ces charges, elles n'ont pas subi la diminution d'un cinquième comme les rentes ordinaires. (27 juillet 1807, 21 décembre 1807.)

3° Que l'émigré amnistié auquel une fabrique réclame une rente provenant d'une ancienne fondation restituée, ne peut opposer la compensation au moyen de créances qui lui étaient dues par l'État au moment de son émigration, et de la main mise sur les biens ecclésiastiques, s'il n'a pas conformément à l'art. 3 de la loi du 3 floréal an XI, et avant la restitution faite à la fabrique, produit les justifications prescrites par cet arrêté. (Conseil d'État, 20 juin 1812.)

Le décret de fructidor an XIII, sans conférer aucun droit aux débiteurs des rentes, régla cependant ce qui concerne l'acquit des services religieux. Il est ainsi conçu : « Les biens et revenus rendus aux fabriques, » qu'ils soient ou non chargés de fondations pour » messes, obits ou autres services religieux, seront » administrés et perçus par les administrateurs des-

» dites fabriques. » Il faut remarquer, du reste, que ce dernier acte oblige sans doute les fabriques, mais ne confère aucun droit aux débiteurs.

Les fabriques pourraient-elles réclamer les biens destinés au service d'une chapelle ou oratoire situé dans l'intérieur d'une maison particulière ? — Non. Et la raison en est bien simple : c'est que l'auteur d'une fondation laïque a toujours été considéré comme restant propriétaire des biens et rentes qu'il affectait à cette fondation. Par suite, comme le dit fort bien M. Carré, n° 248, l'arrêté du 7 thermidor an VI, le décret du 31 janvier 1806 et l'ordonnance de 1820 n'ont pu faire revivre en faveur des fabriques des droits qu'elles n'ont jamais eus, ni leur en concéder de nouveaux. — C'est ainsi que par jugement du 26 mai 1819, le tribunal civil de Rennes a prononcé sur une demande de la fabrique de Noyal-sur-Seiche contre les héritiers Bidard.

On devrait décider de la sorte, même dans le cas où la chapelle communiquerait avec l'église.

Pourraient-elles revendiquer les biens destinés au service d'une chapelle appartenant, comme dans le cas précédent, à un particulier, mais que ce particulier aurait spiritualisée ? — Oui, car elle aurait été réunie au domaine de l'État. L'État pourrait donc en disposer.

Pourraient-elles réclamer la propriété de biens non pas affectés à l'acquit d'une fondation, mais simplement hypothéqués ? — Non, car ce serait, suivant nous, confondre l'hypothèque de la rente avec la rente elle-même.

Une décision ministérielle du 7 germinal an XII a

également décidé que les rentes et fondations pieuses provenant de legs ou donations faits à des communautés religieuses ne peuvent être réclamées par les fabriques, alors même que ces biens seraient passés dans le domaine de l'État.

IV. Les biens provenant de fondations pieuses dues aux fabriciens. (Avis du Conseil d'État, 22 juin 1812.)

Les marguilliers recueillent le prix de ces fondations ; mais c'est au curé d'en remplir les obligations. (Décis. minist., 27 floréal an XII.)

V. La rétribution que les hospices et les bureaux de bienfaisance qui auraient été mis, sous le régime de la loi du 24 ventôse an IX, en possession de biens ou rentes chargés d'anciennes fondations, sont obligés de payer à la fabrique pour services religieux.

Une triple distinction doit être faite en ce qui concerne les rentes abandonnées aux hospices, en exécution de la loi du 4 ventôse an IX :

1° Les fabriques ne peuvent exiger la restitution des biens et des rentes abandonnés aux hospices et dont ceux-ci sont légalement entrés en possession avant l'arrêté du 7 thermidor an XI.

2° Les fabriques ne peuvent même exiger le paiement des fondations attachées à ces biens et rentes des hospices, lorsque les hospices les ont acquis en échange de leurs créances sur l'État, c'est-à-dire à titre onéreux.

3° Elles le peuvent quand ces biens et rentes ont été transférés à titre gratuit aux hospices.

C'est ce dernier cas qui est l'objet de notre étude.

Voici comment s'expriment, à cet égard, les quatre premiers articles du décret du 19 juin 1806 :

ART. 1^{er}. — Les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an XI et des arrêtés y relatifs, auront été mis en possession de quelques biens et rentes chargés précédemment de fondations pour quelques services religieux, paieront régulièrement la rétribution de ces services religieux, conformément à notre décret du 22 fructidor an XIII, aux fabriques des églises auxquelles ces fondations doivent retourner.

ART. 2. — Le paiement des arrérages de cette rétribution s'effectuera à compter du 1^{er} vendémiaire an XII, et dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret.

ART. 3. — Les fabriques veilleront à l'exécution des fondations et en compteront le prix aux prêtres qui les auront acquittées.

ART. 4. — Dans les trois mois à compter d'aujourd'hui, les préfets donneront connaissance aux fabriques respectives des fondations qui leur compètent en conséquence de l'article 1^{er} ci-dessus, et ils en enverront un état à notre ministre des cultes.

D'un avis du Conseil d'Etat du 22 novembre 1805, il résulte que c'est à l'évêque de désigner, parmi les prêtres habitués dans les églises où les fondations sont établies, celui qui doit les acquitter. Une décision ministérielle du 21 juillet 1807 a posé en principe, que l'obligation pour les établissements de bienfaisance de servir à la fabrique la rétribution des services religieux qui représentaient les biens dont

ils sont demeurés en possession, n'existe que dans le cas où l'établissement de bienfaisance en aurait été investi gratuitement et en exécution de la loi du 14 ventôse an IX.

Si donc ces biens ou rentes avaient été abandonnés à l'hospice, en remplacement de quelques-uns de ses biens vendus au profit du domaine, on ne pourrait demander le paiement des fondations dont ils sont chargés, parce qu'en les touchant, on diminuerait d'autant le remplacement qu'en a voulu faire l'hospice.

Par conséquent, jusqu'au décret de 1806, les biens et rentes de fondations, transmis aux établissements de bienfaisance par la loi du 14 ventôse an IX, étaient libres de toutes charges.

VI. Les biens et rentes non aliénés provenant des fabriques et des chapitres des collégiales.

« Ils appartiendront aux fabriques des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles sont situés les biens et les rentes payables, » dit le décret du 18 mars 1805. (15 ventôse, an XIII.)

Mais l'ordonnance du 21 août 1851 a appliqué au décret du 15 ventôse an XIII, les prescriptions du décret du 31 juillet 1806. — En conséquence, les biens précités appartiennent, non aux églises dans l'arrondissement desquelles ils sont situés, mais à celles auxquelles les églises supprimées qui possédaient lesdits biens ont été réunies.

VII. Les biens non aliénés et rentes non transférées provenant des anciennes confréries (décret du 28 messidor an XIII).

Qu'entend-on ici par confréries? — On entend ces réunions de citoyens de différentes classes ou d'artisans du même état qui avaient pour objet d'honorer plus spécialement tel ou tel saint, de célébrer telle ou telle fête. Dans ce but, ils entretenaient par des dons volontaires ou par des fondations, soit des chapelles, soit des autels dans une église, et pourvoyaient de la même manière au service religieux.

Sont seulement restituables aux fabriques, les biens des confréries établies dans l'enceinte d'une église autrefois paroissiale, soit que l'église ait conservé ce titre, soit qu'elle l'ait perdu depuis la Révolution. Ainsi les biens d'anciennes confréries existant hors des églises supprimées, ne peuvent être réclamés par les fabriques. (Avis du Conseil d'État, 12 février 1814.)

Les anciennes confréries ont été supprimées. Celles qui se sont formées depuis le concordat n'ont pas d'existence légale. On ne peut donc leur donner ni léguer, et les dons ou legs qui seraient faits aux fabriques ou aux cures, à la charge de faire jouir ces confréries, ne seraient pas autorisés par le gouvernement.

A l'inverse, dit M. Ravelet, le gouvernement a quelquefois autorisé les fabriques à accepter des dons ou legs faits à des confréries, à la charge d'en consacrer le montant à l'église. Il a considéré l'église comme le véritable légataire. En fait, il existe des confréries sous la surveillance et la direction des curés et des évêques, et elles possèdent. Elles n'ont aucun compte à rendre aux fabriques, et si elles viennent à se dissoudre, leurs biens, qui ne sont que les biens indivis des confrères,

se partagent entre eux. Les fabriques n'y sauraient prétendre.

VIII. Les édifices du culte, églises et presbytères des paroisses supprimées, aliénés et situés dans la circonscription de la paroisse. (Décret du 30 mai 1806.)

L'art. 1^{er} de ce décret est en effet ainsi conçu : « Les » églises et presbytères qui, par suite de l'organisation » ecclésiastique, seront supprimés, font partie des » biens restitués aux fabriques et sont réunis à » celles des cures et succursales dans l'arrondissement » desquelles ils sont situés. Ils pourront être échangés, » loués ou aliénés au profit des églises et des presby- » tères des chefs-lieux. »

IX. Les chapelles des congrégations et les églises de monastères non aliénés, ni concédés pour un service public, et actuellement disponibles.

Le décret du 17 mars 1809 (art. 3) applique, en effet, à ces biens les dispositions du décret du 30 mars 1806.

X. Les maisons vicariales non aliénées ni concédées pour un service public et actuellement disponibles (décret du 8 novembre 1810).

Ces maisons sont réunies à celles des cures ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles se trouvent situées. Elles peuvent être échangées, louées et aliénées au profit des églises et presbytères des chefs-lieux, en se conformant aux dispositions prescrites par le décret du 30 mai 1806.

XI. Les biens et rentes non aliénés provenant des fabriques des métropoles, des cathédrales, des cha-

pitres métropolitains et cathédraux (art. 1^{er} du 15 ventôse an XIII).

XII. Les biens et rentes cédés au domaine et dont les fabriques ont été autorisées à se mettre en possession (art. 36 du décret de 1809).

Que faut-il entendre par biens cédés ? — Ce sont « tous les biens ecclésiastiques qui n'auraient pas été » inscrits sur les registres de la régie des domaines, » ou dont cette régie n'aurait pas eu connaissance, ou » dont elle n'aurait pas fait le recouvrement, ou » ne l'aurait pas fait poursuivre par voie de » contrainte, et dont elle serait censée dès lors avoir » ignoré l'existence » (arr. 27 frimaire an II, art. 2).

Une difficulté se présente immédiatement à l'esprit :

Nous avons vu, en effet, que deux lois : l'une du 14 ventôse an IX, l'autre du 27 frimaire an II, ont cédé aux hospices les biens et rentes inconnus au domaine. — D'un autre côté, l'arrêté du 7 thermidor an II rendit aux fabriques les biens et rentes qui leur appartenaient anciennement, et dont les hospices n'auraient pas encore été envoyés en possession.

Le § 3 de l'art. 36 du décret de 1809 fait-il double emploi avec l'arrêté de thermidor, ou dit-il quelque chose de plus ?

Dans le premier cas, c'est une redondance inutile ; dans le second, il comprend sous le nom de *biens cédés* tous les biens cédés en général, quelle qu'en soit l'origine.

La seconde interprétation a été adoptée. Une déci-

sion du ministre des finances du 6 août 1817 dit en effet : « Les biens cédés au domaine de l'État, quelle » qu'en soit l'origine, peuvent être révélés aux fabri- » ques. » Borner les droits des fabriques aux biens dont la restitution a été ordonnée avant 1809 par les arrêtés ou décrets des 7 thermidor an II, 25 fructidor an XII, 15 ventôse an XIII, 30 mars et 31 juillet 1806, serait aller contre le vœu de la loi, puisqu'au lieu d'étendre les droits des fabriques, on les restreindrait !

Comme substituées aux droits des hospices, les fabriques sont également autorisées à recouvrer les domaines usurpés qui formaient autrefois la dotation des fabriques et confréries, ou qu'un donateur avait affectés au service d'une fondation.

Par l'expression de domaines usurpés, il faut entendre ceux que leurs possesseurs détiennent à titre précaire, comme celui de fermier, de locataire, concessionnaires ou autres, et dont ces possesseurs n'ont pas déclaré, conformément à l'art. 37 du décret du 7 août 1794, comment et en vertu de quoi ils jouissent et n'ont pas représenté et fait parapher leurs titres. La date et la nature du titre sont indifférentes puisque, quel qu'il soit, il suffit qu'il n'ait pas été déclaré, en exécution de la loi de 1790; qu'il ne soit pas rappelé aux registres de la régie et que le service de la rente ait été interrompu pendant les délais déterminés, pour caractériser l'espèce d'usurpation qui donne ouverture aux droits des hospices; conséquemment aujourd'hui, aux droits des fabriques (Conseil d'État, 30 avril 1807).

Cette substitution des fabriques aux droits des hos-

pices a souvent donné lieu à des difficultés. En voici quelques-unes qui ont été résolues :

1^o Il y a lieu à restitution, lorsqu'une fabrique réclame la jouissance d'un bien dont un établissement de bienfaisance se trouve en possession, et que l'établissement ne justifie pas avoir été envoyé légalement en possession de ce bien en litige (arrêté du 25 mai 1811).

2^o Il y a lieu à restitution de biens vendus à des particuliers, chaque fois que ces derniers ont encouru déchéance; spécialement lorsqu'une rente appartenant antérieurement à une fabrique, n'a été transférée à un particulier que postérieurement à l'arrêté du 26 juillet 1803, ce particulier n'est pas recevable dans sa réclamation.

3^o Les préfets peuvent exiger des fabriques l'état des biens inconnus au domaine dont elles ont repris la possession. C'est dans le but de s'assurer s'il n'y en pas qui soient la propriété du domaine public (avis du Cons. d'État, 29 déc. 1810).

4^o L'envoi en possession prononcé au profit d'une fabrique en vertu du décret du 30 décembre 1809, par suite de révélation de biens celés au domaine, et l'autorisation à elle accordée de demander en justice le délaissement de l'immeuble révélé, comportent virtuellement, pour cette fabrique, le droit d'agir en restitution du prix contre l'ancien détenteur qui ne serait plus en possession, aussi bien que celui d'exercer contre le détenteur actuel l'action en revendication. (Cassation, 26 févr. 1840.)

Relativement aux biens celés, une ordonnance du

21 août 1816, pour encourager la recherche des biens provenant du domaine et des anciens établissements ecclésiastiques qui n'auraient été ni aliénés à des particuliers, ni abandonnés à des fabriques ou à des hospices et qui seraient usurpés, avait accordé des récompenses aux révélateurs de ces biens. Diverses ordonnances postérieures avaient confirmé ces dispositions. Le décret du 27 juillet 1864 déclare « non autorisées » pour l'avenir, les révélations de biens et de rentes provenant du domaine de l'État ou des anciens établissements ecclésiastiques, et les allocations accordées aux révélateurs.

Mais ce décret ne porte aucune atteinte au droit qu'auraient les fabriques de se faire mettre en possession des biens qui leur auraient été attribués par la loi, et qui seraient détenus par des tiers sans titre.

Des formalités à remplir par une fabrique pour obtenir la restitution de ces divers biens.

Ces formalités sont relatives :

- 1° A la nécessité de l'envoi en possession.
- 2° Aux preuves de la propriété.
- 3° A la compétence.
- 4° Au mode d'envoi en possession.

1° NÉCESSITÉ DE L'ENVOI EN POSSESSION

La nécessité pour les fabriques d'obtenir l'envoi en possession, tant à l'égard des biens dont la restitution a été ordonnée par l'arrêté de thermidor an XI que

pour ceux dont le décret de 1809 les autorisait à se mettre en possession, est presque universellement reconnue par les auteurs et la jurisprudence. Cependant, il n'y a pas unanimité sur ce point qui reste par conséquent controversé.

I^o *Affirmative*. — Pour l'affirmative, on raisonne de la manière suivante :

A. — L'État était saisi des biens des fabriques par les décrets des 4 novembre 1789, du 5 novembre 1790, du 19 août 1792 et du 3 novembre 1793. Un acte légal a donc seul pu l'en dessaisir. Or, le décret de restitution du 7 thermidor an XI donne seulement aux fabriques le droit d'obtenir la remise, et ne confère pas directement la rentrée en possession pure et simple.

B. — De plus, un avis du Conseil d'État du 30 janvier 1807 dispose que « les fabriques ne se mettront » à l'avenir en possession d'aucun objet, qu'en vertu » d'arrêtés spéciaux des préfets, rendus par eux, après » avoir pris l'avis des directeurs des domaines, et » après qu'ils auront été revêtus de l'approbation du » ministre des finances. »

II^o *Négative*. — Les partisans de la négative répondent :

A. — Les fabriques sont de plein droit propriétaires et n'ont pas besoin d'envoi en possession pour les biens qui leur ont été restitués, parce qu'elles les ont autrefois possédés ou qu'ils leur ont été expressément alloués par les actes du gouvernement. L'envoi en possession ne serait tout au plus nécessaire que pour les autres espèces de biens. (Carré, n^o 256.)

B. — L'avis du Conseil d'Etat du 30 janvier 1807 n'a pas force de loi, puisqu'il n'a pas même été inséré au *Bulletin*. D'un autre côté, il est victorieusement combattu par celui du 30 avril 1807.

Cette dernière objection ne nous semble pas péremptoire : l'avis du Conseil d'État du 30 avril 1807 règle uniquement les prétentions des fabriques et des hospices ; il n'est pas applicable aux contestations entre les fabriques et les domaines. Nous pensons également que si la contestation existait entre une fabrique et des particuliers, l'envoi en possession serait nécessaire.

L'envoi en possession ne peut même être suppléé par l'autorisation de plaider accordée à la fabrique.

2° JUSTIFICATION PAR LA FABRIQUE DE SES DROITS

Lorsqu'une fabrique veut recouvrer la propriété soit d'un bien cédé, soit de tout autre bien, les preuves qu'elle a à fournir doivent rentrer dans celles admises par le droit commun, c'est-à-dire les titres ou la preuve testimoniale, dans les cas fort rares indiqués par l'art. 1348 du Code civil.

A défaut de titres, on pourrait invoquer le service des arrérages par les débiteurs.

3° COMPÉTENCE

Les contestations auxquelles donne lieu la restitution des biens aux fabriques sont jugées par l'autorité administrative : que le débat existe entre l'État et les

fabriques, les communes et les fabriques, les fabriques et les particuliers. Dans ce dernier cas cependant, si l'action en revendication était fondée sur des titres autres que le titre de restitution, l'action serait purement judiciaire et relèverait des tribunaux civils.

4^o COMMENT ON OBTIENT L'ENVOI EN POSSESSION

A. — La fabrique sollicite l'envoi en possession par une délibération bien motivée, appuyée de renseignements et de preuves authentiques.

B. — La délibération est communiquée au directeur des domaines.

C. — Le préfet prononce ensuite, s'il y a lieu, l'envoi en possession. Son arrêté est soumis à l'approbation du ministre.

L'arrêté qui envoie la fabrique en possession peut être attaqué par la voie contentieuse, et la question doit être portée directement au Conseil d'État.

REMARQUE. — Les litiges auxquels les biens attribués, restitués ou cédés au domaine ont pu donner lieu, sont à peu près éteints aujourd'hui. Une difficulté s'est cependant élevée, tout récemment, à l'occasion des dispositions de l'avis du Conseil d'Etat du 25 janvier 1807 portant, notamment, qu'à l'avenir, les établissements religieux ne devaient se mettre en possession des biens restitués, qu'en vertu d'arrêtés préfectoraux, rendus après avis du directeur des domaines et approuvés par le ministère des finances.

Ces règles n'ayant pas toujours été observées, des

refus d'autorisation d'aliéner des anciens biens dont elles avaient repris irrégulièrement possession ont été opposés aux fabriques, et lorsque les tribunaux ont eu à se prononcer à ce sujet, ils l'ont constamment fait dans le sens de l'application des dispositions de l'avis précité.

Cette importante question a été de nouveau soumise au Conseil d'Etat qui, par décision du 28 décembre 1876, a formellement maintenu la jurisprudence en vigueur.

B. — QUELS BIENS LA FABRIQUE NE PEUT RÉCLAMER.

Suivant la jurisprudence du Conseil d'Etat, ne font point partie des biens restitués aux fabriques :

1° Ceux des chapitres supprimés (décret du 29 décembre 1810) ;

2° Ceux des ordres religieux ou confréries existant hors des églises supprimées (décret du 29 mars 1811);

3° Ceux qui formaient la dotation des bénéfices simples, les fabriques n'ayant droit qu'aux dotations des fondations pieuses ;

4° Les rentes formant la dotation d'un bénéfice simple, à patronage laïque, et dont les titulaires percevaient eux-mêmes à leur profit les arrérages ;

5° Les biens affectés au desservice d'une chapelle dans laquelle il n'y avait ni service paroissial, ni fondations ;

6° Les biens d'un oratoire fondé par un particulier dans sa maison ;

7° Les rentes des fabriques hypothéquées sur des biens ecclésiastiques qui ont été vendus ;

8° Les biens des anciens évêchés, sauf à les obtenir par un arrêté spécial ;

9° Les rentes des fabriques hypothéquées sur des biens d'émigrés qui ont été vendus ;

10° Les biens purement hypothéqués au service d'une rente établie pour l'acquit d'une fondation.

11° Les remboursements faits dans les caisses du domaine, pendant que l'Etat était en possession (Conseil d'Etat, 21 décembre 1808).

12° Les biens affectés par des actes spéciaux du gouvernement à d'autres secours publics.

§ II. — *Des biens acquis.*

A côté des biens restitués ou attribués aux fabriques, viennent se placer les biens acquis par elle. Les fabriques sont en effet des établissements publics reconnus par la loi. Elles peuvent donc, avec l'autorisation du gouvernement, acquérir ou recevoir par actes, à titre gratuit ou onéreux, toutes sortes de biens, meubles, rentes et immeubles.

(Renvoi *infra*, page .)

CHAPITRE II

DES REVENUS.

L'article 36 du décret de 1809 énumère ainsi les différentes sources des revenus des fabriques : « Les » revenus de chaque fabrique se forment :

» 1^o Du produit des biens et rentes restitués aux » fabriques, des biens des confréries, et généralement » de ceux qui auraient été affectés aux fabriques par » nos divers décrets ;

» 2^o Du produit des biens, rentes et fondations, » qu'elles ont été ou pourront être par nous autorisées à » accepter ;

» 3^o Du produit des biens et rentes cédés au domaine, » dont nous les avons autorisées ou dont nous les au- » toriserons à se mettre en possession ;

» 4^o Du produit spontané des terrains servant de » cimetières ;

» 5^o Du produit de la location des chaises ;

» 6^o De la concession des bancs placés dans l'église ;

» 7^o Des quêtes faites pour les frais du culte ;

» 8^o De ce qui sera trouvé dans les troncés placés pour » le même objet ;

» 9^o Des oblations faites à la fabrique ;

» 10^o Des droits que, suivant les règlements épisco- » paux approuvés par nous, les fabriques perçoivent, » et de celui qui leur revient sur le produit des frais » d'inhumation ;

» 11^o Du supplément donné par la commune, le cas » échéant. »

A cette énumération de l'article 36, il faut ajouter les recettes en nature, tels que cierges offerts sur les pains bénits ou délivrés pour les annuels, et ceux qui, dans les enterrements et services funèbres, appartiennent aux fabriques. (Art. 76.)

Quelques développements sont indispensables pour bien comprendre en quoi consistent ces divers revenus.

Art. Ier. — Du produit des biens et des rentes restitués.

(Renvoi *supra*, pages 97 et suiv.)

Art. II. — Du produit des biens, rentes et fondations.

(Renvoi *infra*, page .)

Art. III. — Du produit des biens et rentes cèlés.

(Renvoi *supra*, pages 108 et suiv.)

Art. IV. — Du produit spontané des terrains servant de cimetières.

Par produits spontanés, le Conseil d'État entend tout ce qui vient naturellement, sans que la main de l'homme l'ait planté ou semé.

Cependant quant aux arbres et arbustes, il faut distinguer :

a. S'ils ont cru spontanément dans le cimetière. — Ils sont alors la propriété de la fabrique.

b. S'ils ont été plantés par les communes.

c. S'ils ont cru au milieu des haies servant de clôture.

d. S'ils existaient sur le sol avant l'établissement du cimetière.

Dans ces trois derniers cas, ils appartiennent aux communes.

Cependant Mgr Affre cite, comme attribuant aux

fabriques la propriété des arbres plantés eux-mêmes, une lettre de M. le ministre de l'intérieur du 21 mai 1818, adressée au préfet de la Seine.

Quant aux produits spontanés des anciens cimetières qui ne servent plus pour les sépultures, ils n'appartiennent pas aux fabriques, mais aux communes (décisions minist. des 21 octobre 1856, 21 août 1857, 6 janvier 1860 et 1868). Le droit de faire des concessions de terrain dans les cimetières appartient également aux communes.

Art. V. — De la location des chaises et bancs mobiles.

(Renvoi *infra*, page .)

Art. VI. — De la concession des bancs placés dans l'église.

(Renvoi *infra*, page .)

Art. VII. — Des quêtes faites pour les frais du culte.

« Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises » sera réglé par l'évêque, sur le rapport des marguilliers, sans préjudice des quêtes pour les pauvres, lesquelles devront toujours avoir lieu dans les églises toutes les fois que les bureaux de bienfaisance le jugeront convenable. » (Art. 75 du décret du 30 décembre 1809.)

On distingue donc deux sortes de quêtes :

1^o Celles dont le produit est affecté à subvenir aux frais du culte.

2^o Celles dont le produit est destiné aux pauvres.

Mais il en est également d'autres qui ont pour objet une destination spéciale.

1^o QUÊTES DANS L'INTÉRÊT DU CULTE OU DES
FABRIQUES

Où sont-elles faites ? — Ces quêtes se font soit à domicile, soit dans l'église.

Les premières ne sont autorisées par aucun acte du gouvernement ; nous ne nous en occuperons donc pas davantage.

Par qui sont ordonnées les quêtes faites dans l'église ? — C'est à l'évêque de faire les règlements concernant les quêtes : lui seul par conséquent, ou les curés avec son agrément, pourront ordonner des quêtes pour les divers besoins de l'église (avis du C. d'État, 6 juillet 1831 ; lettre du ministre des cultes, 19 juillet 1865).

Du rapport des marguilliers. — Cependant la loi exige, pour le règlement des quêtes par l'évêque, le rapport des marguilliers. Cette expression signifie-t-elle que l'évêque ait besoin de leur consentement ? M. l'abbé Prompsault se prononce pour l'affirmative. Suivant lui, les marguilliers sont constitués juges des besoins et de l'opportunité des quêtes.

Ce n'est pas notre avis. Il suffit que l'évêque les consulte, sauf à passer outre si leur rapport est contraire à sa détermination (avis du Conseil d'État, 6 juillet 1831). Si cependant les mesures prises par l'évêque paraissaient abusives, la fabrique pourrait, par l'entremise du préfet, recourir à l'autorité gouvernementale.

Du nombre des quêtes et quand elles doivent être faites. — Ce sont également les évêques qui déter-

minent le nombre, le jour et les offices où elles doivent être faites.

Dépôt du produit des quêtes. — Le produit des quêtes faites pour les frais du culte est versé dans la caisse de la fabrique.

D'après l'art. 74 du décret de 1809, il devrait être inscrit, avec la date du jour et du mois, sur un registre coté et paraphé, qui demeure entre les mains du trésorier. Mais l'usage s'est introduit de déposer après chaque office, dans un tronc destiné à cet effet, le produit de chaque quête. Ce tronc, dont la clef est déposée dans la caisse de la fabrique, est ouvert à certaines époques, en présence des membres du bureau qui fait le calcul des sommes quêtées. Le trésorier en prend charge.

2^o QUÊTES DANS L'INTÉRÊT DES PAUVRES

ART. 1^{er} du décret du 12 septembre 1806. — « Les » administrateurs des bureaux de bienfaisance sont » autorisés à faire par eux-mêmes des quêtes et à » placer un tronc dans chaque église paroissiale. »

ART. 2. — « Les évêques détermineront le nombre » de ces quêtes, les jours et les offices où elles se » feront. »

L'art. 75 du décret de 1809 est allé plus loin. Il accorde en effet aux bureaux de bienfaisance le droit de quêter pour les pauvres, chaque fois qu'ils le jugeront convenable; mais les bureaux de bienfaisance doivent veiller à se renfermer dans de justes limites;

autrement, l'autorité administrative supérieure les y contraindrait.

Un arrêté ministériel du 5 prairial an XI permettait également, aux administrateurs des hospices, des quêtes dans les églises toutes les fois qu'ils le jugeraient opportun. Le décret de 1809 n'a conservé ce droit qu'aux bureaux de bienfaisance, et une décision du ministre des cultes du 15 février 1827 porte que le droit des hospices doit être considéré comme aboli.

Art. VIII. — De ce qui se trouve dans les tronc.

Le placement des tronc est réglé de la même manière que les quêtes. Quant à l'argent qui en provient, il faut se garder de le confondre avec celui des quêtes, car il a une affectation distincte. Une inscription, placée sur le tronc, doit indiquer cette affectation.

Les clefs des tronc sont déposées dans une armoire fermant à trois clefs.

Les bureaux de charité sont autorisés à placer un tronc dans chaque église.

Art. IX. — Des oblations et offrandes.

Définition. — On entend par oblations toutes offrandes ou dons volontaires et manuels faits dans l'église, par dévotion, ou pour l'administration des sacrements ou pour quelque autre cause que ce soit.

Historique. — Les oblations remontent au berceau de l'Église. Elles étaient autrefois destinées par les fidèles à subvenir aux frais du culte et à la subsistance des ministres. Libres et volontaires à l'origine, elles

devinrent dans la suite obligatoires et purent être exigées par ceux auxquels elles avaient été attribuées dans le partage des biens ecclésiastiques.

Les unes appartenaient aux curés ou autres ecclésiastiques, les autres aux fabriques. Abolies par la Révolution, elles ont été rétablies avec le culte catholique telles qu'elles existaient autrefois.

On distingue donc :

1^o Les oblations faites au ministre du culte.

2^o Les oblations faites à la fabrique.

1^o OBLATIONS AUX MINISTRES DU CULTE

Ces oblations sont prévues et déterminées par les art. 5 et 69 de la loi de germinal an X :

1^o. — « Toutes les fonctions ecclésiastiques se-
» ront gratuites, sauf les oblations qui seraient auto-
» risées et fixées par les règlements. »

2^o. — « Les évêques rédigeront les projets de
» règlements relatifs aux oblations que les ministres
» du culte sont autorisés à recevoir pour l'adminis-
» tration des sacrements. Ces projets de règlements
» ne pourront être publiés ni autrement mis à exécu-
» tion, qu'après avoir été approuvés par le gouver-
» nement. »

Il s'agit ici des oblations tarifées dont il sera question tout à l'heure. Mais il en est d'autres qui sont libres ou volontaires, et d'autres qu'à défaut d'affectation spéciale, l'usage attribue soit aux curés, soit aux fabriques.

2^o OBLATIONS FAITES A LA FABRIQUE

L'art. 36 du décret de 1809 range les oblations parmi les sources de revenus des églises. De ces oblations, les unes sont libres, les autres tarifées, comme celles des ministres du culte.

Les oblations libres appartiennent aux fabriques, quand l'usage les leur attribue, ou quand elles leur ont été offertes avec manifestation de volonté.

On peut ranger dans la classe des oblations libres ce qui est donné volontairement en sus des sommes fixées par le tarif.

Nous avons dit que parmi les oblations libres, il en est que l'usage attribue aux curés et d'autres aux fabriques. Or, il est quelquefois assez difficile de discerner les droits réciproques des uns et des autres. Voici à cet égard quelques solutions.

Appartiennent au curé :

1^o Les dons offerts au baiser de paix dans le saint sacrifice.

2^o Ce qui lui est offert pour un service spirituel rendu personnellement par lui.

3^o Les offrandes des premières communions, en argent et en cierges.

4^o En général, tout ce qui se donne sur l'autel.

Appartiennent aux fabriques :

1^o Les offrandes faites au tombeau ou dans des chapelles, lors de l'adoration de la croix.

2^o Les offrandes faites dans la nef, dans les chapelles ou banc de l'œuvre.

3° En un mot, toutes les autres offrandes que celles attribuées aux curés.

Des cierges. — Les cierges offerts sur les pains bénits appartiennent en entier à la fabrique. Les cierges portés à la main, faisant partie des offrandes portées à l'autel, appartiennent au curé. Les cierges portés par les membres du clergé aux enterrements et services funèbres leur appartiennent. Les cierges placés autour du corps à l'autel et dans les chapelles se partagent par moitié entre la fabrique et le clergé. (Décis. minis. du 31 mars 1877.)

Le cierge apporté par un particulier à l'église dans un enterrement et placé, du consentement du porteur, autour du cercueil, appartient à la fabrique et au clergé. Celui qui l'a apporté ne pourrait donc le reprendre sans en payer la valeur. (Jugement du juge de paix du Pont-de-Cé, 24 mai 1869 ; *Nouveau Journ. des Conseils de Fabrique*, avril 1870.)

Art. X. — Des droits que, suivant les règlements épiscopaux, les fabriques perçoivent, et de ce qui leur revient sur le produit des frais d'inhumation, en d'autres termes :

DES OBLATIONS TARIFÉES

Les oblations tarifées consistent dans des droits perçus, d'après les règlements, sur les inhumations, le transport des corps, la sonnerie, les baptêmes et mariages.

D'après le Conseil d'État, des règlements distincts et séparés doivent être dressés en ce qui concerne les

oblations dues aux ministres des cultes et les perceptions à faire par les fabriques. (Avis du Cons. d'État, 29 septembre 1837 ; 18 mai 1838.) Mais dans la pratique, cette distinction n'est pas suivie.

Le tarif des oblations dues aux fabriques est d'abord dressé par le bureau des marguilliers, puis communiqué au conseil municipal qui donne son avis. L'autorité supérieure doit l'approuver.

Dès qu'il a été approuvé, il est obligatoire, et tout refus de s'y conformer peut donner lieu à une action civile.

1°. — DROITS SUR LES INHUMATIONS

La législation sur les inhumations a été réglée par les décrets du 23 prairial an XII, du 18 mai 1806 et du 18 août 1811.

Les produits résultant des frais d'inhumation se partagent entre :

A. Les ecclésiastiques attachés à la paroisse, les chantres et autres serviteurs de l'église.

B. La fabrique.

A. — *Des ecclésiastiques et autres.*

Les droits des ecclésiastiques et autres personnes attachées à l'église ont été déterminés par l'art. 20 du 23 prairial an XII ainsi conçu : « Les frais et rétributions à payer aux ministres et autres individus attachés aux églises, tant pour leur assistance aux convois » que pour les services requis par les familles, seront » réglés par le gouvernement, sur l'avis des évêques

» et des préfets et sur la proposition du conseiller
» d'Etat chargé des affaires concernant les cultes(le
» ministre de l'intérieur). Il ne sera rien alloué pour
» leur assistance à l'inhumation des individus inscrits
» au rôle des indigents. »

B. — *Droits des fabriques.*

Fournitures somptuaires. — A l'égard des fabriques, l'art. 22 du décret du 23 prairial an XII et l'art. 7 du décret du 18 mai 1806 disposent « que les fabriques
» jouissent seules du droit de fournir les voitures, ten-
» tures, ornements, et de faire généralement toutes
» les fournitures quelconques nécessaires pour les en-
» terrements et pour la décence de la pompe des funé-
» railles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Eglise. »

Leur monopole s'étend à la fourniture des billets d'enterrement (déc. minist. du 4 nov. 1835; — arrêts de Rouen, 30 juin 1872; — de Toulouse, 27 décembre 1867) ainsi qu'aux décorations et ornements au domicile du défunt.

1^o *Tarifs.* — Les fabriques peuvent exploiter leur droit directement ou par voie d'entreprise. Dans l'un et l'autre cas, elles doivent dresser des tarifs et des tableaux gradués par classes. Les classes sont au nombre de six. Les tarifs une fois dressés sont communiqués aux conseils municipaux et aux préfets, et sont ensuite soumis, par le ministre des cultes, à l'approbation du gouvernement (art. 7 du décret du 18 mai 1806; — art. 1^{er} du 18 août 1811; — circ. minist. du 12 janvier 1829).

La loi du 24 juillet 1867 (art. 16) soumet à l'approbation du gouvernement, par décret rendu en Conseil d'Etat, les tarifs et traités relatifs aux pompes funèbres dans les villes ayant trois millions au moins de revenus.

Dans les villes d'un revenu moindre, le décret du 25 mars 1852, qui reste en vigueur et modifie le décret de 1806, ne soumet qu'à la seule approbation des préfets les tarifs des pompes funèbres, pour le service des morts dans l'intérieur des églises et pour le transport des corps. Mais le tarif des droits à payer à la fabrique, pour l'usage des ornements, cloches, chaises, croix, à l'occasion des mariages, messes et sépultures, reste à l'approbation du gouvernement (lettre minist. du 21 mars 1855).

A défaut d'un tarif régulier, les familles ont le droit de débattre le prix des fournitures (arr. Cass., 29 juillet 1873).

2^o *Adjudication.* — L'approbation des tarifs une fois obtenue, on dresse un cahier des charges proposé par le conseil municipal, d'après l'avis de l'évêque, et arrêté par le préfet. L'adjudication peut avoir lieu dans la forme ordinaire des enchères. A Paris, elle a lieu par soumissions cachetées adressées au conseil de préfecture. L'ouverture de ces soumissions se fait en conseil de préfecture, devant les commissaires de fabriques délégués par l'archevêque (décret du 18 août 1811, art. 7).

Dans les grandes villes, toutes les fabriques doivent se réunir pour ne former qu'une seule entreprise (art. 8 du décret du 18 mai 1806).

Remarquons néanmoins, à ce sujet, que chaque fabrique conserve le droit de faire par elle-même, sous l'approbation du préfet, les fournitures nécessaires pour les enterrements, bien que les autres fabriques de la même ville préfèrent un mode d'exploitation différent. Mais si toutes renoncent à l'exploitation directe, c'est alors qu'il y a lieu d'appliquer l'art. 8 précité. Les fabriques doivent, dans ce cas, se réunir pour n'avoir qu'un seul régisseur ou entrepreneur (lettre du minist. des cultes, 14 juillet 1865).

Du transport des corps et pompes funèbres. — Le transport des corps est essentiellement une chose de police. A ce titre, les maires et le préfet établissent, suivant les localités, le mode le plus convenable.

Mgr Affre, pour déterminer les droits de la fabrique sur le transport des corps, distingue trois sortes de communes :

1° Celles qui n'ont ni entreprises, ni marchés pour les sépultures.

Dans ce cas, le mode de transport est réglé par le préfet et les conseils municipaux. Le rôle du préfet consiste dans une approbation ou un refus. Les fabriques ne perçoivent aucun droit ; les parents du défunt n'ont à payer que les porteurs et les fossoyeurs.

2° Celles qui ont une entreprise, mais dont le cimetière n'est pas très éloigné et qui n'ont ainsi qu'un transport peu coûteux.

Dans ce cas, le règlement du transport est dressé par le maire et approuvé par le préfet. Mais comme c'est la fabrique qui est mise en dépenses, c'est elle aussi qui perçoit le salaire.

3° Les communes peuplées où l'éloignement des cimetières rend le transfert coûteux (art. 10, décret de 1806).

Dans ce cas, le transport est déterminé par les autorités municipales, de concert avec les fabriques. La fabrique et le conseil municipal font également adjudger aux enchères l'entreprise du transport, des travaux nécessaires à l'inhumation et de l'entretien des cimetières.

L'adjudication aux enchères n'est pas cependant une formalité substantielle dont l'omission entraînerait la nullité de la concession. Une concession faite de gré à gré et approuvée par le préfet recevrait son exécution. (Arrêts du Conseil d'Etat, 18 mars 1864, 15 mars et 10 avril 1865, 17 août 1869.) Le bénéfice du transport appartient aux fabriques, comme dans le second cas.

Prix du transport. — Le transport est assujéti à une taxe fixe, mais différente suivant les classes.

Des contestations sur l'exécution des règlements de fournitures et du transport des corps. — Une ordonnance du 16 août 1825 renvoie devant les conseils de préfecture les contestations qui s'élèvent entre les adjudicataires des pompes funèbres et les communes et fabriques, relativement au sens et à l'exécution des actes d'adjudication.

Des indigents. — Le transport des morts indigents est fait décemment et gratuitement. Cette indigence est attestée par un certificat de la municipalité. La fabrique en supporte la charge, si elle a le monopole des fournitures ; dans le cas contraire, la commune. (Circ. int., 12 mars 1850.)

Lettres de faire part. — Les fabriques ont encore le monopole de l'impression et la distribution des lettres de faire part. La Chambre des députés leur a confirmé tout récemment ce droit, en adoptant l'ordre du jour sur des réclamations qui lui avaient été adressées par des imprimeurs de Toulouse. (*Journal officiel* du 15 janvier 1877.)

2°. — SONNERIE DES CLOCHES

Le produit de la sonnerie des cloches appartient aux fabriques, puisque c'est à elles de payer le gage des sonneurs (29 février 1868 et 23 septembre 1869).

A défaut de tarif général diocésain pour les oblations, l'évêque et le préfet approuvent les tarifs particuliers dressés par les conseils de fabrique, sur l'avis des conseils municipaux.

S'il y a désaccord, le ministre des cultes provoque un décret spécial.

3°. — BAPTÊMES ET MARIAGES

Les baptêmes, comme les mariages, ne sont point classés parmi les sources de revenus des fabriques.

Le baptême comme sacrement ne donne donc lieu à aucune rétribution, tant pour les ministres du culte que pour la fabrique.

Il en est de même pour une simple messe de mariage ; les honoraires dus pour la messe sont seuls exigibles.

Mais il arrive presque toujours que les familles ré-

clament une cérémonie : l'emploi d'ornements, le jeu de l'orgue, la sonnerie des cloches. La fabrique a alors le droit d'obtenir la rétribution de ces accessoires. A défaut de règlements épiscopaux, cette rétribution est fixée de gré à gré avec les familles.

Art. XI. — Du supplément donné par la commune.

(Renvoi *infra*, page .)

— — —

II

DES CHARGES DE LA FABRIQUE ET DE LA COMMUNE.

Les charges nécessitées par le besoin du culte incombent : les unes à la fabrique, les autres aux communes dépendant du territoire paroissial.

CHAPITRE I^{er}.

CHARGES DES FABRIQUES.

Aux termes de l'article 37 du décret de 1809, les fabriques sont tenues :

- 1^o De fournir aux frais nécessaires du culte ;
- 2^o De payer le traitement des ministres du culte, les honoraires des prédicateurs et les gages des serviteurs attachés à l'église ;
- 3^o De pourvoir à la décoration et aux dépenses relatives à l'embellissement intérieur de l'église ;

4^o De veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières.

§ I^{er}. — *Des frais du culte.*

Les frais ordinaires du culte sont : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens.

1^o ORNEMENTS. — Les ornements dont une église doit être fournie sont, suivant l'usage et les anciens règlements : les chasubles, étoles, manipules et chapes.

Dans les paroisses populeuses, il faut un ornement complet de chacune des cinq couleurs prescrites par les règles liturgiques, savoir : blanche, noire, rouge, verte et violette. « Quant à la richesse des ornements, » dit M. Carré, il n'y a pas de règle fixe. »

Dans les paroisses peu aisées, et surtout dans les succursales rurales, les chapelles et les annexes, on tolère le camelot et les galons de soie ; mais autant que possible, on exige les voiles des calices en soie.

A cette énumération, il faut encore ajouter la bannière et le dais (déc. min. du 13 novembre 1849).

2^o VASES SACRÉS. — Les vases sacrés sont : les calices et leurs patènes, les ostensoirs, les ciboires, la custode pour le viatique.

La règle est que le calice et le ciboire soient au moins d'argent et dorés à l'intérieur. Le ciboire est en outre couvert d'un voile de soie, en forme de petit pavillon avec franges. Aujourd'hui, on ne tolère plus les vases sacrés de bois, de cuivre, d'étain et de plomb.

Il faut encore compter au nombre des objets servant au culte et que la fabrique doit fournir, bien qu'ils ne soient pas sacrés : la crémère pour les saintes huiles, les burettes et leur bassin, l'encensoir et la navette, le vase portatif pour l'eau bénite et le goupillon, une fontaine et sa cuvette pour la sacristie, les fonts baptismaux, la croix de procession, un crucifix mobile, des chandeliers, lampes et sonnettes.

Pour la forme et la matière de ces objets, il faut suivre les prescriptions liturgiques.

3^e LINGE. — Il doit y avoir deux aubes pour chaque prêtre ; mais la fabrique n'est pas tenue de fournir les surplis. Du moins, la question est controversée.

« Elle doit d'ordinaire six amicts, douze purifications et douze manuterges pour chaque prêtre »
» desservant la paroisse, deux porte-étoles par chaque »
» ornement, six nappes de différentes valeurs pour »
» chaque autel où se fait le service paroissial, deux »
» nappes de communion, six essuie-mains pour la »
» sacristie, un corporal pour chaque ornement, un »
» pour le tabernacle et un pour le reposoir. »

Le linge doit être en fil : le coton est seulement toléré pour les aubes des enfants de chœur.

4^e LUMINAIRE, PAIN, VIN ET ENCENS. — La fabrique fournit ces diverses dépenses, non-seulement pour les offices des dimanches et fêtes, mais pour la messe de tous les jours de l'année (décis. min. du 16 avril 1828).

Le luminaire, aux enterrements et services, doit être fourni par les parents du décédé ; mais, dans la pratique, les fabriques se chargent de ces détails, sauf ensuite à exiger une rétribution.

5° MOBILIER. — L'art. 37 ne parle pas du mobilier nécessaire au culte. C'est une omission qu'il importe de réparer. Le mobilier comprend :

a. Les livres : c'est-à-dire les missels, graduels, antiphonaires, psautiers, rituels et cartons pour la messe.

Quand une ordonnance épiscopale change la liturgie du diocèse et substitue, par exemple, la liturgie romaine à celle que l'on suivait antérieurement, l'acquisition de nouveaux livres liturgiques est une dépense obligatoire pour la fabrique, et par conséquent pour la commune en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique (*Nouv. Journ. des conseils de fabrique*, nov. 1869).

b. Les confessionnaux, chaires à prêcher, lutrins, autels, bénitiers, armoires pour le linge et les ornements.

Mais on peut aussi considérer la plupart de ces objets comme des immeubles par destination.

c. *Les cloches.* — Les cloches sont meubles et considérées comme la propriété des fabriques, à moins qu'elles n'aient été données par les communes depuis le rétablissement du culte. (Lett. minist., 31 juillet 1854; arrêt de Rouen, 23 avril 1869.) Par conséquent, la fourniture des cloches, leur entretien et leur remplacement sont à la charge de la fabrique. (Lett. minist. du 7 décembre 1858.)

Cette même lettre décide que les préfets ne peuvent prétendre à apprécier et à régler, avec les évêques, le nombre et la dimension des cloches des églises. Cette

question est réglée souverainement par le conseil de fabrique, sous l'approbation de l'évêque.

La fabrique doit la fourniture de ces divers objets aux seuls prêtres de la paroisse et uniquement pour le service paroissial, et l'acquit des fondations. Si elle les prête, redevance lui est due.

C'est à la fabrique qu'incombe le devoir de réparer et d'entretenir, dans un bon état de conservation, les ornements, les vases sacrés, le linge, et en un mot tout le mobilier des églises.

§ II. — *Du Traitement.*

1^o Des ministres du culte.

2^o Des prédicateurs.

3^o Des serviteurs attachés à l'église.

1^o DES MINISTRES DU CULTE

Nous ne voulons point soulever ici la délicate question de savoir si les ministres du culte sont ou non des fonctionnaires salariés par l'État. Nous nous bornerons à faire remarquer que le traitement qu'ils reçoivent leur a été alloué à titre d'indemnité, et n'est considéré que comme l'équivalent des anciennes propriétés ecclésiastiques confisquées.

A. *Des curés.* — On distingue :

a. Les curés nommés et reconnus par le gouvernement.

b. Les curés desservants ou succursalistes nommés par l'évêque.

1^{re} CATÉGORIE. — Les droits utiles et pécuniaires de ces curés sont : le traitement fixe, le presbytère ou habitation, les biens de cure, le casuel et le binage.

Traitement fixe. — Le traitement fixe des curés a subi de nombreuses variations. Les curés sont encore aujourd'hui divisés en deux classes :

Le traitement des curés de la 1^{re} classe est réglé ainsi qu'il suit : les septuagénaires ont 1,600 francs ; les septuagénaires pensionnés ont 1,500 francs et en outre leur pension entière ; les non septuagénaires, pensionnés ou non, ont 1,500 francs.

Quant aux curés de la 2^e classe, les septuagénaires ont 1,200 francs. Ceux qui sont pensionnés ont en outre leur pension ; les non septuagénaires pensionnés ou non pensionnés, 1,200 ou 1,300 francs.

Presbytère ou habitation. — C'est à la commune, comme on le verra plus loin, de fournir au curé une habitation ou une indemnité pécuniaire égale au prix d'un loyer convenable.

Des biens des cures. — Les cures, formant des établissements reconnus par la loi, ont capacité de posséder et de recevoir. C'est au curé qu'appartient la jouissance de ces biens.

Du casuel. — Nous rangeons sous le nom de casuel les oblations et les droits que le curé perçoit comme rémunération des services rendus par lui.

Binage. — Dans un grand nombre de localités, les curés et surtout les desservants sont obligés de desservir une deuxième paroisse. On appelle binage ce

double service. L'indemnité pour binage est fixée à 200 fr. par l'ord. du 6 nov. 1814.

2^e CATÉGORIE. *Curés desservants*. — Les droits utiles et pécuniaires des curés desservants sont identiques aux précédents. Le chiffre seul du traitement diffère. Ce traitement est fixé ainsi qu'il suit :

a. Celui des desservants âgés de moins de 60 ans est fixé à 900 francs (décret du 29 juillet 1858).

b. Le traitement des desservants qui ont atteint l'âge de 60 ans est de 1,100 fr. pour les desservants de 60 à 71 ans ; 1,200 fr. pour les desservants de 70 à 75 ans ; 1,300 fr. pour les desservants de 75 ans et au-dessus (décret du 13 août 1864).

Les chapelains des chapelles vicariales ou annexes reçoivent un traitement de 350 fr. de l'État et une indemnité variable payée par la commune. Les vicaires qui desservent les chapelles simples ou communales ne touchent que le traitement alloué par la commune.

B. Des vicaires. — Les vicaires sont des ecclésiastiques chargés d'aider ou de remplacer les curés ou desservants dans l'exercice de leurs fonctions. Leur traitement est payé par la fabrique, et si la fabrique n'a pas de ressources suffisantes, par la commune.

Ce traitement a été fixé, par l'art. 40 du décret de 1809, à 500 fr. au plus et à 300 fr. au moins.

Règles spéciales aux vicaires reconnus. — L'État alloue en outre aux vicaires des villes de moins de 5,000 âmes, dont le vicariat est reconnu, une indemnité de 350 fr. Cette indemnité était primitivement de

300 fr. Une ordonnance du 6 janvier 1830 l'ayant augmentée de 50 fr., l'administration des cultes en a conclu que le minimum de traitement dû par la fabrique ou la commune devait être abaissé d'autant et réduit à 250 fr. Cette interprétation est assurément inexacte, mais elle avait prévalu dans la pratique (*Bulletin du minist. de l'intérieur*, 1803, n° 54).

Un décret du 30 juillet 1870 élève le traitement des vicaires à 400 fr. à partir du 1^{er} janvier 1871 ; enfin le décret du 23 mars 1872 l'a élevé à 450 fr. D'un autre côté, un arrêt du Conseil d'État du 22 mai 1874 décide que cette subvention de 450 fr. n'a pas eu pour objet de dégrever les fabriques ou les communes d'une partie de leurs charges : elle augmente au contraire d'autant le traitement minimum de 300 fr. qui leur est obligatoirement imposé.

Règles communes :

a. Les vicaires n'ont droit ni au logement, ni au casuel.

b. Le traitement et le supplément de traitement des vicaires courent du jour de leur installation, constatée par le bureau des marguilliers (ordonn. du 13 mars 1832).

c. Le traitement à la charge de la commune se paie, en général, tous les mois, par douzièmes.

d. Les traitements ecclésiastiques sont insaisissables dans leur totalité (arr. du 8 janvier 1803).

Des prêtres habitués ou administrateurs. — On ne doit pas entendre par prêtres habitués ceux qui disent ordinairement la messe dans une église. La loi ne re-

connaît comme prêtres habitués ou administrateurs, que les ecclésiastiques agréés dans une église par le curé, pour venir en aide aux vicaires légalement institués.

Les prêtres habitués ne reçoivent aucun traitement du gouvernement : ce sont les fabriques qui leur accordent une indemnité annuelle.

De l'établissement des vicaires et des prêtres habitués. — Les articles 38 et 39 du décret de 1809 prévoient chacun une hypothèse différente :

1^{re} HYPOTHÈSE. *La fabrique elle-même doit supporter les frais du vicaire* (art. 38). — Le nombre de prêtres et de vicaires habitués à chaque église est alors fixé par l'évêque ; mais les marguilliers, le conseil de fabrique et le conseil municipal émettent leur avis.

Mgr Affre pense que l'avis du conseil municipal n'est pas nécessaire ; mais cette opinion nous paraît erronée en face des termes clairs et précis de l'art. 38. L'éminent archevêque dit avec plus de raison, que la délibération et l'avis du conseil municipal ne doivent pas être requis, quand il y a un vicariat reconnu par le gouvernement. Cette érection constate, en effet, suffisamment la nécessité d'un vicaire.

2^e HYPOTHÈSE. *La fabrique seule est impuissante à payer le traitement du vicaire.* — L'art. 39 dispose à ce sujet : « Si dans le cas de la nécessité d'un vicaire » reconnue par l'évêque, la fabrique n'est pas en état » de payer le traitement, la décision épiscopale devra » être adressée au préfet, et il sera procédé ainsi qu'il

» est expliqué à l'art. 49, concernant les autres dépenses de la célébration du culte, pour lesquelles les communes suppléent à l'insuffisance des revenus des fabriques. »

Si l'évêque et le préfet sont d'accord, le préfet peut inscrire d'office la dépense au budget de la commune. S'il y a dissentiment, il faut en référer au ministre des cultes, et la question est résolue par décret rendu en Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux sous la présidence de M. Andral, a rendu dans ses séances des 2 et 9 novembre 1877 la décision suivante, au sujet du traitement des vicaires et de leur inscription d'office au budget municipal, par arrêté préfectoral. Il résulte de cet arrêt que lorsqu'un évêque a institué un vicaire, en se conformant aux prescriptions de l'article 38 du décret du 30 décembre 1809 ; que le conseil municipal a refusé de voter la subvention demandée par le conseil de fabrique pour l'entretien du dit vicaire, et que l'évêque, sans faire droit aux observations du conseil municipal, a demandé au préfet de procéder à l'inscription d'office de la somme nécessaire pour pourvoir à la dépense du traitement du vicaire ; le préfet qui, sans transmettre au conseil municipal la décision de l'évêque, met le conseil en demeure de voter la subvention demandée, et, sur le refus du conseil, inscrit d'office au budget de la commune la subvention demandée, ne commet pas un excès de pouvoirs.

Diminution et suppression des subventions accordées par l'État et par les communes. — 1° Un vicariat sub-

ventionné par l'État ne peut être dépossédé de la subvention que par une décision nouvelle, fondée sur des motifs graves et provoquée par l'évêque et le préfet.

2° Le traitement d'un vicariat qui a été fixé tout d'abord au maximum de 500 fr., suivant les formes prescrites par l'art. 40 du décret de 1809, ne peut être modifié qu'en observant les mêmes formes (art. 96 et 97). Si donc le conseil municipal n'inscrit au budget que le minimum de 300 fr., le préfet y portera d'office le complément (arr. Cons. d'État, 17 avril 1874).

Il en serait différemment si le maximum de 500 francs avait été dépassé. L'excédant devrait alors être considéré comme une dépense facultative.

2° DES PRÉDICATEURS

A. *Par qui sont-ils nommés?* — « Les prédicateurs » sont nommés par les marguilliers à la pluralité des » suffrages, sur la présentation faite par le curé ou » desservant et à la charge par lesdits prédicateurs » d'obtenir l'autorisation de l'ordinaire. » (Art. 32 du décret du 30 décembre 1809.)

Mais remarquons que cette intervention des marguilliers n'a pour objet que les honoraires accordés au prédicateur : le curé seul est juge de la capacité morale et religieuse.

Une fondation pourrait-elle valablement attribuer au curé le choix du prédicateur de l'office fondé? — Non, d'après la jurisprudence administrative. (Avis du Cons. d'État du 22 décembre 1852; — décis. minist. du 3 avril 1861.)

Mais de sages esprits se prononcent pour l'affirmative.

B. *Par qui les honoraires sont-ils votés?* — En principe par le bureau des marguilliers. Mais si les honoraires s'élèvent au delà de 100 francs dans les paroisses qui ont plus de 1,000 âmes, ou de 50 francs dans celles qui renferment une population inférieure, ils doivent être votés par le conseil lui-même. (Art. 12 du décret de 1809.)

En cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, la commune peut être contrainte d'y suppléer. (Art. 92 du même décret.)

3^e DES SERVITEURS ATTACHÉS A L'ÉGLISE

Les serviteurs attachés à l'église sont : les sacristains, suisses, bedeaux ou huissiers, enfants de chœur et sonneurs. L'organiste, les maîtres de chapelle et les musiciens doivent également être compris sous cette dénomination.

Par qui sont-ils nommés et révoqués? — Par les marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant. Mais l'art. 7 de l'ordonnance du 12 janvier 1825 accorde aux curés, dans les communes rurales, ce droit de nomination et de révocation.

Des traitements et gages. — Leur traitement est voté par le conseil de fabrique s'il s'élève à plus de 50 francs dans les paroisses de moins de 1,000 habitants; à plus de 100 francs dans les paroisses de 1,000 âmes et

au-dessus. Dans le cas contraire, il est voté par le bureau des marguilliers.

Le conseil de fabrique prononce également, quel que soit le chiffre du traitement, dans le cas où l'établissement est permanent et que la réunion des années de traitement doit atteindre 50 ou 100 francs.

§ III. — *De la décoration et de l'embellissement intérieur des églises.*

Le décret de 1809 ne dit pas quelles sont les dépenses relatives à la décoration et à l'embellissement intérieur des églises. Mais il faut, en général, comme le fait remarquer Mgr Affre, que les marguilliers prennent en considération :

- 1° L'usage des lieux ;
- 2° Les facultés de la fabrique ou des habitants ;
- 3° La nécessité de ces sortes de travaux.

§ IV. — *Des réparations de l'église, du presbytère, du cimetière.*

Une question préliminaire se pose naturellement ici à notre examen : la question de propriété des églises, des presbytères et des cimetières.

1° DE LA PROPRIÉTÉ DES ÉGLISES. — Toutes les fois que la propriété de l'église est réglée par le titre ou par l'origine de la construction, il n'y a pas de difficulté : le titre ou l'origine détermine la véritable propriété.

La solution n'est pas aussi facile à indiquer en ce qui concerne les églises anciennes rendues au culte par le concordat. Les uns en attribuent la propriété aux fabriques, les autres aux communes. La Cour de cassation, dans un arrêt célèbre de 1840, décide que « la » propriété absolue des églises n'est exclusivement » attribuée ni aux communes, ni aux fabriques, et que » les édifices consacrés au culte sont plus spécialement » confiés à la surveillance des fabriques, qui ont la » faculté et le devoir de les défendre contre tout enva- » hissement. » Dans ce système, l'église serait une nature de propriété particulière, assujettie à des règles spéciales, déposée cumulativement entre les mains des communes et des fabriques, dans l'intérêt exclusif et perpétuel du culte.

Importante en théorie, cette question ne présente dans la pratique qu'un intérêt médiocre.

2° DE LA PROPRIÉTÉ DES PRESBYTÈRES. — *a.* La fabrique a la propriété du presbytère :

1° Si elle l'a bâti ou acquis ;

2° S'il lui a été donné.

b. La commune en a la propriété :

1° Si elle l'a fait bâtir depuis la loi du 18 germinal an X.

2° S'il lui a été donné ou si elle en a fait l'acquisition depuis la même époque.

c. Il y a controverse pour la propriété des presbytères rendus au culte par l'article 72 de la loi du 18 germinal an X :

1° Mgr Affre l'attribue aux curés ;

2° De nombreux auteurs l'attribuent aux fabriques ;

3° Mais la jurisprudence du Conseil d'État l'attribue aux communes.

3° DE LA PROPRIÉTÉ DES CIMETIÈRES. — La propriété des cimetières appartient, en général, aux communes.

La jurisprudence administrative est même si énergique à cet égard, que le gouvernement refuse d'autoriser les donations et legs de cimetières faits en faveur des fabriques. Il peut cependant se faire qu'une autorisation ancienne ait été accordée aux fabriques, ou qu'elles aient consacré à l'usage de cimetières des terrains qui leur appartenaient. Elles en seraient alors propriétaires.

Abordons maintenant *la question des réparations*.

L'art. 37 impose aux fabriques : « De veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières ; en » cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, de » faire toutes les diligences nécessaires pour qu'il soit » pourvu aux réparations et reconstructions par la » commune. »

En droit, on distingue trois espèces de réparations :

a. Les grosses réparations.

b. Les réparations d'entretien.

c. Les réparations locatives ou de menu entretien.

Des grosses réparations. — L'art. 606 du Code civil indique ce qu'il faut entendre par cette expression.

« Les grosses réparations sont :

» 1° Celles des gros murs et des voûtes.

» 2° Le rétablissement des poutres et des couvertures.

» 3° Celui des digues et des murs de soutènement
» et de clôture aussi en entier. »

Des réparations d'entretien. — L'art. 606, après avoir ainsi énuméré les grosses réparations, ajoute : « Toutes les autres réparations sont d'entretien. » Ce seront, par conséquent : les restaurations partielles des couvertures, des digues, des murs de soutènement et de clôture.

Des réparations locatives. — Ces réparations ne sont qu'une subdivision des réparations d'entretien ; aussi les appelle-t-on indifféremment : locatives ou de menu entretien. L'art. 1754, qui les énumère, est ainsi conçu : « Les réparations locatives ou de menu » entretien sont celles désignées comme telles par » l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à » faire :

» 1° Aux âtres, contre-cœurs, chambranles et ta-
» blettes des cheminées.

» 2° Au récrépiment du bas des murailles des ap-
» partements et autres lieux d'habitation, à la hauteur
» d'un mètre.

» 3° Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il
» y en a seulement quelques-uns de cassés.

» 4° Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées
» par la grêle ou autres accidents extraordinaires et
» de force majeure dont le locataire ne peut être
» tenu.

» 5° Aux portes, croisées, planches de cloison ou de
» fermeture de boutiques, gonds, targettes et ser-
» rures. »

Dans l'ancien droit, de nombreuses difficultés s'étaient élevées à l'occasion des réparations : tantôt elles étaient à la charge des décimateurs, tantôt à celle de la fabrique, tantôt aux frais des habitants, selon la nature des réparations ou la partie des édifices qui en avaient besoin. Le droit nouveau, tout en élucidant de nombreux points obscurs, présente encore quelques contradictions et donne lieu à des controverses importantes.

1^o DES RÉPARATIONS AUX ÉGLISES.

Sont-elles toutes indistinctement à la charge des fabriques ?

1^o Quant aux réparations locatives et d'entretien, nulle difficulté : la fabrique seule en est tenue.

2^o Quant aux grosses réparations, la question a été résolue en sens contraire.

A. — Les uns pensent qu'il faut appliquer aux fabriques et aux communes les dispositions des art. 605 et 606 du Code civil. Suivant eux, la fabrique est une usufruitière et, comme telle, ne doit que les réparations locatives et d'entretien ; la commune est assimilée au propriétaire et, à ce titre, doit les grosses réparations.

Ils s'appuient en outre sur l'art. 92 du décret de 1809 qui impose aux communes l'obligation « de fournir aux grosses réparations des édifices du culte. » Le texte ne dit pas, comme pour les autres dépenses, que la commune supplée à l'insuffisance de la fabrique ; il emploie une toute autre expression : *la commune*

fournit. Donc, c'est aux communes de faire directement les grosses réparations.

B. — Les partisans du système contraire répondent :

1° Il faut laisser de côté les dispositions du Code civil en ce qui concerne les obligations respectives du propriétaire et de l'usufruitier. Le droit des fabriques sur les édifices consacrés au culte n'est pas un véritable usufruit ; c'est un droit d'une nature toute particulière.

2° L'art. 37 du décret de 1809 est formel : Les fabriques sont chargées de toutes les réparations et reconstructions. C'est en cas d'insuffisance seulement qu'il leur est permis de recourir aux communes. Or, qui dit *reconstruction* dit évidemment *grosse réparation*.

3° Les art. 41 et suivants disposent :

a. Que les marguilliers, et spécialement le trésorier, sont tenus de veiller à ce que toutes les réparations soient bien et promptement faites.

b. Que si la dépense ordinaire ne laisse pas assez de fonds disponibles pour les réparations, le bureau en fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune, dans la forme accoutumée.

4° L'art. 46 de son côté, après avoir mis à la charge des fabriques les frais ordinaires de célébration du culte, dit : « La portion de revenus qui restera après » cette dépense acquittée, servira au traitement des » vicaires légitimement établis, et l'excédant, s'il y en » a, sera affecté aux grosses réparations des édifices » consacrés au culte. »

En présence de ces textes si clairs et si positifs, l'hésitation n'est plus permise : la commune ne doit les grosses réparations que dans le cas où les ressources de la fabrique sont insuffisantes. Diverses décisions ministérielles et divers avis du Conseil d'État (8 juin 1807, 30 janvier et 20 septembre 1833, 14 juillet 1835) se sont prononcés dans ce sens.

Il a été également jugé (Nancy, 31 mai 1827) que les fabriques sont dans l'obligation de subvenir aux grosses réparations.

Voici quelle serait notre solution en cette matière :

Les communes se disant propriétaires des églises seraient tenues directement des grosses réparations, comme le veut d'ailleurs l'art. 92 du décret. Mais subsidiairement, et comme dédommagement, elles auraient le droit d'exiger que les fabriques y subviennent avec l'excédant libre sur leurs revenus. En retour, en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique, les communes paieraient les réparations, que l'église appartint à la fabrique ou à la commune.

Formalités à observer pour les réparations. — (Art. 41, 42, 43.)

« 1^o Les marguilliers, et spécialement le trésorier,
» sont tenus de veiller à ce que toutes les réparations
» soient bien et promptement faites. Ils auront soin
» de visiter les bâtiments avec des gens de l'art,
» au commencement du printemps et de l'automne.
» Ils pourvoiront sur-le-champ, et par économie, aux
» réparations locatives ou autres qui n'excéderont pas
» la proportion indiquée en l'article 12, et sans préju-

» dice toutefois des dépenses réglées pour le culte. »

Nous avons vu (art. 12) que toutes les dépenses extraordinaires excédant 50 francs dans les paroisses au-dessous de 1,000 âmes et 100 francs dans les paroisses d'une plus grande population, doivent être soumises au conseil. Mais jusqu'à ces chiffres, le bureau peut ordonner la dépense.

Les deux visites des bâtiments qui doivent avoir lieu au printemps et à l'automne sont des dépenses obligatoires (lettre ministérielle du 4 janvier 1840).

Quid si le curé faisait de son autorité privée des réparations dans l'église ? — Le tribunal d'Agen (11 juillet 1865) a décidé que le curé ne pourrait, en ce cas, assigner la fabrique devant les tribunaux pour se faire payer. Cette décision ne nous paraît pas juridique : le curé est tout au moins un gérant d'affaires en cette circonstance, et par suite a droit au remboursement de ses dépenses utiles.

« 2^o Lorsque les réparations excèdent la somme ci-dessus indiquée, le bureau est tenu d'en faire rapport au conseil qui pourra ordonner toutes les réparations ne s'élevant pas à plus de 100 francs dans les communes au-dessous de 1,000 âmes, et de 200 francs dans celles d'une plus grande population. Néanmoins ledit conseil ne peut, même sur le revenu libre de la fabrique, ordonner les réparations qui excèderaient la quotité ci-dessus énoncée, qu'en chargeant le bureau de faire dresser un devis estimatif, et de procéder à l'adjudication au rabais ou par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine. » (Art. 44.)

3° Lorsque le montant des travaux doit dépasser 100 francs ou 200 francs, comme dans le cas précédent, le préfet peut autoriser la dépense jusqu'à concurrence de 30,000 francs, à la condition que la somme soit prise sur les revenus libres de la fabrique.

« 4° Si la dépense ordinaire arrêtée par le budget » ne laisse pas de fonds disponibles ou n'en laisse pas » de suffisants pour les réparations, le bureau en fera » son rapport au conseil, et celui-ci prendra une déli- » bération tendant à ce qu'il y soit pourvu dans les » formes prescrites au chapitre iv du présent règle- » ment, c'est-à-dire en recourant à la commune. Cette » délibération est envoyée par le président au préfet » qui, conformément à l'article 93, la communique à » l'évêque diocésain. » (Art. 43.)

Les travaux d'entretien, d'appropriation et d'embellissement sont toujours dirigés par la fabrique seule, avec l'autorisation de l'évêque, que cette fabrique soit ou non propriétaire de l'édifice. La commune n'est consultée que s'il s'agit de modifier la disposition d'une église dont elle est propriétaire. (Décision ministérielle de février 1856.)

2° ENTRETIEN ET RÉPARATION DES PRESBYTÈRES

1° *Réparations d'entretien.* — L'art. 37 dit positivement que les fabriques y sont tenues. Par conséquent, nulle difficulté sur ce point.

2° *Réparations locatives.* — L'article 44 du décret de 1809 et l'article 21 du décret de 1813 assujettissent le curé ou desservant aux simples réparations locatives

et à celles des dégradations qui seraient survenues par sa faute.

A cet effet, l'article 44 est ainsi conçu : « Lors de » la prise de possession de chaque curé ou desservant, il sera dressé, aux frais de la commune et à la » diligence du maire, un état de situation du presbytère et de ses dépendances. Le curé ou desservant » ne sera tenu que des simples réparations locatives » et des dégradations survenues par sa faute.

» Le curé ou desservant sortant, ou ses héritiers ou » ayants-cause, sont tenus desdites réparations locatives et dégradations. »

Comme on le voit, les curés sont assimilés aux locataires.

De l'état de situation dressé lors de la prise de possession par le curé. — Cet état doit être contradictoire avec le pasteur sortant ou ses héritiers en cas de décès.

Des poursuites contre les héritiers du curé qui doit des réparations. — C'est au trésorier de la fabrique qu'incombe l'obligation d'exercer ces poursuites. Il semblerait cependant naturel que le maire les exerçât comme représentant la commune à laquelle appartient le presbytère. Mais l'article 22 du décret du 6 novembre 1813 en charge expressément le trésorier. Aussi pensons-nous que ce n'est pas au maire, comme le dit l'article 44, mais au trésorier qu'il appartient de faire dresser l'état de situation prescrit par ce même article 44.

Quid si le trésorier néglige d'exercer ces poursuites ?
— Nous avons déjà dit que dans ce cas, le nouveau

titulaire de la paroisse devrait agir lui-même contre les héritiers, ou faire une sommation au trésorier de remplir ses obligations. Cette sommation est ensuite dénoncée au procureur ; le procureur contraint le trésorier d'agir ou fait lui-même les poursuites, aux risques et périls du trésorier, subsidiairement aux risques des paroissiens.

Par quel laps de temps se prescrit l'obligation à ces réparations ? — L'article 2277 du Code civil ne s'explique point sur les réparations ; mais il énonce que « les loyers des maisons et le prix des fermes se prescrivent par cinq ans... » Il est donc naturel d'en conclure que les réparations se prescrivent également par cinq années.

3° Des grosses réparations et reconstructions. — L'article 21 du décret de 1813 porte : « Le curé est » tenu des réparations locatives ; les autres sont à la » charge de la commune. »

Mgr Affre en conclut que les fabriques ne sont jamais tenues des grosses réparations en ce qui concerne les presbytères. C'est aussi notre opinion. M. Vuillefroy se fonde : d'une part sur la combinaison des art. 37, 42, 43, 46, 92 et 97 du décret de 1809 ; d'autre part sur l'esprit de la législation qui n'impose les communes qu'en cas d'insuffisance des fabriques, donne à cet égard la même solution que pour les églises.

3° RÉPARATIONS AUX CIMETIÈRES

L'entretien des cimetières incombe aux fabriques (art. 37 du décret de 1809). L'art. 23 du décret de

prairial an XII dit, de son côté, que l'affermage des pompes funèbres doit être consacré par la fabrique à l'entretien des églises et des lieux d'inhumation.

Mais, postérieurement à ces décrets, a paru la loi du 18 juillet 1837. Or, l'art. 30 de cette loi comprend l'entretien des cimetières dans les dépenses municipales. On s'est demandé si cette disposition nouvelle abroge les dispositions antérieures. Nous ne le pensons pas, car, en mettant les dépenses d'entretien des cimetières à la charge des communes, la loi de 1837 ajoute « dans les cas déterminés par les lois ». Or, ces cas ne sont autres que l'insuffisance des revenus de la fabrique.

Indépendamment des charges mentionnées dans l'art. 37, les fabriques sont encore tenues de veiller à ce qu'elles soient acquittées.

TITRE III

DE LA RÉGIE DES BIENS DE FABRIQUE

I

DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Tout bon administrateur veille à la conservation de ses deniers et tient à se rendre compte de l'état de ses affaires. Il a une caisse ou un coffre-fort où il dépose ses épargnes, des registres sur lesquels il constate la gestion et l'emploi de ses revenus ; enfin, par des relevés ou inventaires périodiques, il dresse l'état de ses recettes et de ses dépenses.

Ces précautions, si utiles à un particulier, sont nécessaires aux commerçants et aux personnes de main-morte. La loi a donc été sage en prescrivant aux membres des conseils de fabrique des mesures d'ordre et de bonne gestion.

§ 1^{er}. — *De la caisse, des titres et registres.*

I. *De la caisse.* — « Chaque fabrique, dit l'art. 50 » du décret de 1809, aura une caisse ou armoire » fermant à trois clefs : dont une restera dans les

» mains du trésorier, l'autre dans celles du curé ou
» desservant, et la troisième dans celles du président
» du bureau. »

Cette nécessité d'un coffre-fort peut blesser la délicatesse de plusieurs marguilliers ; mais, sous aucun prétexte, on ne doit s'abstenir d'une précaution aussi sage, précaution que commande d'ailleurs une disposition formelle de la loi. C'est aux préfets et aux évêques qu'il appartient d'en assurer la stricte observance.

La règle des trois clefs est empruntée à la législation monastique. La loi n'indique pas le lieu où la caisse doit être déposée : elle peut donc l'être en tout endroit désigné par le bureau. Il est de bonne administration qu'elle soit confiée au trésorier.

Sa destination. — La caisse est destinée à recevoir :

1^o Les deniers de la fabrique, toujours ;

2^o Les titres et les registres, presque toujours.

1^o *Dépôt des deniers.* — Tous les deniers appartenant à la fabrique, ainsi que les clefs des tronc, doivent être déposés dans la caisse ou armoire, et nulle somme ne peut en être extraite sans autorisation du bureau et sans un récépissé qui y reste déposé.

Si le trésorier n'a pas dans les mains la somme fixée à chaque trimestre par le bureau pour la dépense courante, ce qui manquerait doit être extrait de la caisse. En sens contraire, il devrait y verser l'excédant.

Des billets. — On doit assimiler aux deniers et, par conséquent, déposer également dans la caisse ou ar-

moire, les billets représentant du numéraire, tels que billets de banque, bons au porteur, etc. Ils constituent, en effet, une véritable monnaie.

2° *Dépôt des titres et registres.* — L'art. 54 est ainsi conçu : « Seront déposés dans une caisse ou armoire » les papiers, titres et documents concernant les » revenus et affaires de la fabrique, et notamment les » comptes avec les pièces justificatives, les registres » des délibérations autres que le registre courant, le » sommier des titres et les inventaires ou récolements. »

La loi ne dit pas que cette caisse ou armoire doive être à trois clefs, comme la caisse des deniers. Ce sont donc deux caisses ou armoires distinctes. Néanmoins dans les campagnes, la même caisse sert pour les deniers et les titres. Il n'y a d'ailleurs à cela aucun inconvénient.

II. *Des titres et registres.* — Comme l'indique l'art. 54, les écritures des fabriques sont de plusieurs sortes. On distingue :

- 1° Le registre des délibérations du conseil.
- 2° Le registre des délibérations du bureau.
- 3° Le registre sommier.
- 4° Les inventaires ou récolements.
- 5° Les registres du trésorier.

1° et 2°. — DES REGISTRES CONTENANT LES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL ET DU BUREAU

Le décret de 1809 n'a point réglé la manière dont ils doivent être tenus. Il faut donc s'en rapporter aux

anciens règlements. En conséquence, nous pensons que les délibérations doivent être inscrites sans aucuns blancs et porter en tête la date en toutes lettres, ainsi que les prénoms et noms de tous les membres présents à la séance. Elles sont signées de suite sur le registre. S'il y a des marguilliers qui ne savent signer, il suffit d'une attestation donnée par les autres membres.

Le registre des délibérations du conseil est tenu par le secrétaire nommé conformément à l'art. 9 ; celui des délibérations du bureau également par son secrétaire.

3^o REGISTRE SOMMIER

Le registre sommier est un livre contenant la transcription de tous les titres. L'art. 56 du décret de 1809 l'a prévu et déterminé dans ces termes :

« Le secrétaire du bureau transcrira, par suite de » numéros et par ordre de dates, sur un registre » sommier :

» 1^o Les actes de fondations, et généralement tous » les titres de propriété.

» 2^o Les baux à ferme ou à loyer.

» La transcription est entre deux marges : l'une est » destinée à contenir les revenus, l'autre les charges.

» Chaque pièce, c'est-à-dire chaque copie transcrite, » est signée et certifiée conforme à l'original par le » curé ou desservant, et par le président du bureau. »

Le registre est exempt du timbre.

De la foi qui est due aux registres sommiers, dans le cas où ils sont produits en justice. — Ils ne peuvent servir qu'à titre de renseignements utiles.

4^o DES INVENTAIRES OU RÉCOLEMENTS

Inventaires. — Au moment de l'institution d'une fabrique, il est fait deux inventaires :

1^o L'un, des ornements, linges, vases sacrés, ustensiles, et en général de tout le mobilier de l'église. Le double est remis au curé.

2^o L'autre, des titres, papiers et renseignements avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle les biens ont été donnés à la fabrique.

Ces inventaires sont faits sans frais, c'est-à-dire sur papier libre et sans le secours des officiers ministériels.

Récolements. — Il est fait, en outre, tous les ans, un récolement desdits inventaires, afin d'y porter les additions, réformes ou autres changements ; ces inventaires et récolements sont signés par le curé ou desservant et par le président du bureau (art. 55).

Ces récolements sont inscrits à la suite de l'inventaire, mais sans altérer ce dernier.

Afin de faciliter les recherches sur les inventaires et les récolements, il est bon de numéroter tous les articles et de les classer sous des divisions générales.

5^o DES REGISTRES DU TRÉSORIER

Renvoi *infra*, à COMPTES DU TRÉSORIER.

ART. 57. — Nous avons vu, en parlant de la caisse, que nulle somme ne peut être retirée sans une autorisation du bureau et sans un récépissé qui y reste dé-

posé. De même, nul titre ni pièce ne peut être extrait de la caisse sans un récépissé. Ce récépissé doit faire mention de la pièce retirée, de la délibération du bureau, par laquelle cette extraction aura été autorisée, de la qualité de celui qui s'en chargera et signera le récépissé, enfin de la raison pour laquelle le retrait aura eu lieu.

Si c'est pour un procès, le tribunal et le nom de l'avoué seront désignés. En outre, ce récépissé ainsi que la décharge au temps de la remise seront inscrits sur le sommier du registre des titres.

§ II. — *Budgets.*

Définition. — Le budget de la fabrique est un état par aperçu, un tableau dressé à l'avance et présentant la situation active et passive d'une fabrique pour l'année qui doit suivre. Ainsi un budget approuvé par le conseil de fabrique, le dimanche de Quasimodo 1877, n'aura cours qu'au 1^{er} janvier 1878 et finira le 31 décembre de la même année.

Forme. — Une circulaire ministérielle du 15 mars 1839 recommande aux évêques de veiller à ce que l'établissement des budgets annuels des fabriques se fasse d'une manière régulière ; il n'est donc pas permis de s'écarter du modèle transmis par le ministre des cultes le 22 avril 1811.

Le budget de la fabrique se divise en trois parties :

1^o Celle de la situation.

2^o Celle des recettes.

3^o Celle des dépenses.

1^o *Situation de la fabrique au 1^{er} janvier suivant.* — Cette situation fait connaître le montant présumé de l'excédant des recettes sur les dépenses au 1^{er} janvier suivant, ou, dans le cas contraire, le montant présumé du déficit.

2^o *Recettes.* — Les recettes se divisent elles-mêmes en recettes ordinaires et recettes extraordinaires.

a. *Recettes ordinaires.* — Les recettes ordinaires sont celles qui proviennent des revenus annuels, c'est-à-dire des revenus énumérés dans l'article 36 du décret de 1809 et dont nous avons traité précédemment.

b. *Recettes extraordinaires.* — Ce sont celles qui résultent de circonstances fortuites et qui sont susceptibles de variations, par exemple, un don manuel, les quêtes, les suppléments fournis par la commune.

3^o *Dépenses.* — Les dépenses sont également ordinaires et extraordinaires.

a. *Dépenses ordinaires.* — Quant aux dépenses ordinaires, l'art. 45 du décret de 1809 dispose que « chaque année il sera présenté au bureau, par le » curé ou desservant, un état par aperçu des dépenses » nécessaires à l'exercice du culte, soit pour les objets » de consommation, soit pour réparations et entretien » d'ornements, meubles et ustensiles d'église. Cet » état, après avoir été, article par article, approuvé » par le bureau, sera porté en bloc, sous la désignation de *dépenses intérieures*, dans le projet du » budget général ; le détail de ces dépenses sera » annexé audit projet. »

Les articles de dépense doivent être classés dans l'ordre suivant :

- 1° Les frais ordinaires de la célébration du culte.
- 2° Les frais de réparation des ornements, meubles et ustensiles d'église.
- 3° Les gages des officiers et serviteurs de l'église.
- 4° Les frais de réparations locatives.

La portion de revenus restant après ces diverses dépenses acquittées est employée au traitement des vicaires légitimement établis ; l'excédant, s'il y en a, est alors affecté aux grosses réparations des édifices du culte.

b. *Dépenses extraordinaires.* — Ce sont celles qui ne se reproduisent pas annuellement dans le cadre du budget. Telles sont les dépenses de décorations et d'embellissements, la reconstruction des bancs, etc.

Les recettes et les dépenses fixes doivent être évaluées exactement ; celles qui sont casuelles et variables doivent l'être par aperçu.

Rédaction, vote et approbation du budget. — Le budget est rédigé par le trésorier, discuté par le bureau dans la séance du mois de mars, examiné ensuite et voté par le conseil dans sa séance du dimanche de Quasimodo.

Le vote se fait à la majorité des voix ; mais les membres de la minorité ont le droit d'exiger qu'il soit fait mention de leurs motifs d'opposition. L'évêque prononce.

Toutes ces formalités remplies, le budget est en-

voyé à l'évêque diocésain, dont l'approbation est indispensable.

Des décisions ministérielles des 23 juin 1840 et 15 octobre 1837 reconnaissent à l'évêque le droit d'inscrire lui-même, sur le budget, les dépenses urgentes que la fabrique aurait refusé de voter. Il pourrait de même réduire ou retrancher les dépenses exagérées ou inutiles votées par elle. La décision de l'évêque doit toujours, sauf appel, recevoir son exécution.

Si la dépense résultait d'un marché invoqué par la fabrique, ce ne serait point alors à l'évêque, mais aux tribunaux qu'il appartiendrait de statuer.

Exécution du budget. — Le budget est exécutoire dès qu'il a été approuvé par l'évêque. La fabrique n'y pourrait, en effet, apporter quelques modifications que par une délibération contraire; et cette délibération devrait également être approuvée par l'évêque.

Si donc les revenus de la fabrique couvrent les dépenses portées au budget, toutes les formalités sont remplies.

Avis du conseil municipal. — Mais si les revenus sont insuffisants pour acquitter, soit les frais indispensables du culte, soit les dépenses nécessaires pour le maintien de sa dignité, soit les gages des officiers et des serviteurs de l'église, soit les réparations des bâtiments, ou pour fournir à la subsistance de ceux des ministres que l'État ne salarie pas, le budget contient l'aperçu des fonds qui doivent être demandés à la commune. En pareil cas, le budget est communiqué au conseil municipal qui donne son avis.

Les fabriques, avant de s'adresser à la commune, doivent épuiser toutes les ressources auxquelles la loi les autorise à recourir préalablement. Si la commune elle-même ne peut fournir de subventions, on s'adresse aux habitants au moyen de l'impôt, et en fin de compte, au gouvernement. (Voir *Supplément des Communes*.)

§ III. — *Des comptes du trésorier.*

Nous avons déjà dit que le trésorier, indépendamment des comptes trimestriels auxquels il est assujéti, est tenu de présenter annuellement au bureau des marguilliers un compte général.

La tenue de cette comptabilité a été déterminée par le décret de 1809 dans un paragraphe spécial ; elle est en outre complétée par divers articles du même décret, entre autres l'art. 74.

1^o *Des registres du trésorier.* — Aux termes de l'art. 74 du décret de 1809, le trésorier doit avoir un registre coté et paraphé sur lequel il porte le montant de chaque perception au fur et à mesure des rentrées, avec indication de la date du jour et du mois.

Ce registre est sur papier non timbré. Il peut être à la fois registre des recettes et des dépenses. Dans ce cas, il est convenable que le trésorier divise les recettes en autant de chapitres que l'art. 82 du décret de 1809 en prescrit pour les comptes.

2^o *De la forme du compte annuel.* — Le compte annuel est rédigé à peu près dans les mêmes formes que

le budget. Il se divise en deux chapitres : l'un de recettes, l'autre de dépenses.

A. *Chapitre des recettes.* — Le chapitre des recettes est subdivisé à son tour en trois sections.

La 1^{re} pour la recette ordinaire.

La 2^e pour la recette extraordinaire.

La 3^e pour la partie des recouvrements ordinaires ou extraordinaires qui n'auraient pas encore été faits.

Le reliquat d'un compte formera toujours le premier article du compte suivant.

B. *Chapitre de dépenses.* — Le chapitre de dépenses se subdivise également en dépenses ordinaires, dépenses extraordinaires et dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires non encore acquittées.

Nous savons déjà que :

1^o Par recettes ordinaires, il faut entendre toutes celles qui proviennent des revenus certains et fixes de la fabrique.

2^o Par recettes extraordinaires, celles qui ne sont que casuelles.

3^o Par dépenses ordinaires, celles dont le montant est fixe et l'objet déterminé, comme les rentes dues par la fabrique, l'acquit des fondations.

4^o Par dépenses extraordinaires, celles qui ne sont que casuelles et dont, par suite, le montant est indéterminé.

Art. 83. « A chacun des articles de recettes, » soit de loyers ou autres revenus, il doit être » fait mention des débiteurs, fermiers ou locataires, des noms et situation de la maison et héri-

» lages, de la qualité de la rente foncière ou constituée,
» de la date du dernier titre nouvel ou du dernier
» bail, et des notaires qui les ont reçus ensemble, de
» la fondation à laquelle la rente est affectée, si elle est
» connue »

Lorsque, soit par le décès du débiteur, soit par le partage de la maison ou de l'héritage qui est grevé d'une rente, cette rente se trouve due par plusieurs débiteurs, il n'est néanmoins porté qu'un seul article de recettes, dans lequel il est fait mention de tous les débiteurs, sauf l'exercice de l'action solidaire, s'il y a lieu (art. 84).

3^e *De la reddition du compte.* — Le trésorier est tenu de présenter son compte annuel au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche du mois de mars.

Le compte, avec les pièces justificatives, est communiqué au bureau, sur le récépissé de l'un de ses membres.

Les marguilliers font au conseil, dans la séance du dimanche de Quasimodo, le rapport du compte, et ce dernier est terminé, clos et arrêté dans cette séance qui peut cependant, s'il en est besoin, être prorogée pour cet effet au dimanche suivant. Le trésorier assiste à la séance où son compte est discuté; mais il doit se retirer au moment où le conseil délibère, et surtout il ne doit pas prendre part au vote émis sur le compte : il ne peut être juge et partie.

Le compte approuvé ne peut plus être révisé, mais la fabrique ou le trésorier peuvent, pendant trente ans,

faire rectifier les omissions, erreurs ou doubles emplois dont ils apportent la preuve.

Des commissaires et droits des évêques (art. 87). —
« L'évêque peut nommer un commissaire pour as-
» siser en son nom au compte annuel; mais si ce
» commissaire est un autre qu'un grand vicaire, il ne
» peut rien ordonner sur le compte, mais seulement
» dresser procès-verbal sur l'état de la fabrique et sur
» les fournitures et réparations à faire à l'église. Dans
» tous les cas, les archevêques et évêques en cours de
» visites, ou leurs vicaires généraux, peuvent se faire
» représenter tous comptes, registres et inventaires,
» et vérifier l'état de la caisse. »

L'évêque peut même, hors le cas de visite, se faire envoyer une expédition des comptes. Un curé de canton délégué par l'évêque pour assister à la reddition des comptes, n'est pas dans l'exercice du culte. S'il commet un délit, par exemple outrage le maire, il n'est pas dans le cas prévu par l'art. 6 de la loi du 8 avril 1802 (Articles organiques), et ne peut être poursuivi sans l'autorisation du Conseil d'État (Cassation, 8 mai 1869).

4^o Débats relatifs au compte. — « S'il arrive quel-
» ques débats sur un ou plusieurs articles du compte,
» dit l'art. 86 du décret de 1809, le compte n'en sera
» pas moins clos, sous la réserve des articles con-
» testés. »

Jusqu'en 1862, les débats qui s'élevaient sur les comptes du trésorier étaient jugés par les conseils de préfecture, en vertu de la loi des 23 octobre-5 no-

vembre 1790 (art. 14) et de l'arrêté du 7 thermidor, an XI (art. 5). (Arrêts du Cons. d'État des 13 mai 1829, 18 juin 1848).

Il a été jugé que les lois précitées sont abrogées par le décret du 30 décembre 1809, et que les contestations sur les comptes des trésoriers des fabriques sont tranchées par le conseil de fabrique, sous l'approbation de l'évêque. (Arrêt du Cons. d'État du 22 juillet 1862.)

Les tribunaux civils restent seuls compétents pour forcer les trésoriers à rendre leurs comptes, à faire régler les articles débattus et à payer le reliquat.

Si le compte n'a soulevé aucun débat et s'il n'y a pas lieu de recourir aux subventions communales, il n'a besoin d'aucune approbation, à moins que l'évêque, ainsi qu'il en a toujours le droit, ne veuille le voir et le soumettre à son approbation.

5° *Reliquat*. (Art. 88.) — Lorsque le compte est arrêté, le reliquat est remis au trésorier en exercice qui est tenu de s'en charger en recettes. Il lui est en même temps remis un état de ce que la fabrique a à recevoir par baux à ferme, une copie du tarif des droits casuels, un tableau par approximation des dépenses, celui des reprises à faire, celui des charges et fournitures à acquitter. Il doit être, dans la même séance, dressé, sur le registre des délibérations, acte de ces remises, et copie en est délivrée en bonne forme au trésorier sortant, pour lui servir de décharge.

Lorsque le trésorier cesse ses fonctions dans le cours d'une année et est remplacé par un autre, chacun d'eux n'est comptable que de sa gestion. Il y a donc

lieu à dresser deux comptes distincts. Mais les deux trésoriers pourraient se concerter pour présenter un compte unique. Le trésorier sortant doit remettre au trésorier entrant en charge, tous les registres et pièces justificatives.

6° *Dépôt.* — Le compte annuel est en double copie, dont l'une est déposée dans la caisse ou armoire à trois clefs, l'autre à la mairie.

Le dépôt d'une copie des comptes à la mairie donne-t-il au conseil municipal le droit de discuter et d'exiger la production annuelle des budgets? — Non, ces budgets ne lui sont présentés qu'autant que la commune est obligée de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques (*Bulletin* du min. de l'intérieur, 1868, n° 17).

7° *De l'action des comptes.* — Faute par le trésorier de présenter son compte à l'époque fixée et d'en payer le reliquat, celui qui lui succèdera sera tenu de faire, dans le mois au plus tard, les diligences nécessaires pour l'y contraindre; et, à son défaut, le procureur.

Le tribunal civil est compétent pour ordonner la reddition du compte et le paiement du reliquat. La discussion du compte, si elle est contestée, est jugée par le conseil de fabrique sous l'approbation de l'évêque.

Le trésorier qui n'a pas rendu ses comptes ou payé son reliquat est exposé à l'action de la fabrique pendant trente ans.

8° *Responsabilité du trésorier.* — C'est surtout au point de vue de la reddition des comptes, que la responsabilité du trésorier est engagée. Nous ne pensons

pas cependant que la fabrique ait une hypothèque légale sur les immeubles de son trésorier.

II

DES ACTES PARTICULIERS D'ADMINISTRATION

Les matières qui doivent, sous ce titre, faire l'objet de notre étude sont :

- 1^o Les baux, locations et régie des biens.
- 2^o Les acquisitions faites par les fabriques.
- 3^o Les aliénations.
- 4^o Les actes conservatoires.
- 5^o Les affaires contentieuses ou procès.

CHAPITRE I^{er}

BAUX, LOCATIONS ET RÉGIE DES BIENS

L'art. 1709 du Code civil définit le louage des choses :
« Un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à
» faire jouir l'autre d'une chose, pendant un certain
» temps, et moyennant un certain prix que celle-ci
» s'oblige de lui payer. »

Sous la rubrique de ce chapitre viennent naturellement se ranger :

- 1^o Les baux des maisons et des biens ruraux.
- 2^o La location des chaises et bancs mobiles.

3^e La concession des bancs, stalles, tribunes, chapelles et autres monuments dans l'église.

§ 1^{er}. *Des baux des maisons et des biens ruraux.*

Le décret de 1809 ne consacre que deux articles à cette branche de l'administration des fabriques, les art. 60 et 62.

« ART. 60. — Les maisons et biens ruraux appartenant à la fabrique seront affermés, régis et administrés par le bureau des marguilliers, dans la forme déterminée par les biens communaux. »

« ART. 62. — Ne pourront les biens immeubles des églises être loués pour un temps plus long que neuf ans sans une délibération du conseil, l'avis de l'évêque diocésain et l'autorisation du gouvernement. »

Par exception à cet art. 62, la loi du 25 mai 1835 dispose que « les communes, hospices et autres établissements publics peuvent affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au-dessous, sans aucune autre formalité que celles prescrites pour les baux de neuf années. »

Nous devons donc distinguer :

1^o Les baux n'excédant pas dix-huit ans en ce qui concerne les biens ruraux, et neuf années en ce qui concerne les autres biens.

2^o Les baux à plus long terme.

Subsidiairement, nous examinerons la régie par la fabrique de ces divers immeubles.

I. — DES BAUX N'EXCÉDANT PAS DIX-HUIT ANNÉES POUR
LES BIENS RURAUX ET NEUF ANNÉES POUR LES AUTRES
BIENS

Ces baux sont considérés comme de simples actes d'administration et peuvent être faits par le bureau des marguilliers ; mais, aux termes de l'art. 60, ils sont passés dans les formes prescrites pour les biens des communes.

Ces formes ont été indiquées par les lois des 5 novembre 1790 et 11 février 1791, le décret du 7 août 1807 et l'ordonnance royale du 7 octobre 1818. Elles peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

1° Le bureau dresse un cahier des charges exprimant les conditions et clauses du bail.

2° Ce cahier des charges est envoyé par le trésorier au sous-préfet ; celui-ci, après avoir donné son avis, l'adresse au préfet qui, après avoir consulté l'évêque, l'adopte tel qu'il lui est présenté ou le modifie, s'il le croit nécessaire.

3° Un mois avant l'adjudication, le trésorier fait apposer des affiches :

a. Tous les dimanches, à la porte de l'église de la situation de l'immeuble.

b. Egalement de dimanche en dimanche à celle des églises les plus voisines.

c. De quinzaine en quinzaine aux lieux accoutumés.

Enfin, un extrait de l'affiche est inséré dans les journaux.

4° Ces formalités préalables remplies, l'adjudication a lieu un jour de marché, en présence du notaire

désigné par le préfet, du trésorier et d'un membre du bureau.

5° L'adjudication n'est définitive qu'après l'approbation du préfet.

Vingt jours après cette approbation, le bail doit être enregistré.

6° Aucun des membres du bureau ne peut être adjudicataire, ni même associé de l'adjudicataire de ces baux.

Toutes ces formalités sont-elles prescrites à peine de nullité ? — Cette question doit être résolue d'après une distinction :

a. S'il s'agit de quelques irrégularités de formes non préjudiciables aux intérêts de la fabrique, telles que des défauts d'affiches et de publications, la nullité ne doit pas être nécessairement prononcée : la fabrique peut faire confirmer l'adjudication.

b. Si au contraire la fabrique a été lésée, nous pensons que nulle ratification de la fabrique ne pourrait empêcher sa demande en nullité.

CAS SPÉCIAL. — Le bail doit être notarié, et il est également passé acte de l'adjudication devant notaire.

Quid si le bail est sous seing-privé ? — Le décret de 1809, l'ordonnance du 7 octobre 1818 et la loi de 1837 ne prononçant pas dans ce cas la nullité du bail, nous croyons que la présence du notaire n'est pas indispensable. Mais alors l'acte de bail aurait seulement une force privée.

Privilèges des baux notariés. — Les baux notariés, au contraire, présentent plusieurs avantages :

1° Ils font foi en justice jusqu'à inscription de faux, dans les termes de la loi.

2° Ils ont le privilège de l'exécution parée attaché aux actes de l'autorité publique.

Par exécution parée, *executio parata*, il faut entendre une exécution toute prête, toute directe, à laquelle on peut procéder sans recourir à l'autorité des magistrats. C'est la formule, prévue par l'art. 545 du Code de procédure, qui emporte pour les actes le privilège de l'exécution parée.

3° *Emportent-ils hypothèque de plein droit ?* — Sous l'empire du Code civil, les baux de la fabrique n'ont plus comme autrefois cette puissance. Seulement, le décret du 12 août 1807 exigeant que l'hypothèque sur les biens du preneur soit stipulée dans l'acte, le bail pourrait être annulé si cette clause était omise.

Les biens servant de gage à la fabrique doivent être désignés, et leur prix doit être plus considérable que celui de la totalité du bail.

Il n'est donc pas nécessaire que l'inscription soit prise sur tous les biens du fermier.

Le décret du 11 thermidor an XII concernant les hospices et rendu commun aux fabriques, porte que les inscriptions hypothécaires prises dans l'intérêt de ces établissements ne sont radiées, modifiées ou changées que sur la décision des conseils de préfecture.

Enfin, conformément à une décision du 24 pluviôse an XIII, la fabrique ne doit avancer ni le droit d'hypothèques, ni le salaire des préposés.

II. — BAUX A LONGS TERMES

Les baux excédant dix-huit années pour les biens ruraux et neuf années pour les autres biens sont soumis aux mêmes conditions que les baux à périodes moins considérables ; mais à ces conditions, il faut ajouter la disposition de la circulaire ministérielle du 12 avril 1819 ainsi conçue : « Les formalités à remplir par les maires » à l'égard de la location, de l'échange, ou de la vente » d'un bien communal, doivent être également remplies par les fabriciens, lorsqu'il s'agit de louer, » d'échanger ou d'aliéner des biens quelconques appartenant à la fabrique qu'ils administrent. »

Les fabriques sont donc assujetties aux formalités prescrites pour les communes. Ces formalités sont :

1^o Estimation de l'immeuble par deux experts nommés l'un par le maire, l'autre par le preneur.

2^o Un plan figuré des lieux.

3^o Une information de *commodo et incommodo* faite par le juge de paix ou son suppléant, assisté du trésorier. L'enquête est précédée par des affiches apposées huit jours auparavant, et invitant à donner des renseignements à l'effet de dresser le projet de bail.

4^o Une délibération du conseil de fabrique.

5^o L'opinion du sous-préfet.

6^o L'avis de l'évêque.

7^o L'envoi du tout au ministre, avec l'avis particulier du préfet.

III. — RÉGIE

La loi n'impose pas aux fabriques, comme obliga-

tion indispensable, le louage de leurs immeubles ; le décret de 1809 dit, en effet, que « ces biens sont affermés, régis et administrés.... »

Or, pour la fabrique, régir ses biens immeubles, c'est les exploiter, les administrer elle-même directement. Cependant, ces exploitations directes ne sont pas sans inconvénients : elles troublent la comptabilité et offrent trop de facilités de dissimuler la véritable perception des fruits.

Aussi la loi ne permet-elle l'emploi de ce mode de gestion qu'après une autorisation spéciale et formelle. Le préfet a le droit d'autoriser cette régie, lorsque le revenu ne dépasse pas 1,000 francs ; le ministre des cultes, lorsque ce revenu est au-dessus de 1,000 francs, mais au-dessous de 2,000 francs ; le chef de l'État lorsque le revenu est de 2,000 francs ou supérieur à ce chiffre.

Une circulaire du 31 décembre 1809 excepte de la mise en ferme les jardins, les champs, les prés, les vignes et les biens attenant aux maisons hospitalières. Mais cette exception ne s'applique pas aux fabriques.

§ II. — *Location des chaises et bancs mobiles.*

Nous n'avons en vue dans ce paragraphe que la location des chaises et bancs mobiles loués au premier occupant. Nous examinerons au paragraphe suivant les chaises et places fixes appartenant aux particuliers en vertu de concessions.

Le tarif et le mode de location des chaises sont déterminés par les art. 64 et suivants du décret de 1809.

I. — DU TARIF

1^o *Règlement du tarif.* — « Le tarif des chaises, dit » l'art. 64, est réglé, pour les différents offices, par » délibération du bureau, approuvée par le conseil ; » cette délibération doit être affichée dans l'église. »

Il a été décidé à cet égard, par diverses lettres ministérielles, que les fabriques sont souveraines dans la fixation des prix des chaises, et que ces prix sont obligatoires, sans qu'il soit nécessaire de les faire approuver par le préfet et l'évêque (lettre min. du 23 mai 1839 ; — 27 mai 1854).

Les prix des chaises peuvent être différents pour les différents offices ; mais une fois réglés, ils ne doivent pas changer (art. 3, décret du 18 mai 1806).

2^o *Limites du tarif.* — L'art. 65 du décret de 1809 dit à ce sujet : « Il est expressément défendu de rien » percevoir pour l'entrée de l'église, ou de percevoir » dans l'église plus que le prix des chaises, sous » quelque prétexte que ce soit. Il sera même réservé, » dans toutes les églises, une place où les fidèles, qui » ne louent pas de chaises ni de bancs, puissent com- » modément assister au service divin et entendre les » instructions. »

Le fidèle qui apporte sa chaise à l'église est-il tenu de payer la redevance ? — La majorité des auteurs se prononce pour l'affirmative,

3° *De la police des chaises et des bancs.* — Le curé est chargé du service du culte et de la police intérieure de l'église. A ce titre, nous estimons qu'il doit être juge du placement ou déplacement des bancs, de leur longueur, de leur largeur, du nombre et de la forme des stalles et des chaises. En cas de dissentiment entre le curé et la fabrique, l'évêque statue (décis. min. du 18 mars 1865).

Toutefois, le curé ne pourrait pas ordonner arbitrairement le déplacement ou la suppression d'un banc, si les besoins du culte ne l'exigeaient.

II. — DU MODE DE LOCATION

« ART. 66. — Le bureau des marguilliers pourra » être autorisé, par le conseil, soit à régir la location » des bancs et chaises, soit à la mettre en ferme. » En d'autres termes, le produit des chaises est reçu par une perception directe ou par une mise en ferme.

1° *Perception directe.* — Dans ce cas, le conseil prescrit telle mesure d'exécution qu'il juge convenable. Ordinairement, la fabrique a un préposé qui recueille la perception et remet les fonds au trésorier. Un salaire est alloué à ce préposé, salaire qui consiste tantôt dans un traitement fixe, tantôt dans une remise proportionnelle.

2° *Mise en ferme.* — Quand la location des chaises doit être mise en ferme, les formalités suivantes sont exigées :

A. Le conseil de fabrique dresse un cahier des charges contenant ;

1° Le prix des chaises.

2° Le nombre des chaises à fournir par l'adjudication.

3° L'espace qui doit être laissé libre pour les personnes qui n'ont ni bancs ni chaises.

B. Les enchères sont ensuite reçues par soumissions au bureau de la fabrique. Les soumissions peuvent être faites par écrit ou de vive voix.

C. L'adjudication est faite au plus offrant, en présence des marguilliers.

C'est une véritable adjudication administrative, et le ministère du notaire n'est pas exigé.

D. Il est fait mention dans le bail de l'accomplissement de ces formalités, et la délibération qui aura fixé le prix des chaises est annexée à ce bail.

E. L'adjudication commencée, le prix des chaises doit être affiché dans l'église.

Les loueurs de chaises, qui se sont rendus adjudicataires de la location et font percevoir ou perçoivent le prix des chaises pour leur compte, sont soumis à la patente. Ceux qui le perçoivent pour le compte de la fabrique n'y sont pas soumis.

3° *Affectation du produit des chaises.* — Le produit des chaises appartient aux fabriques. C'est une des sources les plus abondantes de leurs revenus. Toutefois, dans plusieurs diocèses, les évêques prélèvent un sixième afin de subvenir à l'entretien des prêtres infirmes. Ce prélèvement du sixième a été autorisé par le décret du 13 thermidor an XIII, et plusieurs décrets postérieurs à 1809 approuvent également des règlements pour l'emploi du sixième.

Mais nous devons dire que le décret de 1809 est muet à cet égard et que, par suite, l'application du prélèvement est fort contestable. Bien plus, dans un grand nombre de paroisses, la pauvreté des fabriques ne permet pas ce prélèvement.

4^e *Compétence.* — Les questions qui ont trait à l'emplacement des bancs et des chaises, à leur conservation, à l'ordre intérieur et à la police de l'église, rentrent dans la compétence de la juridiction administrative.

§ III. — *De la concession des bancs, stalles, tribunes, chapelles et autres monuments dans l'église.*

I. — CONCESSION DES BANCS, STALLES ET TRIBUNES

Nous venons de voir qu'on peut exploiter les bancs d'église, soit en les affermant, soit en les mettant en régie. Mais des concessions peuvent aussi être faites directement aux fidèles, et c'est ce troisième mode d'exploitation qui est adopté par la généralité des paroisses de France.

1^o *Des concessions anciennes.* — Autrefois, les concessions donnaient lieu à une foule de règlements, suivant le rang ou la qualité des personnes. De là, des prérogatives et des privilèges plus ou moins étendus.

Aujourd'hui, la loi n'accorde un banc d'honneur qu'aux autorités et aux marguilliers. Les concessions faites sous l'ancien régime sont éteintes : tous les droits de propriété particulière ou des fondateurs dans

les églises ont disparu. L'État, en rendant aux églises leurs biens, les a livrés tels qu'il les possédait, c'est-à-dire libres de toutes charges. Et cependant, celui qui avait constitué une rente pour jouir d'un banc à l'église doit continuer de payer sa rente, bien qu'il ne soit plus en possession du banc ! Nous avons expliqué précédemment cette anomalie (voir BIENS DE LA FABRIQUE, p. 101).

2^o *Concessions nouvelles.* — Sous le régime actuel, le droit des bancs, des chapelles et autres, peuvent être acquis par chacun des paroissiens, sous les conditions convenues entre le concessionnaire et la fabrique.

Les concessions peuvent être perpétuelles ou temporaires.

A. — *Concessions temporaires.*

Les concessions temporaires sont essentiellement personnelles ; elles ne sont donc ni cessibles à titre onéreux ou gratuit, ni susceptibles de sous-location, ni transmissibles par hérédité. Cependant, en cas de décès du mari, l'épouse survivante qui était mariée au moment de la concession peut continuer à en jouir (lett. du min. des cultes, 27 janvier 1869).

La jouissance concédée cesse, de plein droit, quand les concessionnaires ne font plus partie de la paroisse. La place revient alors à la fabrique (même lettre).

Les concessions temporaires sont viagères ou par bail d'une ou de plusieurs années, moyennant une redevance annuelle.

I. — CONCESSIONS PAR BAIL

« S'il s'agit d'une concession par bail, pour une
» prestation annuelle, et que le conseil soit d'avis de
» faire cette concession, sa délibération sera un titre
» suffisant » (art. 70 du décret de 1809).

Par conséquent, elle n'a pas besoin d'être approuvée par l'évêque ou le préfet.

1^o *Formalités à remplir pour obtenir cette concession.* — 1^o Le concessionnaire présente sa demande au bureau des marguilliers. Cette demande doit contenir l'offre du concessionnaire et les conditions qui y sont attachées.

2^o Le bureau la fait publier pendant trois dimanches et afficher à la porte de l'église pendant un mois, afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse. Tous les paroissiens ont, en effet, un droit égal à enchérir sur les bancs qui n'ont pas été légalement concédés (décis. min. de 1819).

3^o Le bureau fait son rapport au conseil de fabrique, et celui-ci autorise, s'il y a lieu, la concession. Sa délibération est un titre suffisant, comme nous l'avons vu.

4^o L'acte de location est ensuite passé entre les fabriciens et le concessionnaire.

2^o *De l'acte.* — L'acte qui loue un banc est un contrat qui doit recevoir son exécution comme tout autre, et pour lequel la fabrique a action en justice (décision minis., 1814).

Il n'est pas nécessaire que le bail soit notarié ; mais il est sage de l'écrire sur papier timbré, de le signer et de le faire enregistrer dans les vingt jours de sa date.

3° *Des locations verbales.* — La location n'est pas nulle quand elle est faite verbalement; mais elle est soumise aux règles de la preuve. Dans beaucoup d'endroits, on fait payer la redevance annuelle à l'avance, ce qui évite toute difficulté.

4° *Construction, reconstruction et réparation des bancs.* — La dépense première incombe à la fabrique ou au concessionnaire, suivant les conventions intervenues.

Les réparations sont à la charge du possesseur; mais la fabrique doit payer la reconstruction.

II. — CONCESSION VIAGÈRE

Par concession viagère, on entend une concession faite moyennant le don d'un capital ou d'un immeuble, soit pour un temps déterminé, soit pour un temps indéterminé, mais qui ne dépasse pas la vie des demandeurs.

1° *Formalités.* — Ce genre de concessions est soumis aux mêmes formalités préliminaires d'affiches et de publications que la concession moyennant bail et prestation annuelle; mais il a aussi des règles spéciales.

Quand la location est faite au prix d'un capital mobilier, l'autorisation administrative est nécessaire.

Si le capital n'excède pas 1,000 fr., l'approbation du préfet est suffisante. S'il est d'un chiffre supérieur, il faut un décret du gouvernement. L'autorisation du chef de l'État est donnée dans la même forme que pour les dons et legs, c'est-à-dire par l'intermédiaire

du sous-préfet. Le sous-préfet transmet les pièces au préfet et celui-ci fait les démarches nécessaires.

Quand la location est faite au prix d'un immeuble, il faut :

1° Un décret du gouvernement ;

2° Une évaluation de l'immeuble offert. Cette évaluation est indiquée dans les affiches et publications.

2° *Construction, reconstruction et réparation des bancs.* — Il faut appliquer ici tout ce que nous avons dit des concessions par baux.

3° *Solutions de différents cas pratiques :*

a. Le droit se perd avec le domicile.

b. On ne peut accorder plus d'un banc à une même personne.

c. Nulle concession ne peut être faite à d'autres qu'à des catholiques.

d. Le concessionnaire quittant la paroisse ne peut enlever son banc.

e. De même il ne recouvre pas son droit, s'il y revient.

B. — *Concessions perpétuelles.*

1° *A qui sont-elles accordées ?* — La concession d'un banc, d'une tribune ou d'une place dans l'église pour un temps indéterminé et plus long que la vie est prohibée par l'art. 68 du décret de 1809. Exceptionnellement, l'art. 72 l'autorise dans deux circonstances.

« ART. 72. — Celui qui aura entièrement bâti une » église pourra retenir la propriété d'un banc ou d'une » chapelle, pour lui et sa famille, tant qu'elle existera.

» Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra ob-
» tenir la même concession, sur l'avis du conseil de
» fabrique approuvé par l'évêque et par le ministre
» des affaires ecclésiastiques. »

Ainsi la concession perpétuelle est accordée seule-
ment :

1^o A celui qui a entièrement bâti l'église.

2^o Au donateur ou bienfaiteur de l'église.

Encore la loi se hâte-t-elle de la restreindre au con-
cessionnaire et à sa famille.

Par ces mots : *la famille tant qu'elle existera*, il faut entendre, en effet, les enfants et descendants du concessionnaire et leurs alliés (lett. min. du 15 décembre 1849). On ne pourrait obtenir pour soi et ses ayants cause une concession de ce genre. L'avantage du banc ne pourrait donc être réclamé ni par les parents collatéraux, ni par les légataires, ni par les acquéreurs de la propriété du fondateur de l'église.

Différence entre le constructeur de l'église d'une part, les donateurs ou bienfaiteurs d'autre part. — C'est que le premier retient la propriété du banc ou de la place qu'il désire conserver et n'a pas besoin d'autorisation spéciale ; que s'il y a plusieurs constructeurs, aucun d'eux ne peut se prévaloir de l'art. 72 du décret. Le simple donateur ou bienfaiteur doit, au contraire, demander la concesssion au conseil de fabrique ; la délibération du conseil est soumise à l'approbation de l'évêque et du ministre des cultes.

2^o *Des bienfaits qui donnent droit à la concession.*

— a. Ils doivent être postérieurs au décret de 1809.

b. Ils doivent équivaloir à la distinction qu'obtiennent ceux à qui la concession est faite.

Un tarif des bienfaits, dit à ce sujet M. Vuillefroy, avait été préparé par l'administration en 1809. Les prix variaient suivant qu'il s'agissait d'une grande ville, d'une ville moyenne et des campagnes ; ils variaient aussi suivant que le banc était placé dans une chapelle, dans le chœur ou dans la nef. Mais il est difficile de poser à cet égard des règles précises. Tout doit dépendre des circonstances. Cependant, l'usage a fixé le prix des tribunes à une rente de 16 à 60 francs, et des bancs, de 5 à 25 francs (Circ. min., 12 avril 1819).

3° *Effets de la concession perpétuelle.* — Elle accorde seulement au concessionnaire un droit d'usufruit ou d'usage ; jamais le droit de propriété ne peut être enlevé aux fabriques.

4° *Formalités de l'acte de concession perpétuelle.* — La jouissance perpétuelle d'un banc doit toujours résulter d'une concession exprimée dans un titre authentique. Ce titre ne peut être qu'un décret du gouvernement ou la preuve certaine que le réclamant a bâti l'église.

5° *Construction, reconstruction et réparation.* — Quant à la construction, tout dépend des conditions intervenues entre la fabrique et le concessionnaire. Mais la reconstruction et les réparations incombent au possesseur.

Ceux qui, soit avant le décret du 30 décembre 1809, soit même avant la révolution de 1789, ont construit

ou donné des églises, et s'y sont réservé des bancs ou même des chapelles, peuvent-ils en avoir conservé la propriété ? — Oui. (Nancy, 2 février 1850 ; Cass., 30 juillet 1855 ; Poitiers, 3 février 1868.)

C. — *Remarques communes à toutes les concessions.*

1° *Affectation des produits.* — Les produits de la concession des bancs et places font partie du revenu des fabriques.

2° *De la possession.* — La jouissance d'un banc ne peut être acquise par prescription, car les églises sont des édifices publics hors du commerce.

Celui qui a possédé l'an et jour peut-il se faire maintenir ou réintégrer dans la possession de son banc s'il est troublé ou évincé ? — Nous ne le pensons pas, car la possession d'un banc dans une église est purement précaire. Mais il a l'action pétitoire, c'est-à-dire qu'il peut recouvrer ses droits en prouvant son titre.

3° *Perte de la concession.* — La concession se perd :

a. Comme tout droit d'usage, par la non-jouissance pendant trente ans.

b. Par l'extinction de la chose, c'est-à-dire la destruction de l'église ou de la partie d'église où le banc était situé.

c. Par la perte de la qualité de catholique.

d. Pour les bancs concédés à vie ou par bail, le droit est encore anéanti en cas de décès ou de changement de domicile du concessionnaire.

e. Pour les bancs à perpétuité, par l'extinction de la famille du concessionnaire.

4° *Déplacement, réduction ou suppression des bancs.*

— Dans le cas où le banc apporte quelque inconvénient dans la célébration du service divin ; dans le cas où il occupe un emplacement nécessaire pour une construction utile, l'évêque peut le supprimer, en réduire la dimension ou le faire transporter dans un autre endroit de l'église. Mais, dit Mgr Affre, une semblable mesure pourrait donner lieu à l'appel comme d'abus, si elle était prise sans motifs.

5° *Révocation du droit de banc pour cause de lésion.*

— Les établissements publics sont assimilés à des mineurs ; ils sont donc restituables comme eux contre tout engagement qui préjudicie à leurs intérêts. Par suite, la concession du droit de banc est révocable quand la paroisse en souffre préjudice.

6° *Compétence.* — Les questions qui ont trait à la validité, à l'interprétation et à l'exécution des actes de concession sont de la compétence de l'autorité judiciaire (arr. Cons. d'Etat des 21 février 1809, 12 déc. 1822, 4 juin 1826 et 9 octobre 1838 ; — lett. min. des cultes, 10 mars 1868).

II. — CONCESSION DES CHAPELLES

1° *A qui elles sont faites.* — Les chapelles sont assimilées en tout, qu'il s'agisse d'acquérir ou de perdre le droit de chapelle, aux bancs concédés à perpétuité. Les concessions de chapelles ne peuvent donc être

faites qu'aux fondateurs, donateurs ou bienfaiteurs d'une église. Comme on le voit, ce droit est plus important et plus étendu que le droit de banc qui peut être concédé à perpétuité, à vie ou moyennant une prestation annuelle.

2° *De l'importance des bienfaits.* — La donation ou le bienfait doit nécessairement être assez considérable pour motiver la concession. La construction, la réparation ou l'entretien d'une chapelle ne serait pas une dépense qui pût être considérée comme un bienfait (déc. minist., septembre 1811 ; — 16 janv. 1813).

Le seul titre est la donation à la fabrique, pour ses dépenses, d'une somme ou d'un revenu ayant quelque proportion avec le genre de distinction sollicitée (déc. minist., 1812). — « Celui qui, dans la plus minime » église de campagne, ne constituerait pas, soit en » rentes, soit en fonds, un revenu de 50 fr. au moins » dans le cas de concession pour la famille, ou de » 25 fr. au moins dans celui de la concession à deux » époux seulement, ne doit pas être réputé bienfaiteur » et, comme tel, avoir droit à la concession (décision » min., 1812). Dans une ville de 30,000 âmes, il faut » au moins constituer une rente de 200 fr. » (décision minist., 1813).

3° *Des formalités.* — Pour accorder à un bienfaiteur une chapelle, il faut :

1° Que le concessionnaire adresse sa demande au conseil de fabrique.

2° Que le conseil de fabrique donne son avis sur cette demande.

3° Qu'elle soit approuvée par l'évêque.

4° Que l'évêque obtienne l'autorisation du chef de l'État.

4° *De la perte du droit de chapelle.* — Il en est du droit de chapelle, comme du droit des bancs concédés à perpétuité. Cependant, le changement de domicile qui entraîne la perte du droit de banc n'entraîne pas celle du droit de chapelle.

5° *De la preuve du droit de chapelle.* — Il n'appartient, comme celui des bancs, qu'à la personne qui peut justifier d'un titre : la preuve de la possession ne serait donc pas admise.

M. Carré distingue entre les chapelles situées sous la voûte de l'église et celles qui ont leur voûte particulière. Au premier cas, il repousse la preuve par possession, mais l'admet dans le second : « Comme les chapelles » situées hors la voûte, dit-il, sont des édifices qui, » par la seule construction, sont présumées propriétés » privées, nous estimons que la preuve d'une possession trentenaire établirait celle de la propriété et » suppléerait à la représentation du titre, comme à » l'égard de tout immeuble ou droit réel. Nous croyons » donc que l'action possessoire est recevable à leur » égard. »

Mgr Affre semble admettre aussi la preuve par possession, quand la chapelle est bâtie hors de l'ancien enclos de l'église ; ce qui se présume toujours quand elle est située hors des ailes et a sa voûte à part. Mais il exige une seconde condition : c'est qu'il soit bien établi, par le genre de construction de la chapelle, qu'elle n'appartient pas à l'édifice.

Observons toutefois que la possession qui ne peut servir de base à une action, lorsqu'il s'agit d'une chapelle faisant partie d'une église, peut être invoquée quand il s'agit d'une chapelle privée.

6° *Des réparations et reconstructions d'une chapelle décédée.* — Le concessionnaire est assimilé à un usufruitier, la commune au propriétaire. C'est donc au concessionnaire qu'incombent les réparations prescrites par l'art. 605 du Code civil, à la commune les grosses réparations et la reconstruction.

7° *De l'étendue du droit de chapelle.* — Le droit de chapelle n'est qu'un droit personnel, restreint à la personne du concessionnaire et de sa famille. Il ne peut donc être inhérent à une terre ou à une habitation quelconque.

Voici à cet égard une question qui a été fort controversée dans l'ancien droit et qui l'est encore aujourd'hui : *Celui qui a droit de chapelle peut-il la tenir fermée et en interdire l'accès aux paroissiens ?*

A. — Loiseau (*Traité des Seigneuries*), Jousse, Potier de la Germondaye et Durand de Maillane font une distinction :

1° Si la chapelle est bâtie hors l'ancien enclos de l'église, c'est une propriété privée, et par conséquent le propriétaire a le droit de la fermer.

2° Si au contraire elle est bâtie sous la grande voûte de l'église, le propriétaire peut seulement réclamer la première place, mais ne peut exclure les autres paroissiens.

B. — L'abbé de Boyer, dont l'opinion a été suivie par

Carré et Mgr Allre, pose en principe que la jouissance de toute chapelle particulière, située sous la voûte de l'église ou hors de l'enceinte, appartient exclusivement au concessionnaire. Cette jouissance ne pourrait, selon ces auteurs, être modifiée que dans le cas de nécessité constatée.

Le premier système nous paraît préférable, et c'est lui que la Cour de cassation a consacré (affaire de Tissandier, 18 juillet 1838).

Remarquons que le droit de chapelle ne va pas jusqu'à permettre d'avoir des fenêtres ou des portes de communication avec l'église.

8° *Des concessions antérieures à 1789.* — Ces concessions n'existent plus ; elles ne peuvent même pas être réclamées par les familles de ceux qui auraient autrefois construit les chapelles, à la condition d'en avoir la jouissance.

Les droits des anciens propriétaires furent irrévocablement anéantis par l'État qui déclara, libres de toutes charges, les biens ecclésiastiques passés dans son domaine et ceux que, par le concordat, il rendit au culte.

Toutefois, une décision ministérielle du 3 germinal an XI propose l'exception suivante : « Il en serait autrement, dit-elle, si la chapelle ne faisait pas partie de l'église, si elle lui était seulement contiguë et si elle avait été bâtie sur un sol appartenant aux constructeurs, avec la condition qu'elle resterait une propriété particulière. Il n'y aurait, en ce cas, qu'un moyen de décider la question : ce serait de savoir si, lorsque la nation s'est emparée de l'église en la

» déclarant nationale, la chapelle s'est trouvée com-
» prise dans l'occupation faite par la nation, ou si le
» particulier a fait valoir ses droits et reconnaître sa
» propriété de la chapelle : de telle sorte que si la nation
» eût vendu l'église, elle n'aurait pas vendu la chapelle
» qui serait retournée au propriétaire. »

III. — DES CÉNOTAPHES, INSCRIPTIONS, MONUMENTS FUNÈBRES ET AUTRES

L'art. 73 du décret de 1809 qui autorise ce genre de distinctions est ainsi conçu : « Nul cénotaphe, nulle
» inscriptions, nuls monuments funèbres ou autres,
» de quelque genre que ce soit, ne pourront être
» placés dans les églises que sur la proposition de
» l'évêque diocésain et la permission de notre ministre
» des affaires ecclésiastiques. »

Il n'est pas d'usage d'autoriser les inscriptions dans les églises en l'honneur des personnes vivantes. Mais on accorde la permission de placer des cénotaphes, inscriptions ou monuments funèbres, en l'honneur des personnes qui ont rendu des services à la paroisse ou fait des dons importants à la fabrique.

I. *Formalités.* — 1^o La demande doit être adressée à la fabrique ; elle doit contenir, s'il s'agit d'une inscription, le texte de cette inscription ; et s'il s'agit d'un monument, son plan général et l'indication de ses détails.

2^o La demande et les pièces à l'appui sont adressées à l'évêque.

3° L'autorisation est accordée sur sa proposition par le ministre des cultes.

L'arrêté ministériel qui autorise une inscription ne peut être attaqué devant le Conseil d'État (décret du 26 avril 1855).

La même autorisation et la même approbation seraient nécessaires pour la suppression ou le déplacement de ses monuments.

II. *A qui ces honneurs sont accordés.* — Ces honneurs ou distinctions peuvent être accordés à deux classes de personnes :

1° A celles qui auraient rendu de grands services à la paroisse et en faveur desquelles cette autorisation serait demandée par le vœu des habitants. La concession peut être gratuite. Dans ce cas, la délibération de la fabrique qui exprime le consentement à la concession gratuite doit être accompagnée de celle du conseil municipal qui fait connaître le vœu des habitants (décis. minist., mars, 1821).

2° A celles qui offriraient d'assurer à l'église des avantages suffisants. Le prix dépend de l'objet et de l'importance de la commune où est placée l'église.

Les réparations sont à la charge de la famille du défunt.

III. *Des inhumations dans les églises.* — Aux termes du décret du 23 prairial an XII, aucune inhumation ne peut avoir lieu dans les églises et chapelles publiques, ni dans l'enceinte des villes et des bourgs. Toutefois, le gouvernement peut déroger à ces prescrip-

tions dans des circonstances spéciales que lui seul apprécie.

L'usage même s'est introduit, sous la seule condition de l'autorisation du ministre des cultes, de procéder à l'inhumation des archevêques et évêques dans leur métropole ou cathédrale, et quelquefois des curés dans leurs paroisses.

CHAPITRE II

DES ACQUISITIONS

Les fabriques constituent des corps de main-morte : elles sont donc soumises, pour acquérir et aliéner, à certaines formalités. Ces formalités ont été prescrites par la loi, afin de prévenir la concentration de biens trop nombreux dans les mains des corporations et établissements publics.

Dans l'ancien droit, l'édit du mois d'août 1749 assujettit les personnes de main-morte à la nécessité de l'autorisation supérieure pour toutes les acquisitions immobilières.

Dans le droit actuel, aux termes de la loi du 2 janvier 1817 et du décret du 30 décembre 1809, les fabriques des cures, succursales et chapelles vicariales peuvent acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, à la charge également d'obtenir l'autorisation du gouvernement.

Il n'en est pas ainsi des fabriques des annexes : elles ne peuvent par elles-mêmes faire aucun acte d'aliéna-

tion ou d'acquisition ; elles n'ont que le droit de pourvoir à l'entretien du culte dans leur église. Les fabriques des églises paroissiales les suppléent quant au reste.

§ 1^{er}. — *Des acquisitions à titre gratuit.*

NOTIONS PRÉLIMINAIRES DE DROIT CIVIL

ART. 893. — « On ne peut disposer de ses biens à » titre gratuit que par donation entre-vifs ou par testament. »

ART. 894. — « La donation entre-vifs est un acte » par lequel le donateur se dépouille actuellement et » irrévocablement de la chose donnée en faveur du » donataire qui l'accepte. »

ART. 895. — « Le testament est un acte par lequel » le testateur dispose, pour le temps où il ne sera » plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut » révoquer. »

ART. 910. — « Les dispositions entre-vifs ou par » testament, au profit des hospices, des pauvres d'une » commune ou d'établissements d'utilité publique, » n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance. »

I. — DONATIONS.

1^o *Nécessité d'une autorisation.* — Cette nécessité d'une autorisation est prescrite définitivement par l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 2 avril 1817 qui complète en ces termes les lois et décrets précédents : « Con-

» formément à l'art. 910 du Code civil et à la loi du
» 2 janvier 1817, les dispositions entre-vifs ou par
» testament des biens meubles et immeubles au profit
» des églises, des archevêchés ou évêchés, des chapitres,
» des grands et petits séminaires, des cures et
» des succursales, des fabriques, des pauvres, des hospices,
» des collèges, des communes, et en général
» de tout établissement d'utilité publique et de toute
» association religieuse reconnue par la loi, ne pourront
» être acceptées qu'après avoir été autorisées
» par nous, le Conseil d'État entendu, et sur l'avis
» préalable de nos préfets et de nos évêques, suivant
» les divers cas. »

2° Par qui est accordée l'autorisation ?

1° Par un décret du gouvernement, si les dons et legs excèdent la valeur de 1,000 francs.

2° Par le préfet seul, si les dons et legs n'excèdent pas la valeur de 1,000 francs.

Cette disposition est particulière aux fabriques. — Les autres établissements publics doivent être autorisés par un décret du gouvernement, dès que le don ou legs excède 300 fr. C'est un décret du 15 février 1862 qui l'a ainsi décidé.

3° S'il y a charge de service religieux, l'autorisation ne peut être accordée, dans l'un et l'autre cas, qu'après l'approbation provisoire de l'évêque diocésain.

3° Formalités à remplir pour obtenir cette autorisation :

1° Une délibération du conseil de fabrique ;

2° L'avis du sous-préfet ;

3° L'avis de l'évêque ;

4° L'avis du préfet ;

5° L'acte de donation ;

6° L'évaluation de l'objet donné ;

7° Le certificat de vie du donateur ;

8° L'état, approuvé par le préfet, de l'actif ou du passif, ainsi que des charges et des revenus de l'établissement donataire ;

9° Il est ensuite statué par décret.

Le décret rendu, l'acte est fait, puis transcrit et enregistré. Ce soin incombe au trésorier.

L'ordonnance qui autorise ou refuse la donation est définitive. Avant cette autorisation, les droits des fabriques ne sont pas même ouverts.

Si, à cause du retard apporté par le gouvernement à autoriser l'acceptation, elle n'avait lieu qu'après le décès du donateur, la donation serait caduque. Pour éviter cet inconvénient, les maires ont été autorisés, par la loi du 18 juillet 1837, à accepter provisoirement les donations faites aux communes. Le même droit leur a été reconnu par arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1866 pour les donations faites aux bureaux de bienfaisance. Mais les fabriques ne jouissent pas du même avantage, et elles restent soumises à la règle du Code civil.

4° *A quelles donations s'applique l'autorisation ?*

— Il n'y a pas de distinction entre les donations mobilières et les donations immobilières.

5° *De l'acceptation.* — L'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 indique par qui l'acceptation doit être

faite : « L'acceptation desdits legs et dons ainsi autorisés » sera faite, dit-il, par les trésoriers des fabriques, » lorsque les donateurs ou testateurs auront disposé » en faveur des fabriques, ou pour l'entretien des » églises et le service divin. »

Les donations entre-vifs n'étant irrévocables qu'après l'acceptation, elles seraient nulles si le donateur mourait avant qu'elles fussent acceptées. Si le trésorier était lui-même le donateur, l'acceptation devrait alors être faite par le président de la fabrique.

Ses formes. — Les règles du droit commun sur l'acceptation des donations sont applicables aux fabriques, à moins de dérogation formelle. Par conséquent :

1° L'acceptation doit être constatée par acte notarié.

2° La notification de cette acceptation doit être envoyée au donateur. Il ne suffirait donc pas que la fabrique notifiât le décret par lequel le gouvernement leur accorde ou leur refuse l'autorisation d'accepter (lett. min. du 6 juin 1861 ; — *Nouveau Journal des conseils de fabrique*, juin 1868, p. 236).

Mgr Affre pense, néanmoins, que l'exécution volontaire équivaudrait à la notification de l'acceptation.

3° Les fabriques ne sont pas restituables contre le défaut d'acceptation.

4° L'acceptation ne peut être ni antérieure à l'autorisation, ni postérieure au décès du donateur.

6° *Obligations du notaire qui a reçu la donation.* — Afin de garantir aux fabriques qu'aucuns dons, legs ou fondations qui seraient faits à leur profit ne leur soient cédés, et afin de les mettre à même d'obtenir les auto-

risations nécessaires pour les accepter, l'art 58 du décret de 1809 dispose : « Tout notaire devant lequel il » aura été passé un acte contenant donation entre-vifs » ou disposition testamentaire au profit d'une fabrique, » sera tenu d'en donner avis au curé ou desservant. »

7^e *Rôle du trésorier.* — En attendant l'acceptation, le trésorier doit faire, conformément à l'art. 2 de l'ordonnance du 2 avril 1817, tous les actes conservatoires qui seraient jugés nécessaires.

Aussitôt la remise de l'acte de donation faite au trésorier, celui-ci doit faire son rapport à la prochaine séance du bureau.

APPENDICE : DE QUELQUES DONATIONS SPÉCIALES

I. *Dons manuels.* — On appelle dons manuels les donations faites sans écrit et consommées par la tradition réelle, *manu ad manum*. Les dons qui s'effectuent ainsi par la transmission de fait ne sont pas soumis aux formalités exigées pour les donations en général. On comprend, en effet, que la possession résultant d'une tradition réelle soit pour le donataire le meilleur des titres.

Les dons manuels faits aux fabriques doivent-ils être autorisés ? — La question est controversée. Nous ne voyons pas cependant pourquoi on dérogerait à la loi générale à l'égard des fabriques. L'art. 36 du décret de 1809 énumère, en effet, parmi les revenus des fabriques les oblations qui leur sont faites. Or, ces oblations sont de véritables dons manuels.

Sans doute, répondent les adversaires. Mais les obla-

tions sont des dons de peu d'importance; les dons manuels, au contraire, sont souvent considérables ! L'argument n'est pas convaincant. Nulle part, la loi ne limite ce qu'il faut entendre par oblations, ce qu'il faut entendre par dons manuels. La distinction des adversaires est purement arbitraire.

Plusieurs arrêts ont, il est vrai, décidé que les dons manuels doivent être autorisés par le gouvernement, quand ils ont une certaine importance. (Montpellier, 25 février 1862; — Cassation, 18 mars 1867.)

Mais un arrêt de la Cour de cassation (26 nov. 1833) et un autre de la Cour d'appel de Paris (12 janvier 1825) établissent formellement la doctrine que nous adoptions.

Quoi qu'il en soit, nous pensons qu'une exception doit être faite. Cette exception est relative aux dons manuels faits à certaines conditions ou avec charges. Il faut que ces dons soient transformés en donations publiques, constatés par acte notarié et acceptés en la forme ordinaire (déc. min., 18 octobre 1862).

Il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 1874, que les dons manuels qui consistent dans la tradition d'objets mobiliers ou dans la remise, de la main à la main, de sommes d'argent, ne sont soumis au droit proportionnel d'enregistrement que s'ils ont été suivis, soit d'une acceptation par écrit faite par le donataire ou par ses représentants, soit d'une reconnaissance judiciaire. (L. 18 mai 1850, art. 6.)

II. *Donations d'usufruit.* — « Tout usufruit, dit l'article 619 du Code civil, qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que trente ans. » L'usufruit est

essentiellement temporaire, l'existence des établissements publics est au contraire indéfinie. Les deux choses sont donc inconciliables. Par conséquent, la loi décide que tout usufruit légué à une fabrique sera réduit à trente ans.

III. *Donations avec réserve d'usufruit.* — L'ordonnance du 14 janvier 1831 a défendu aux établissements ecclésiastiques de recevoir les donations entre-vifs qui leur seraient faites avec réserve d'usufruit au profit des donateurs. La raison en est que ces donations ne laissent aucun moyen au gouvernement d'examiner la fortune du donateur et la position relative des héritiers.

IV. *Donations anonymes.* — Les dons anonymes doivent être considérés comme de simples oblations. On ne peut leur appliquer les formalités de l'autorisation et de l'acceptation, puisque le nom du donateur doit être connu et inséré dans l'ordonnance d'autorisation.

L'administration supérieure, incapable par suite de vérifier si la libéralité surpasse la portion disponible, doit se borner à approuver, s'il y a lieu, l'emploi proposé par la fabrique des fonds qui en proviennent.

V. *Donations et legs avec charges.* — Les charges sont inséparables des dons et legs. Par le seul fait de son acceptation, la fabrique ou tout autre établissement contracte donc l'obligation de remplir exactement les clauses imposées par le donateur ou testateur. Aussi ne saurait-on trop recommander aux fabriciens d'apporter une grande prudence dans l'examen et l'acceptation de ces sortes de libéralités. Souvent, en effet,

il arrive que les charges imposées sont supérieures à la valeur des objets donnés.

VI. *Des dons et legs conditionnels.* — Les conditions imposées aux legs et donations doivent, comme les charges, recevoir leur exécution ; mais elles ne peuvent avoir force obligatoire qu'autant qu'elles sont conformes aux principes du Code civil et aux règlements particuliers des établissements légataires.

A. PRESCRIPTIONS DU CODE CIVIL. — 1^o *Des conditions impossibles et illicites.* — Les conditions impossibles, et celles qui sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites dans les testaments et les donations. Par conséquent, toute libéralité faite aux fabriques avec de semblables conditions sera maintenue.

2^o *Des conditions potestatives de la part du donateur.* — Ici, la donation n'est pas valable.

3^o *Des conditions de substitution, c'est-à-dire de l'obligation imposée à un donataire de conserver les biens donnés et de les rendre à une autre personne.* — Le gouvernement ne peut autoriser de semblables donations.

B. CONDITIONS CONTRAIRES AUX LOIS OU RÈGLEMENTS SPÉCIAUX DES ÉTABLISSEMENTS DONATAIRES. — Ces conditions sont réputées non écrites et, par suite, ne doivent pas être exécutées. On peut citer à titre d'exemples :

1^o La donation faite à une fabrique, à la condition que l'administration de la libéralité soit confiée à des mains étrangères et non pas au conseil de fabrique.

2° La donation faite à une fabrique, à la condition que le donateur sera enterré dans l'église ; l'art. 4^{er} du décret du 23 prairial an XII interdit, en effet, toute inhumation dans les églises et chapelles publiques.

3° La stipulation que le donateur jouira dans l'église des droits honorifiques et privilèges anciennement attribués aux seigneurs.

Quid des dons et legs faits à une fabrique, à un consistoire, à une cure ou tout autre établissement religieux, sous la condition expresse que ces dons et legs seront affectés au soulagement des pauvres ?

Un avis du Conseil d'État du 14 janvier 1863, conforme d'ailleurs à la jurisprudence admise presque constamment dans les décisions antérieures, portait que dans ce cas, les pauvres étaient les vrais bénéficiaires de la libéralité. Par suite, le droit de les représenter appartenait au bureau de bienfaisance, et il y avait lieu de faire accepter simultanément la libéralité par l'établissement institué et par le représentant des pauvres, en confiant à ce dernier la garde et la possession du titre.

Le Conseil d'État, par un avis du 6 mars 1873, a abandonné cette doctrine. Aujourd'hui, rien ne s'oppose à ce que la fabrique soit autorisée à accepter, seule et directement, une donation ou un legs qui lui serait fait, sous la condition d'en affecter immédiatement le montant au soulagement des pauvres.

Quid des dons et legs faits à une fabrique pour la fondation et la direction des écoles ?

Le Conseil d'État a examiné en 1873 cette question. Jusqu'à cette époque, il s'était refusé à reconnaître,

dans les attributions des fabriques, cures, succursales, évêchés, la fondation et la direction des écoles. Dans deux avis : le premier du 10 juin 1863, le second du 22 novembre 1866, le Conseil d'État décidait en conséquence, que les libéralités faites à ces conditions et dans ce but, seraient acceptées conjointement par l'établissement religieux institué et par la commune.

Mais après avoir affirmé, par son avis du 6 mars 1873, le droit des fabriques en ce qui concerne l'administration des œuvres charitables, le Conseil d'État ne pouvait leur refuser la faculté d'ouvrir et d'entretenir des écoles.

Aussi le 24 juillet 1873, à l'occasion d'un legs fait à une fabrique du département de l'Aveyron, leur reconnut-il ce droit.

II. — DES LEGS

Tout ce que nous avons dit de l'acceptation et de l'autorisation, au sujet des donations, s'applique en grande partie aux libéralités testamentaires ou legs. Nous allons examiner rapidement les quelques points qui présentent des dissidences.

1^o *Formalités de l'autorisation.* — Voici d'abord quelles pièces doivent être fournies pour l'autorisation d'accepter un legs :

1^o Le testament.

2^o L'acte de décès du testateur.

3^o Le procès-verbal d'évaluation des biens légués.

4^o Le consentement des héritiers ou leurs motifs d'opposition, ou copie de l'acte extra-judiciaire cons-

tant que les héritiers connus ont été appelés à prendre connaissance du testament. S'il n'y a pas d'héritiers connus, il faut produire l'acte extra-judiciaire, constatant que les affiches du testament, au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur, ont été apposées.

5° La délibération du conseil de fabrique portant demande d'autorisation d'accepter.

6° Le budget de la fabrique. — Ce budget doit être vérifié et certifié par le préfet.

8° L'avis de l'autorité diocésaine.

9° L'avis du sous-préfet et du préfet.

2° *Formes de l'acceptation.* — L'acceptation des legs n'a pas besoin, comme celle des donations, d'être faite par acte authentique. Elle résulte pour les fabriques de l'autorisation d'accepter qui leur est accordée. Cependant, les fabriques agiront sagement en faisant un acte privé, par exemple, une délibération par laquelle elles déclarent accepter le legs. Cette délibération devra être consignée dans les registres.

3° *De la renonciation.* — Elle doit être faite par une déclaration au greffe du tribunal civil de l'arrondissement où la succession est ouverte.

4° *Rôle du notaire.* — « Tout notaire, avons-nous » déjà vu à propos des donations, devant lequel il aura » été passé un acte contenant donation entre-vifs ou » disposition testamentaire au profit d'une fabrique, » sera tenu d'en donner avis au curé ou desservant. » (Art. 58 du décret de 1809.)

Le décret du 3 juillet 1863 complète cet article relativement aux testaments. Il exige que le notaire trans-

mette sans délai au préfet du département, compétent pour l'autorisation, un état sommaire de l'ensemble des dispositions du testament.

Un notaire membre du conseil de fabrique peut-il instrumenter pour cette fabrique ? — En droit strict, oui ; mais les convenances exigent qu'il refuse. En tous cas, il ne doit pas figurer dans le même acte comme conseiller de fabrique et comme notaire.

5° Rôle du trésorier. — En attendant l'acceptation, le trésorier doit faire tous les actes conservatoires jugés nécessaires. Dès qu'il aura reçu l'acte contenant le legs, dit l'art. 59 du décret de 1809, il en fera un rapport à la prochaine séance du bureau.

6° Des héritiers du testateur. — L'art. 3 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 dispose à leur égard : « Nulle » acceptation de legs au profit des établissements religieux ne sera présentée à notre autorisation, sans » que les héritiers connus du testateur aient été appelés » par acte extra-judiciaire pour prendre connaissance » du testament, donner leur consentement à son exécution, ou produire leurs moyens d'opposition. S'il n'y » a pas d'héritiers connus, extrait du testament sera » affiché, de huitaine en huitaine et à trois reprises » consécutives, au chef-lieu de la mairie du domicile » du testateur, et inséré dans le journal judiciaire du » département, avec invitation aux héritiers d'adresser » au préfet, dans le même délai, la réclamation qu'ils » auront à présenter. »

Quid lorsqu'un legs universel est fait à un établissement religieux et que l'acceptation n'en est autorisée

par le gouvernement que pour partie? — Les dettes de la succession et les legs particuliers mis par le testateur à la charge de l'établissement légataire se répartissent proportionnellement entre celui-ci et les héritiers appelés à profiter de la réduction. (Cass., 22 avril 1856 ; — lett. minis., 29 novembre 1869 ; — *Nouveau Journal des conseils de fabrique*, avril 1870.)

III. — DES SOUSCRIPTIONS

La fabrique qui désire entreprendre la restauration, la construction et la reconstruction des édifices paroissiaux, peut solliciter le concours des habitants, si ses propres ressources sont insuffisantes et si la commune refuse ou ne peut elle-même accorder de subventions.

Les listes de souscription doivent être sur timbre.

Il a été jugé que la validité des souscriptions ne pouvait être contestée, bien qu'il y ait eu désaccord entre la fabrique et le conseil municipal au sujet de l'exécution des travaux. (Arr. des conseils de préf. de Tarn-et-Garonne, 27 mars 1874, et de Lot-et-Garonne, 4 juin 1875.)

A qui appartient le droit d'encaisser le produit des souscriptions ? — Un avis du Conseil d'État du 16 mars 1868 et plusieurs décisions postérieures de l'administration des cultes ont définitivement résolu la question en faveur des fabriques.

Si cependant la commune supportait la plus grande partie des dépenses, le produit des souscriptions devrait être versé dans la caisse.

De la compétence. — Les tribunaux administratifs sont seuls compétents pour connaître des contestations auxquelles les souscriptions peuvent donner lieu. (Conseil d'État, 19 avril 1859 et 7 mai 1867 ; — Cass., 20 avril 1870 et 4 mars 1872 ; jugement du tribunal des conflits, 27 mai 1876.)

IV. — DES FONDATIONS.

I. *Définition.* — Dans un sens général, on appelle *fondation* toute libéralité entre-vifs ou testamentaire, soit en faveur d'un établissement, soit en faveur d'un service public.

Dans un sens plus restreint, c'est la donation ou legs d'un immeuble, d'un capital ou d'une rente avec charges de services ou prières religieuses, prières appelées ordinairement *obits*.

II. *Fondations anciennes.* — Sous l'ancien régime, les fondations étaient nombreuses. Les biens qui les composaient furent, comme nous l'avons expliqué, déclarés biens de l'État ; mais malgré cette confiscation en masse au profit de la nation, des différences sont à signaler.

Parmi ces biens, en effet :

1^o Les uns furent vendus comme biens nationaux. Les fondations qu'ils représentaient sont définitivement éteintes.

2^o D'autres restèrent entre les mains de l'État. Ceux-ci ont été rendus aux fabriques. Nous avons vu que, dans ce cas, les débiteurs de rentes affectées à

des fondations n'ont pas le droit de se refuser à les servir en opposant la non-exécution des conditions de la fondation. Toutefois, le décret du 22 fructidor an XIII oblige les fabriques à l'acquit des services religieux, mais sans conférer aucun droit aux débiteurs (déc. min., 1^{er} avril 1807).

3^o Quelques-uns enfin furent affectés, à titre de dotation, aux établissements de bienfaisance. Nous avons traité longuement de ces biens (page 100).

Disons, en résumant, que les établissements de bienfaisance ne sont astreints à servir aux fabriques la rétribution des services religieux, que dans le cas où l'affectation des biens a été gratuite.

III. *Fondations nouvelles.* — 1^o *Formes.* — Les fondations sont faites ordinairement par des actes de donation ou de dernière volonté. Elles sont alors soumises aux règles générales sur les dons et legs faits en faveur des établissements ecclésiastiques.

Mais cette forme n'est pas la seule ; les fondations peuvent, en effet, être effectuées par un acte synallagmatique.

2^o *Acceptation.* — Quel que soit le mode adopté pour l'établissement d'une fondation, l'acceptation est faite par la fabrique dans une délibération pour tous objets excédant les bornes de l'administration ordinaire des biens des mineurs.

3^o *Conditions d'acceptation.* — La fabrique ne peut accepter la fondation si elle ne réunit les deux caractères suivants :

a. Le prix alloué doit être au moins égal au prix du service imposé.

b. La disposition doit être faite à la fabrique, c'est-à-dire à la personne capable de recevoir.

Quid par conséquent si le fondateur avait déclaré que l'ecclésiastique chargé des devoirs religieux profiterait seul de la disposition ?

La disposition serait de nature à être contestée ; et, dans tous les cas, la fabrique aurait le droit de prélever ses dépenses, suivant l'appréciation de l'évêque.

Quid des legs faits à un ecclésiastique inconnu ou transmissibles successivement à certains membres du clergé ?

Ces legs seraient annulables, à moins que les tribunaux ne reconnussent qu'en réalité, la disposition a été faite en faveur de la cure.

Quid si la fondation est onéreuse pour la fabrique ? Le gouvernement doit-il refuser l'autorisation d'accepter, ou doit-il laisser à l'évêque le soin de réduire les charges ?

L'art. 29 donne aux évêques le droit de réduction et, en conformité avec cet article, le gouvernement a plusieurs fois autorisé l'acceptation de fondations dont les charges dépassaient les produits. Mais cette faculté ne devrait pas être exagérée.

4° *De l'autorisation.* — L'acceptation une fois faite par la fabrique, l'évêque donne son avis et le gouvernement autorise dans la même forme que pour les dons et legs.

5° *Des clauses, charges et conditions mises à la fondation.* — En acceptant la fondation, la fabrique s'oblige à l'exécuter fidèlement et dans toutes ses

clauses. L'article 26 du décret de 1809 dispose à cet égard :

a. Les marguilliers sont chargés de veiller à ce que toutes fondations soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs, et sans que les sommes puissent être employées à d'autres charges.

b. Un extrait du sommier des titres contenant les fondations qui doivent être desservies pendant le cours du trimestre, sera affiché dans la sacristie, au commencement de chaque trimestre, avec les noms du fondateur et de l'ecclésiastique qui acquittera chaque fondation.

c. Il sera rendu compte, à la fin de chaque trimestre, par le curé ou desservant, au bureau des marguilliers, des fondations acquittées pendant le cours du trimestre.

d. De plus, conformément aux anciens usages et statuts des diocèses, il faut annoncer au prône de chaque dimanche les fondations qui doivent être acquittées dans la semaine.

6° *Du mode d'exécution.* — Les fondations doivent être acquittées au lieu et de la manière prescrite par le fondateur.

Telle a été la disposition invariable de l'ancienne législation et des anciens arrêts, conformes en cela au droit romain, aux lois des conciles, aux statuts des diocèses.

On peut, à ce sujet, consulter les autorités citées par Mgr. Affre (page 532), les conciles de Trente, de Sens et de Milan.

Les ordonnances du royaume et l'article 25 des libertés de l'Eglise gallicane ne reconnaissaient ni aux papes, ni aux évêques, ni aux rois le pouvoir, de changer les clauses des fondations. « Licet rex sit heres » fundatoris, non tamen potest immutare naturam bene- » neficii, neque conditiones foundationis annexas, » dit Rusée (*Regis privilegia*, 49, n° 3).

Aujourd'hui l'évêque, tout en devant respecter les clauses de la fondation, peut :

a. Supprimer des cérémonies ridicules ou surannées ;

b. Changer le lieu destiné à l'acquit de la fondation, si l'église de ce lieu est supprimé ;

c. Réduire les obligations de la fabrique quand, par un événement postérieur, les charges excèdent les revenus de la fondation. Le décret de 1809 reconnaît à l'évêque le droit d'opérer sur la fondation une réduction proportionnelle, conformément aux lois canoniques.

7° *Cessation du service de la fondation.* — La fabrique n'est pas tenue de continuer le service de la fondation. :

a. Quand le fondateur ou ses héritiers cessent eux-mêmes de payer la prestation stipulée ;

b. Quand les biens-fonds ou rentes affectées au service de la fondation viennent à périr, soit par la nature même de la chose, soit par le fait du fondateur ou de ses héritiers.

Si donc la perte provenait du fait ou de la faute de la fabrique, celle-ci ne serait pas libérée.

8° *Des revenus produits par les fondations.* — L'ex-

cédant des revenus sur les dépenses occasionnées par le service de la fondation appartient à la fabrique.

Le prêtre qui acquitte une fondation n'a donc plus le droit de jouir du revenu entier, comme par le passé.

§ II. — *Des acquisitions à titre onéreux.*

REMARQUE GÉNÉRALE SUR L'EMPLOI DES FONDS ET LES REMBOURSEMENTS

Avant d'entrer dans le détail de chacune des acquisitions faites au compte des fabriques, il importe de connaître les règles qui régissent, en général, les remboursements effectués dans les mains des trésoriers, ainsi que l'emploi et le remploi des fonds.

1^o *Des remboursements.* — Le trésorier de la fabrique doit veiller à exiger le remboursement des créances, lorsque le terme de l'échéance est arrivé. L'avis du Conseil d'État porte « que le remboursement des capitaux dus aux fabriques peut toujours avoir lieu, quand » les débiteurs se présentent pour se libérer ; mais ils » doivent avertir les administrateurs un mois d'avance, » pour que ceux-ci avisent, pendant ce temps, aux » moyens de placement et requièrent les autorisations » nécessaires de l'autorité supérieure.

Les fabriques n'ont pas besoin de l'autorisation du préfet pour recevoir le remboursement des capitaux de rentes qui leur sont dus (lett. min., 26 mars 1856).

2^o *De l'emploi et du remploi des fonds.* — L'art. 63 du décret de 1809 dispose en règle générale : « Les » deniers provenant de donations ou legs dont l'emploi

» ne serait pas déterminé par la fondation, les rem-
» boursements de rentes, le prix des ventes ou soultes
» d'échanges, les revenus excédant l'acquit des charges
» ordinaires, seront employés dans les formes déter-
» minées par l'avis du Conseil d'État approuvé par
» nous le 21 décembre 1808. » C'est-à-dire qu'ils
seront employés à augmenter la dotation de la fa-
brique.

« Dans le cas où la somme serait insuffisante, elle
» restera en caisse, si on prévoit que dans les six mois
» suivants, il rentrera des fonds disponibles, afin de
» compléter la somme nécessaire pour cette espèce
» d'emploi.

» Dans le cas contraire, le conseil délibérera sur
» l'emploi à faire, et le préfet ordonnera ce qui lui
» paraîtra le plus avantageux. »

Examinons maintenant les modes particuliers d'em-
ploi.

La loi du 2 janvier 1817 permet aux fabriques d'ac-
quérir à titre onéreux, c'est-à-dire moyennant un
capital déterminé, une rente, une échange. Ces acqui-
sitions peuvent avoir pour objet :

- 1^o Des immeubles.
- 2^o Des rentes sur l'État.
- 3^o Des créances ou rentes sur particuliers.
- 4^o Des objets mobiliers.

I. — ACQUISITION DES IMMEUBLES

Le placement en biens-fonds, quel que soit le mon-
tant de la somme, ne pourra s'effectuer sans autorisa-

tion donnée par le gouvernement en Conseil d'État.
(Art. 4 du décret du 16 juillet 1810.)

I. *Formalités.* — Les formalités à suivre par la fabrique sont :

- 1° Une délibération du conseil de fabrique ;
- 2° Une délibération du conseil municipal conforme ou contraire à l'opération ;
- 3° La copie du budget de la fabrique ;
- 4° Une estimation de l'immeuble à acquérir faite contradictoirement par deux experts, dont l'un est nommé par la fabrique, l'autre par le vendeur ou échangiste ;
- 5° Un plan figuré et détaillé des lieux ;
- 6° Le consentement du vendeur ou échangiste ;
- 7° Une enquête de *commodo* et *incommodo* par un commissaire au choix du sous-préfet ;
- 8° L'avis du sous-préfet ;
- 9° L'avis de l'évêque ;
- 10° L'avis du préfet ;
- 11° Quand enfin l'ordonnance ou le décret approuvant l'acquisition a été obtenue, l'acte est passé entre le trésorier de la fabrique et le vendeur.

Les frais sont à la charge de l'établissement acquéreur.

II. *Les fabriques ont-elles besoin d'être autorisées pour acquérir sur leur mise à prix un bien saisi à leur requête?* — Non ; car , comme l'indique fort bien le décret du 12 septembre 1811, une semblable acquisition n'a rien de commun avec celle qui est faite directement et de plein gré.

Cette situation se présentera :

1^o Lorsque l'art. 698 du Code de procédure sera applicable à la fabrique. Cet article déclare en effet propriétaire le poursuivant demeuré adjudicataire de l'immeuble, faute d'enchérisseur, sur la mise à prix contenue au cahier des charges.

2^o Lorsque l'enchère mise par la fabrique, sur un bien saisi à sa requête, n'est pas couverte et n'excède pas le montant de sa créance.

La fabrique peut-elle également, sans autorisation, surenchérir un immeuble sur lequel elle a inscription ?
— Oui, car la surenchère est simplement un acte conservatoire. Or, les délais nécessités par la demande d'autorisation compromettraient fatalement le droit de surenchère

II. — ACQUISITIONS DE RENTES

Les rentes se divisent en rentes sur l'État et rentes sur particuliers.

On appelle rente sur l'État toute rente perpétuelle inscrite au Grand-Livre de la dette publique ; et rente sur particuliers, celle qui repose sur la propriété privée.

I. RENTES SUR L'ÉTAT. — Les rentes sur l'État se divisent à leur tour en rentes nominatives et en rentes au porteur. Il y a des rentes 3, 4, 4 1/2 et 5 p. 100. Les particuliers ne peuvent prendre d'inscription inférieure à 5 fr. ; mais les établissements publics peuvent en obtenir exceptionnellement d'un franc.

Les rentes sur l'État constituent pour les fabriques le mode de placement le plus avantageux, le plus sûr et le plus facile.

1^o *Autorisation*. — Les avis du Conseil d'État des 21 décembre 1808 et 16 juillet 1810 n'exigeaient, pour les fabriques, une autorisation par ordonnance que dans le cas où le placement dépassait 2,000 fr.; l'autorisation des préfets suffisait pour une somme de 500 fr.; celle du ministre pour une somme de 2,000.

L'art. 6 de l'ordonnance du 27 avril 1817 alla plus loin et déclara que les acquisitions de rentes sur l'État n'étaient point assujetties à la nécessité de l'autorisation.

Mais depuis est venue l'ordonnance du 14 janvier 1831 dont l'art. 12 est ainsi conçu : « L'art. 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817 est rapporté. En conséquence, aucun transfert ni inscription de rentes sur l'État au profit d'un établissement ecclésiastique ne sera effectué, qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance royale dont l'établissement intéressé présentera, par l'intermédiaire d'un agent de change, expédition en due forme au directeur du Grand-Livre de la dette publique. »

2^o *Formalités pour obtenir l'autorisation*. — Il faut :

1^o Une délibération du bureau des marguilliers.

2^o Une expédition certifiée conforme de la donation ou du testament, de l'acte de vente, d'acquisition, d'échange, etc.

3^o L'avis du sous-préfet.

4° L'avis de l'évêque.

5° L'avis du préfet.

Le préfet autorise ensuite, par arrêté, l'achat de la rente si la somme à placer n'excède pas 1,000 francs ou, quel qu'en soit le chiffre, si elle provient d'un supplément de recettes. (Déc., 13 avril 1861 ; circ. c., 2 décembre 1861.)

Dans le cas contraire, il émet son avis et le ministre des cultes provoque le décret d'autorisation.

Jusqu'en 1871, les établissements ecclésiastiques ou religieux n'avaient été autorisés qu'à acheter du 3 pour 100 ; mais la loi du 16 septembre 1871 leur a laissé à cet égard toute latitude.

3° *Conversion et transfert de rentes.* — A. La conversion de rentes est l'acte par lequel un titre de rente nominatif est converti en titre au porteur, et réciproquement ; ou bien encore l'acte qui consiste à changer en titres de rente 3 p. 100 les titres de 4, 4 1/2 et 5 p. 100, et réciproquement.

La conversion d'une rente au porteur en rente nominative doit être autorisée, soit par arrêté préfectoral, soit par décret, suivant que le capital est supérieur ou non à 1,000 francs.

B. On appelle transfert l'opération par laquelle il est constaté qu'un titre nominatif passe d'une personne à une autre.

La fabrique qui veut faire opérer en son nom le transfert doit produire à l'appui de sa demande :

1° Une copie certifiée conforme de l'arrêté préfectoral ou du décret qui en a autorisé l'acceptation.

2° Un certificat de propriété délivré, soit par le juge de paix du canton, soit par un notaire.

3° Un certificat constatant le paiement des droits d'enregistrement.

L'opération du transfert se fait par l'intermédiaire du trésorier-payeur général du département (circ. c., 20 août 1861).

4° *Formalités à remplir quand un titre de rente est perdu.* — A. C'est un *titre nominatif*. Dans ce cas, le trésorier fait une déclaration, en présence de deux témoins, au maire de la commune. Celui-ci transmet la déclaration au directeur de la Dette inscrite qui débite le compte de l'inscription perdue et le porte à compte nouveau, par un transfert en forme dont l'extrait original, délivré sans frais, est remis à la fabrique.

B. C'est un *titre au porteur*. La loi du 15 juin 1872 et le décret du 27 juin 1874 établissent les principales formalités suivantes :

1° La signification d'un exploit au syndicat des agents de change de Paris, exploit où sont relatés, en toutes lettres et en tous chiffres, les numéros frappés d'opposition.

2° La publication de cet exploit au *Bulletin officiel des oppositions*.

3° Le versement, au Trésor, d'un cautionnement qui le garantisse contre la représentation des titres déclarés perdus ou des coupons qui en auraient été détachés.

II. RENTES SUR PARTICULIERS. — Ce mode de placement loin d'être, comme le précédent, sûr et facile, est

au contraire celui qui présente le plus d'inconvénients. Aussi ne doit-on y recourir que rarement pour les fabriques.

1^o *Autorisation*. — Les formalités prescrites par l'ordonnance de 1831 pour les acquisitions de rentes sur l'Etat le sont, à plus forte raison, pour les placements en rentes sur particuliers.

La question avait été cependant controversée ; on se fondait, pour dispenser les fabriques de la nécessité d'autorisation, sur ce que l'ordonnance de 1831 visait uniquement les rentes sur l'Etat ; mais deux lettres ministérielles des 29 novembre et 22 décembre 1848 ont décidé que les placements sur particuliers par actes notariés sont, comme les placements en rentes sur l'Etat, compris dans l'ordonnance de 1831 et, dès lors, soumis à l'autorisation du gouvernement.

2^o *Formalités*. — Il faut :

- 1^o Une délibération du conseil de fabrique ;
- 2^o L'engagement du particulier, acceptant le capital de la fabrique à titre de constitution de rente ;
- 3^o Un certificat du conservateur des hypothèques, faisant connaître si l'immeuble affecté à la garantie de la rente est libre ou non d'hypothèques ;
- 4^o Une copie du budget de la fabrique ;
- 5^o Les avis successifs du conseil municipal, du sous-préfet, de l'évêque et du préfet.
- 6^o L'envoi du tout au ministre des cultes.

III. PLACEMENTS EN VALEURS INDUSTRIELLES, EMPRUNTS DES VILLES ET DES DÉPARTEMENTS. — L'autori-

sation du gouvernement serait encore ici, suivant nous, nécessaire.

III. — ACQUISITIONS D'OBJETS MOBILIERS

Des acquisitions purement mobilières peuvent être faites par actes sous seing-privés, au nom des fabriques.

Ces acquisitions comprennent l'achat des objets servant au culte ou à la décoration des églises, et même les reconnaissances de créances des débiteurs de la fabrique.

Ces actes sont considérés comme des actes d'administration ; ils ne sont donc soumis qu'à la délibération du conseil de fabrique et sont dispensés de toute autorisation.

CHAPITRE III.

DES ALIÉNATIONS

1^o *Notions générales.* — Aliéner, c'est *rem suam alienam facere*, c'est transférer sa propriété, son droit à une autre personne qui l'acquiert. Le mot *aliénation* est donc un terme générique comprenant non-seulement la vente et l'échange, mais la donation, la transaction, la cession et la constitution d'un droit réel, tel que servitude, usufruit, usage, habitation, antichrèse, hypothèque, les coupes d'arbres et tourbages. Disons tout de suite que les donations sont interdites aux fabriques.

2° *Des causes légitimes d'aliénation par les fabriques.* — Ces causes sont au nombre de trois :

1° La nécessité ; par exemple, l'obligation de payer une dette légalement contractée, la construction d'un édifice indispensable à l'exercice du culte.

2° L'utilité particulière de l'église, quand il est évident que l'aliénation sera avantageuse à la fabrique.

3° L'utilité publique. En ce cas, l'aliénation est forcée et se fait comme à l'égard de toute propriété privée.

A ces trois causes légitimes d'aliénation, l'ancien droit en ajoutait une quatrième, la piété ou charité. Par exemple, s'il s'agissait du rachat des captifs, de la nourriture et de l'entretien des pauvres.

Une aliénation faite sans cause, mais pour laquelle on aurait rempli toutes les formalités exigées, serait-elle annulable si elle préjudiciait à la fabrique ?

Nous pensons que la réponse doit être affirmative. En effet, les fabriques sont assimilées aux mineurs. Elles sont donc, comme ces derniers, restituables contre tous les actes qui leur préjudicient.

Bien plus, leur minorité est perpétuelle ; à ce titre on pourrait, dans leur intérêt, invoquer la prescription trentenaire, tandis que les mineurs, à dater de leur majorité, ne jouissent que de la prescription décennale.

§ I^{er}. — *Des ventes.*

L'art. 1582 du Code civil définit la vente : « Une convention par laquelle l'un s'engage à livrer une chose, et l'autre à la payer. »

Mais il ne suffit pas que le vendeur procure à l'acheteur une possession même perpétuelle, il doit le rendre propriétaire. L'art. 1582 doit donc être rectifié et la vente définie : Une convention par laquelle l'une des parties transfère ou s'engage à transférer la propriété d'une chose, moyennant un prix que l'autre s'engage à payer.

Nous devons, en ce qui concerne la vente, faire des distinctions analogues à celles que nous avons faites pour les acquisitions, c'est-à-dire étudier successivement les ventes d'immeubles, les ventes d'objets mobiliers, les aliénations de rentes et de créances.

A. — VENTE D'IMMEUBLES

Les formalités relatives à la vente des biens immeubles des fabriques sont, d'après la circulaire ministérielle du 22 janvier 1831, les mêmes que celles requises pour les acquisitions. Cette ordonnance défend à tout notaire de passer un acte de vente de cette nature, s'il n'est justifié de l'ordonnance portant autorisation, ordonnance qui devra être insérée dans l'acte.

1^o *De l'autorisation.* — Un immeuble appartenant aux fabriques ne peut donc être vendu sans l'autorisation du gouvernement. Pour obtenir cette autorisation, la production des pièces suivantes est exigée comme pour les acquisitions :

1^o La délibération du conseil de fabrique.

2^o La délibération du conseil municipal.

3^o Un procès-verbal d'expertise contenant l'estimation de l'immeuble. Cette estimation est faite contra-

dictoirement par deux experts que nomme le conseil de fabrique. Le procès-verbal doit être sur papier timbré et dans les vingt-quatre jours de sa date enregistré.

4° Un plan figuré et détaillé des lieux.

5° Un procès-verbal de *commodo* et *incommodo* rapporté par un commissaire au choix du sous-préfet.

6° Le consentement de l'acquéreur.

7° Le budget de la fabrique.

8° Les avis du sous-préfet, de l'évêque et du préfet.

9° Le préfet fait ensuite passer le tout au ministère de l'intérieur.

Lorsque l'autorisation a été donnée, l'acte est passé devant notaire.

2° *Des enchères.* — En règle générale, la vente doit se faire aux enchères publiques, à l'extinction des feux ou sur soumissions cachetées (circ. min., 29 janvier 1831). Les enchères sont ouvertes, devant notaire, par le président, au nom de la fabrique.

La circulaire ministérielle du 29 janvier 1831 semble exiger la nécessité des enchères. Cependant, nulle loi n'impose formellement les enchères et, d'autre part, elles sont quelquefois inutiles, quand, par exemple, la fabrique trouve un acquéreur qui, en raison de sa position et de ses convenances, offre un prix considérable.

Nous pensons donc, contrairement à la circulaire du 29 janvier 1831, que des aliénations amiables peuvent avoir lieu :

1° Quand l'objet est d'une valeur minime ;

2° En cas d'avantage évident qui rende la formalité des enchères inutile ;

3° En cas de vente faite par la fabrique à un autre établissement public (avis Cons. d'Etat, 27 février 1833 et 18 décembre 1835 ; — cir. c., 10 avril 1862).

Quid en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ? — L'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire. D'après l'art. 13 de la loi du 3 mai 1841, il suffit d'une simple délibération du conseil de fabrique, approuvée par le préfet en conseil de préfecture.

Dans les ventes aux enchères, le procès-verbal d'expertise est-il nécessairement contradictoire ? — M. Carré, au n° 412, démontre fort bien que cela ne peut exister dans les adjudications aux enchères. Dans les ventes de ce genre, dit-il, en effet, il est impossible de connaître d'avance l'adjudicataire. Comment alors faire une expertise contradictoire ?

3° *Des clauses et conditions essentielles de la vente.* — Outre les stipulations et conditions particulières dont le contrat est susceptible, à raison des lieux et des circonstances, il est essentiel de convenir :

1° Que le paiement se fera entre les mains du trésorier.

2° Si le prix consiste en constitution de rentes, que les arrérages seront payés à telle époque.

3° Que la rente ne pourra être remboursée qu'en prévenant un mois d'avance, et que les frais de l'inscription hypothécaire à prendre, dans l'intérêt de la fabrique, en la forme prescrite par l'art. 2148 du Code civil, seront à la charge de l'acquéreur.

4° Si la vente est faite moyennant un capital une fois payé, que l'époque du paiement soit strictement fixée, avec stipulation d'intérêts quittes de retenue et

avec le droit de poursuivre le capital lui-même par saisie de biens, revente sur folle enchère, rescision d'adjudication.

Les ventes des biens de fabriques sont-elles soumises à l'action en rescision pour cause de lésion des 7/12^e ?

— La négative est généralement adoptée ; l'aliénation ne pouvant avoir lieu qu'après estimation et au prix de l'estimation, il y a présomption légale que l'immeuble a été vendu à sa juste valeur.

REMARQUES. — 1^o On ne peut nommer pour expert aucun membre de la fabrique.

2^o Aucun membre du conseil des marguilliers ne peut également se porter, soit pour adjudicataire, soit pour associé de l'adjudicataire.

B. — VENTE D'OBJETS MOBILIERS

La vente d'objets mobiliers, appartenant au culte, constitue un pur acte d'administration. La seule délibération du conseil de fabrique est donc exigée pour les aliénations de ce genre.

M. l'abbé Prompsault prétend néanmoins, sur la foi d'une décision ministérielle du 10 mars 1812, que la fabrique doit être autorisée par le préfet. Ce n'est pas notre avis.

Si la vente devait consister en objets d'art ou autres objets précieux, les deux circulaires ministérielles du 27 avril 1839 et du 8 février 1869 décident que l'aliénation ne saurait avoir lieu sans l'avis du conseil municipal, et sans l'intervention de l'évêque et du préfet.

La Cour de Lyon a même décidé, par un arrêt du

19 décembre 1873, qu'un tableau donné par l'État pour la décoration d'une église est inaliénable et demeure frappé d'affectation spéciale perpétuelle ; que, s'il vient à être vendu par la fabrique, la commune est fondée à poursuivre la nullité de la vente, et l'acquéreur, considéré comme de mauvaise foi, n'a pas droit à des dommages-intérêts.

C. — ALIÉNATIONS DES RENTES SUR L'ÉTAT.

Pour effectuer ces aliénations, les fabriques doivent, comme pour les achats, être autorisées. Les pièces à produire pour obtenir l'autorisation sont :

1^o La délibération du bureau des marguilliers et du conseil de fabrique.

2^o L'avis du conseil municipal.

3^o La copie du budget de la fabrique, approuvé par l'évêque.

4^o Le ou les titres de rentes dont l'aliénation est projetée.

5^o Le certificat de propriété.

6^o Les avis du sous-préfet, de l'évêque et du préfet.

7^o L'envoi du tout au ministre des cultes.

Le décret d'autorisation obtenu, le trésorier de la fabrique adresse les titres de rentes au trésorier-payeur général du département. A ces titres est annexée une copie du décret intervenu.

D. — ALIÉNATIONS DE RENTES SUR PARTICULIERS

Il faut entendre par là toute cession ou transfert de droits incorporels. Appliquons à ce genre d'aliénations les formalités prescrites pour les acquisitions.

§ II. — *Des échanges.*

L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent réciproquement ou s'engagent à se donner une chose pour une autre.

L'échange a donc la plus grande affinité avec la vente et, par suite, les formalités applicables à l'une le sont également à l'autre.

Nous nous bornerons à faire deux observations en ce qui concerne l'échange :

1° L'envoi du budget n'est pas nécessaire, s'il n'y a pas de soulte à payer.

2° L'estimation de l'immeuble à échanger doit toujours être contradictoire, c'est-à-dire faite par deux experts. Le coéchangiste n'est pas en effet inconnu, comme l'adjudicataire aux enchères.

§ III. — *Des emprunts.*

Les fabriques doivent, autant que possible, éviter les emprunts ; car de pareils actes peuvent à tout jamais compromettre leur avenir.

C'est sans doute sous l'empire de cette pensée que les rédacteurs du décret de 1809 ont omis de parler des emprunts, et qu'ils ont chargé les communes de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques.

Toutefois, en vertu de ce vieil adage : « Ce qui n'est pas défendu est permis, » on peut croire que l'emprunt est toléré. Il existe, en effet, des cas exceptionnels où

une pareille mesure , loin de compromettre l'avenir , doit être considérée comme un acte de bonne administration.

1° *De l'autorisation.* — Mais à quelles formalités sera assujettie une fabrique qui voudra contracter emprunt? Nous pensons qu'il faut lui appliquer les règles de l'administration municipale.

Les fabriques, pour emprunter, devront donc préalablement obtenir l'autorisation du gouvernement. C'est ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour de cassation, 18 juillet 1860.

2° *Formalités de cette autorisation.* — Les pièces à produire sont :

1° Une délibération du conseil de fabrique , énonçant la nécessité , la qualité , les conditions , l'emploi de l'emprunt et les moyens d'en effectuer le remboursement.

2° L'avis du conseil municipal de la commune.

3° L'opinion du sous-préfet.

4° L'opinion de l'évêque.

5° L'avis particulier du préfet.

Sur le vu de ces pièces, le ministre des cultes provoque l'autorisation.

3° *Des emprunts contractés sans autorisation préalable.* — Nous ne pensons pas que la nullité de ces actes soit absolue ; les fabriques seules pourraient s'en prévaloir (Orléans, 2 mars 1829).

Mais quand les fabriques demandent et obtiennent l'annulation des emprunts contractés en leur nom par les administrateurs de ces établissements, les prêteurs

ont alors une action contre les fabriciens qui ont consenti l'acte, et ceux-ci ne peuvent se libérer que sur leurs biens personnels et non sur les deniers de l'église.

Tout emprunt, en effet, contracté par un conseil de fabrique, même régulièrement autorisé, constitue, jusqu'à l'époque de son remboursement intégral, un engagement obligatoire pour les membres successivement élus du conseil entièrement renouvelé. (Décis. des cultes, 22 déc. 1868.)

§ IV. — *Des transactions.*

I. *Définition.* — « La transaction, aux termes de » l'art. 2044 du Code civil, est un contrat par lequel » les parties terminent une contestation née et pré- » viennent une contestation à naître. »

II. *De l'autorisation.* — « Les communes et établis- » sements publics ne peuvent transiger qu'avec une » autorisation expresse. » (Art. 2045, C. civil.)

Ses formes. — Pour obtenir cette autorisation, on suit les formes tracées pour les hospices et les communes, par les arrêtés du gouvernement des 7 messidor an IX et 21 frimaire an XII.

a. Pour les hospices, l'arrêté du 7 messidor an IX dispose : « Le comité consultatif pourra, dans les cas » qui le permettront, transiger sur tous les droits » litigieux ; les transactions recevront leur exécution » provisoire, mais ne seront définitives et irrévocables

» qu'après avoir été approuvées par le gouvernement ;
» à l'effet de quoi, elles seront adressées au ministre
» de l'intérieur, revêtues de l'avis du préfet et sous-
» préfet. »

b. Pour les communes, l'arrêté du 21 frimaire an XII est ainsi conçu :

« ART 1^{er}. — Dans tous les procès nés ou à naître
» entre des communes et des particuliers, sur des
» droits de propriété, les communes ne pourront tran-
» siger qu'après une délibération du conseil municipal,
» prise sur la consultation de trois jurisconsultes dési-
» gnés par le préfet du département, et sur l'autorisa-
» tion de ce même préfet, donnée d'après l'avis du
» conseil de préfecture. »

« ART. 2. — Cette transaction, pour être définitive-
» ment valable, devra être homologuée par un arrêté
» du gouvernement rendu dans les formes prescrites
» par les règlements d'administration publique. »

Aux termes de l'art. 60 du décret de 1809, les biens des fabriques étant régis dans la forme particulière aux biens des communes, nous dirons, en ce qui concerne la transaction :

1° Le conseil de fabrique prend une délibération dans laquelle il demande à transiger et expose les motifs de sa demande.

2° Le conseil municipal donne ensuite son avis.

3° Le préfet, après avoir reçu la délibération du conseil de fabrique, la soumet à l'examen de trois jurisconsultes.

4° L'avis de ces trois jurisconsultes est à son tour soumis au conseil de préfecture.

5° Le préfet donne ensuite son autorisation, si lui seul doit autoriser.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire si le litige concerne un immeuble ou des objets mobiliers d'une valeur de plus de 1,000 francs, il adresse son avis et toutes les pièces au ministre des cultes.

6° L'autorisation une fois accordée, l'acte est passé devant notaire par le trésorier et la partie qui transige. (Loi, 18 juillet 1837 ; — décis. c., 16 décembre 1839 ; — déc., mars 1852, tableau A, n° 43.)

Toutes ces formalités sont prescrites à peine de nullité. Cependant, on a controversé la question de savoir si l'avis des trois jurisconsultes est exigé. On a dit en faveur de la négative :

1° L'arrêté de frimaire an XII, qui prescrit cette formalité, est antérieur à l'art. 2045 du Code civil. Or, ce dernier ne reproduit pas la disposition de l'arrêté de frimaire ; c'est donc qu'il n'en reconnaît pas la nécessité.

2° Cet avis de trois jurisconsultes est d'ailleurs à peu près inutile, puisque le gouvernement est ensuite appelé à décider.

Les partisans de l'affirmative répondent en citant :

1° Une décision du Conseil d'État du 16 janvier 1833.

2° Une décision du ministre des cultes du 16 décembre 1839.

Ces deux décisions établissent formellement, en effet, la nécessité de l'avis des trois jurisconsultes.

§ V. — *Arbitrages ou compromis.*

Définition. — Le compromis est la convention par laquelle les parties soumettent leur différend à des arbitres.

Pour compromettre, il faut avoir la capacité de s'obliger et d'aliéner, car on s'engage à reconnaître pour bonne la décision à intervenir. Aussi l'art. 1003 du Code de procédure dit-il que pour compromettre sur un droit, il faut en avoir la libre disposition. La loi a eu raison de se montrer sévère : on ne connaît pas, en effet, en recourant au compromis, l'étendue des sacrifices qu'il imposera. Aussi le tuteur qui, avec l'autorisation du conseil de famille, l'avis de trois jurisconsultes et l'homologation du tribunal peut transiger, parce qu'il sait à quelles conditions, ne peut-il compromettre.

Pour les mêmes motifs, l'arbitrage est interdit aux fabriques et autres établissements publics.

Une fabrique ne peut-elle pas cependant être engagée dans un arbitrage par le décès d'une personne qui aurait compromis et qui décéderait après l'avoir instituée légataire ?

M. Gaudry, qui s'est posée cette question et l'a résolue, distingue :

1° Si l'arbitrage est civil, la fabrique ne saurait être engagée. Elle est, en effet, assimilée aux mineurs, et, aux termes de l'article 1013 du Code de procédure civile, le décès de l'une des parties met fin au com-

promis, si les héritiers ou l'un d'eux seulement est mineur.

2^o Si l'arbitrage existe en matière commerciale, il en est différemment. Supposons, en effet, qu'une fabrique ait recueilli, par legs ou donation, des intérêts dans une société commerciale. La dévolution d'un objet social, même à un mineur, ne change pas la nature de l'opération qui rend l'arbitrage nécessaire. L'arbitrage est ici une nécessité imposée par la loi ; il produirait donc tous ses effets.

Mais cette distinction est aujourd'hui sans fondement, puisque l'arbitrage forcé a été supprimé par la loi du 17 juillet 1856.

§ VI. — *Droits et charges qui diminuent la propriété.*

Ces droits sont : l'usufruit, l'usage, l'habitation, les servitudes ou services fonciers, le gage, l'antichrèse, le privilège, l'hypothèque. Ils ne peuvent être établis valablement sur les biens des fabriques, sans une autorisation expresse du chef de l'État.

On est même allé plus loin en ce qui concerne l'hypothèque. De nombreux auteurs refusent aux fabriques le droit d'hypothéquer leurs biens. D'autres, tout en le leur permettant, ne reconnaissent pas au créancier hypothécaire le droit de saisie et de vente.

Nous traiterons de cette question en parlant de l'exécution des jugements rendus contre les fabriques.

§ VII. — *Des bois et arbres appartenant aux fabriques.*

L'art. 1^{er} du Code forestier soumet au régime établi par ce Code, les bois et forêts qui font partie du domaine des établissements publics.

Il n'est rien dit, il est vrai, des arbres épars plantés sur les terrains appartenant aux fabriques ; mais une décision du ministre de l'intérieur, interprétative de l'art. 90 du Code forestier, déclare que les règles de ce Code ne leur sont pas applicables ; les bois taillis et futaies qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière, y sont seuls soumis.

Donc une double distinction :

1^o *Coupes et ventes des arbres épars.* — On doit, pour la coupe et la vente de ces arbres, observer les formalités prescrites par l'arrêté du gouvernement du 26 juillet 1796. Ces formalités sont :

1^o Une délibération du conseil de fabrique.

2^o Une pétition sur timbre, signée du président de la fabrique et adressée au directeur des eaux, bois et forêts du département.

Ces deux pièces sont ensuite envoyées au préfet. Celui-ci est investi d'une autorité suffisante pour permettre la coupe de ces arbres ; mais il doit veiller à ce qu'il soit prélevé sur le prix des arbres vendus une somme nécessaire pour leur remplacement. Le remplacement est fait dans l'année de l'autorisation.

2^o *Des bois taillis et futaies.* — Ces bois, comme

nous l'avons dit, sont soumis au régime forestier. (V. art. 15 et 16, Code forestier.)

La vente des coupes tant ordinaires qu'extraordinaires, dans les bois soumis au régime forestier, se fait toujours par voie d'adjudication publique, devant le préfet ou le sous-préfet, sur la proposition et en présence des agents de l'administration forestière, conformément à un cahier des charges dressé par ses soins.

§ VIII. — *Des mines, minières et tourbières.*

1^o *Mines et minières.* — Les droits appartenant aux fabriques sur des mines et minières sont régis par la loi du 21 avril 1810.

2^o *Tourbières.* — Les tourbières sont exploitées par voie d'économie ou par adjudication. Quand la fabrique veut extraire de la tourbe, elle prend, sur le moyen qu'elle désire adopter à cet effet, une délibération. Cette délibération est envoyée au préfet, et celui-ci, s'il est favorable à la demande, sollicite l'autorisation du ministre.

Les travaux de tourbières sont surveillés par le trésorier, de la manière indiquée par l'autorisation. L'exploitation des tourbières n'étant pas d'ailleurs soumise à des règles uniformes, les fabriques doivent consulter et observer les arrêtés spéciaux rendus par les préfets sur cette matière. (Mgr Affre, page 308.)

CHAPITRE IV

DES ACTES CONSERVATOIRES

On appelle *acte conservatoire* toute mesure prise extra-judiciairement, dans le but de sauvegarder l'intégrité des droits de la fabrique. Il existe donc autant d'actes conservatoires qu'il y a de manières de défendre ou de maintenir un droit.

Les principaux sont : les inscriptions hypothécaires, les appositions de scellés, les demandes de titre nouvel ou récognitif, les interruptions de prescriptions, les sommations, commandements, saisies-gageries, saisies-exécutions.

Qui doit, pour les fabriques, faire les actes conservatoires ? — L'art. 78 du décret de 1809 dispose à cet égard : « Le trésorier est tenu de faire tous actes conservatoires pour le maintien des droits de la fabrique, et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement des revenus. »

Le trésorier n'a donc pas besoin d'autorisation, même de la part du conseil de fabrique, pour prendre les diverses précautions légales que nous venons d'énumérer. Cependant, la saisie immobilière devrait être autorisée par le conseil de préfecture.

M. Carré (n° 446) conseille, en outre, au trésorier d'obtenir l'approbation du bureau toutes les fois qu'il s'agit d'exécuter, sur les biens d'un débiteur, un acte emportant obligation au profit de la fabrique. La

raison en est que, si les différentes voies d'exécution indiquées par la loi ne constituent point par elles-mêmes un procès, il peut s'en élever à leur occasion.

Parmi les actes conservatoires, les uns tendent plus particulièrement à la conservation des droits de la fabrique, les autres à leur recouvrement. De là deux divisions dans ce chapitre :

I

ACTES CONSERVATOIRES AYANT POUR EFFET DE CONSERVER LES AUTRES DROITS DE LA FABRIQUE

Les principaux sont :

A. L'hypothèque.

B. Le renouvellement des titres récongnitifs de rentes avant les trente ans révolus.

C. L'interruption de la prescription.

A. — DE L'HYPOTHÈQUE

I. *Notions générales.* — L'hypothèque est définie par le Code : Un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation. C'est dire par là même que les meubles n'y sont pas soumis.

Quant aux immeubles, ceux-là seuls sont susceptibles d'être hypothéqués qui sont dans le commerce.

L'hypothèque dérive tantôt de la loi, tantôt des jugements et des actes judiciaires, tantôt des conventions par acte authentique. Elle est donc, suivant les cas, légale, judiciaire ou conventionnelle.

A la différence de l'hypothèque légale et de l'hypothèque judiciaire, l'hypothèque conventionnelle ne frappe pas tous les biens du débiteur. Son effet est restreint à ceux spécifiés dans l'obligation.

Les inscriptions hypothécaires valent pendant dix années ; elles doivent donc être renouvelées avant l'expiration de ce laps de temps. Sinon, elles seraient primées par les hypothèques prises antérieurement au renouvellement.

II. *Du droit des fabriques en matière d'hypothèque.*

— Les fabriques jouissent, pour les inscriptions hypothécaires, des mêmes avantages que les établissements publics. Une décision du gouvernement du 24 pluviôse an XIII a fait cesser tous les doutes à cet égard.

Or, suivant l'article 23 de la loi du 21 ventôse an VII, l'inscription des créances appartenant à l'État, aux hospices et aux autres établissements publics, doit être faite sans avance de droits d'hypothèques et de salaires des préposés. Les fabriques sont donc également dispensées de ces avances.

Par ailleurs, les formalités prescrites pour requérir inscription sont les suivantes :

1° Le trésorier représente au conservateur des hypothèques le jugement ou l'acte qui donne naissance à l'hypothèque.

2° Il y joint deux bordereaux écrits sur papier timbré et qui contiennent :

a. La désignation de la fabrique et l'élection d'un domicile pour le trésorier dans un lieu quelconque de l'arrondissement du bureau.

b. Les nom, prénoms et domicile du débiteur.

c. La date et la nature du titre.

d. Le montant du capital des créances énoncées dans le titre ou évaluées par le trésorier.

e. Le montant des accessoires de ces capitaux, tels que les intérêts et arrérages échus, et les frais faits ou à faire pour parvenir au recouvrement.

f. L'époque de l'exigibilité.

g. Enfin, l'indication de l'espèce et de la situation des biens.

3° Les inscriptions doivent être faites au bureau de conservation dans l'arrondissement duquel se trouve l'immeuble grevé.

C'est au trésorier de la fabrique qu'incombe le devoir de prendre toutes les mesures conservatrices, relatives à l'inscription et au renouvellement des hypothèques.

B. — DES ACTES NOUVELS OU RÉCOGNITIFS

I *Notions générales.* — L'acte récognitif est opposé à l'acte primordial.

L'acte primordial est celui qui a été dressé pour constater la convention ou le fait quelconque qui a donné naissance à l'obligation. Le titre *récognitif*, appelé aussi *titre nouvel*, est celui qui est dressé pour constater la reconnaissance que le débiteur a faite de l'obligation constatée déjà dans l'acte primordial.

En principe, l'acte récognitif ne dispense point le créancier de représenter le titre primordial. Son utilité est, comme on va le voir, d'interrompre la prescription.

La rente est prescriptible par trente ans. Or, supposons que le créancier reste inactif durant ce laps de temps, ou même qu'il se borne à exiger le paiement des arrérages. Après trente ans révolus, le débiteur de la rente pourrait venir dire au créancier : « Vous êtes resté dans l'inaction pendant trente années, la rente est prescrite. » Sans doute, sa prétention serait injuste ; mais elle triompherait. Comment, en effet, le créancier prouverait-il les paiements d'arrérages qu'il a reçus ? Les quittances qui en font foi sont entre les mains du débiteur. Le créancier sera donc victime de la fraude.

C'est pour obvier à cet inconvénient que l'art. 2263 du Code civil dispose : « Le débiteur d'une rente peut » être contraint, après vingt-huit ans de la date du dernier titre, de fournir à ses frais un titre nouveau à » son créancier. »

II. *Des droits de la fabrique.* — C'est au trésorier de la fabrique qu'il appartient de prendre toutes ces mesures conservatoires ; il doit, en outre, veiller à ce que les titres nouveaux soient faits devant notaire, conformément à l'article 83 du décret de 1809. Un titre sous seing-privé peut, en effet, s'égarer ou se perdre ; quand l'acte est authentique, il est toujours facile, au contraire, de s'en procurer une expédition.

La négligence du trésorier lui serait imputable.

C. — DE LA PRESCRIPTION.

I. *Notions générales.* — Le Code définit la prescription : « Un moyen d'acquérir et de se libérer par un

certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi. »

La prescription peut être trentenaire, décennale, quinquennale, triennale, annuelle ; il y a même une prescription de six mois.

Pour pouvoir conduire à la prescription, la possession doit être continue, non-interrompue, paisible, publique, à titre de propriétaire et non équivoque. Toutefois, la prescription trentenaire n'exige ni juste titre, ni bonne foi. Elle est une peine infligée par la loi à la négligence du propriétaire.

Des biens imprescriptibles. — Les biens hors du commerce ne peuvent être prescrits. Ne sont pas dans le commerce :

1° Les biens faisant partie du domaine public.

2° Les biens des départements et des communes, lorsque ces biens sont affectés à un usage public ; tels sont les églises, les hospices, les cimetières, les hôtels de ville, les places et promenades.

Par conséquent, une église qui cesserait d'avoir sa destination première, une chapelle particulière où le culte ne serait pas publiquement célébré, seraient prescriptibles. Un arrêt de cassation du 4 juin 1835 l'a ainsi décidé.

II. *Biens des fabriques.* — L'article 2227 du Code civil dispose que « les biens composant le domaine privé de l'État, des établissements publics et des communes, sont prescriptibles de la même manière que ceux des particuliers. » Autrefois, ils ne se prescrivaient que par quarante ans. Les biens des fabriques

étant susceptibles d'être acquis par prescription, il importe au trésorier d'y mettre obstacle. Aussi une circulaire ministérielle du 21 décembre 1833 a-t-elle recommandé aux trésoriers, et même aux fabriciens, de veiller, sous leur responsabilité personnelle, à faire interrompre toutes les prescriptions prêtes à s'accomplir.

Les différentes manières d'interrompre la prescription sont déterminées par les dispositions contenues dans les articles 2242 à 2251 du Code civil.

II

ACTES CONSERVATOIRES AYANT POUR OBJET DE RECOUVRER LES FONDS ET REVENUS DE LA FABRIQUE.

Nous avons vu précédemment que les biens susceptibles d'être recouvrés par la fabrique sont :

1^o Les biens non aliénés par l'État et qui appartenaient autrefois aux fabriques des églises.

2^o Les biens non aliénés des anciennes confréries.

3^o Les biens cédés, quels qu'ils soient, pourvu qu'ils aient une origine ecclésiastique.

Or, les fabriques ne sont pas remises, de plein droit, en possession de ces divers biens. Il faut que l'envoi en possession soit prononcé par l'autorité administrative.

Le trésorier est chargé de faire, pour l'obtenir, toutes les démarches nécessaires. Ces démarches sont les suivantes :

1° Le trésorier adresse, au nom de la fabrique, une pétition au préfet.

Cette pétition doit être appuyée sur des titres.

2° Le préfet prend l'avis du directeur des domaines.

3° Le préfet ordonne ensuite, par un arrêté, l'envoi en possession et le ministre des finances approuve l'arrêté.

CHAPITRE V.

DES AFFAIRES CONTENTIEUSES DE LA FABRIQUE.

Nous avons défini la fabrique : Une personne morale qui représente la paroisse pour tout ce qui concerne les intérêts matériels.

Comme personne morale, elle est susceptible de droits et de devoirs.

Or, les uns et les autres peuvent être déniés et contestés ; de là des actions en justice, des procès.

Nous aurons à examiner dans ce chapitre :

1° Les cas dans lesquels la fabrique a besoin d'autorisation pour plaider.

2° La procédure à suivre.

3° L'autorité compétente pour statuer.

4° L'exécution des jugements et décisions rendus pour ou contre les fabriques.

§ I^{er} — *De l'autorisation de plaider.*

I. NÉCESSITÉ DE L'AUTORISATION. — Les fabriques sont, ainsi que tous les établissements publics, sous la

surveillance et la tutelle du gouvernement ; elles ne peuvent donc plaider, soit comme demanderesses, soit comme défenderesses, sans une autorisation spéciale.

La nécessité de cette autorisation se conçoit facilement ; les conséquences d'un procès sont, en effet, toujours graves. Si donc la loi n'eût environné de toutes les précautions, de toutes les mesures de prudence possibles les actions des fabriques, elle eût, sans aucun doute, compromis l'avenir des établissements publics et la tranquillité des citoyens.

L'autorisation de plaider est-elle nécessaire dans tous les cas ? — Deux hypothèses peuvent se présenter :

1^{re} *Hypothèse.* — Le débat est porté devant les tribunaux civils.

2^e *Hypothèse.* — Le débat est porté devant les tribunaux administratifs.

1^{re} HYPOTHÈSE

Quand l'action doit être portée devant les tribunaux civils, la nécessité d'une autorisation de plaider est admise en principe. Une controverse existe néanmoins :

A. — Les uns pensent que l'autorisation est nécessaire, quelle que soit la nature du procès à soutenir.

B. — Les autres, que les fabriques peuvent s'en dispenser pour les objets de peu d'importance ou dont la propriété n'est pas contestée.

Les premiers argumentent de l'art. 1032 du Code de procédure civile et de l'art. 77 du décret de 1809. Ces

articles sont en effet rédigés en termes généraux qui rejettent toute distinction :

« ART. 1032. — Les communes et les établissements
» publics seront tenus, pour former une demande en
» justice, de se conformer aux lois administratives. »

« ART. 77. — Ne pourront les marguilliers entrepren-
» dre aucun procès, ni y défendre, sans une autorisation
» du conseil de préfecture, auquel sera adressée la
» délibération qui devra être prise à ce sujet par le
» conseil et le bureau réunis. »

Les seconds s'appuient sur un arrêt de la Cour de cassation du 21 juin 1808, qui décide que l'autorisation n'est pas nécessaire pour réclamer un objet de peu de valeur. Mais on leur fait remarquer, avec raison, que cet arrêt est antérieur au décret de 1809 et qu'il ne saurait être invoqué utilement aujourd'hui.

M. Carré, se fondant sur l'art. 78 du décret de 1809, fait une autre distinction : D'après cet article 78, le trésorier de la fabrique est, dit-il, chargé de faire tous les actes conservatoires et les diligences nécessaires pour le recouvrement des revenus. Il faut donc en conclure que la fabrique n'a pas besoin d'autorisation chaque fois qu'il n'y a pas contestation sur la propriété.

Cette distinction de M. Carré est purement arbitraire. Sans doute le trésorier de la fabrique peut bien faire une sommation, un commandement sans autorisation préalable ; mais autre chose est de faire de simples actes conservatoires et d'ester en justice, de procéder en un mot. Or, quel est le but de la loi ? C'est précisément d'empêcher les corps de mainmorte de

lier contestation, de paraître en justice sans la surveillance de l'administration supérieure.

Quoi qu'il en soit de ces distinctions et controverses, il a été décidé que l'autorisation n'est pas nécessaire :

1^o Pour assigner en référé. (Paris, 17 novembre 1868.)

2^o Pour intenter une action possessoire. (Loi du 18 juillet 1837, art. 55 ; — Arrêt Cons. d'Etat du 17 novembre 1863.)

3^o Pour demander devant le juge de paix le paiement du loyer non contesté d'un banc. (*Nouveau Journal des conseils de fabrique*, août 1868, p. 296.)

2^e HYPOTHÈSE

Dans le cas où l'affaire doit être jugée par le conseil de préfecture, nous ne pensons pas que l'autorisation soit nécessaire. Le conseil de préfecture est, en effet, chargé d'apprécier et de juger l'affaire. A quoi bon formuler devant lui une demande en autorisation de plaider ? Un arrêt du Conseil d'Etat du 13 février 1868 a, d'ailleurs, consacré cette doctrine : l'autorisation ne serait nécessaire ni pour intenter une action devant le conseil de préfecture, ni pour former un pourvoi devant le Conseil d'Etat.

II. DE L'ÉTENDUE DE L'AUTORISATION. — L'autorisation générale accordée pour suivre un procès suffit, en principe, pour toutes les phases de la procédure. De nombreux arrêts de la Cour de cassation ont statué dans ce sens :

1^o Un premier arrêt du 17 novembre 1824 décide que quand une fabrique a été autorisée à plaider sur le fonds d'un procès, une autorisation spéciale ne lui est point nécessaire pour plaider sur les incidents relatifs à l'exécution du jugement.

2^o Un deuxième arrêt du 29 février 1832 décide également que l'autorisation de plaider au fonds, emporte autorisation de plaider sur les incidents relatifs au règlement de l'exécution de l'arrêt rendu, encore qu'il n'aurait pas une connexité rigoureuse avec l'affaire primitive.

3^o Un troisième, que l'autorisation de plaider s'étend à tous les incidents auxquels l'action peut donner lieu. (Cass., 7 janvier 1835.)

4^o Un arrêt de la Cour de Lyon du 30 juillet 1874 décide aussi que l'autorisation donnée à un conseil de fabrique de défendre à une action, comprend nécessairement l'autorisation de défendre à une demande d'interprétation et d'exécution de l'arrêt rendu sur cette matière.

Des doutes plus sérieux se sont élevés au sujet des appels, du pourvoi en cassation, de la requête civile et de la tierce-opposition.

A. *Des appels.* — Il faut distinguer :

1^o La fabrique a gagné son procès en première instance. — Dans ce cas, elle n'a pas besoin d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture, pour défendre à l'appel interjeté contre elle.

2^o La fabrique a été condamnée. — Elle ne peut alors interjeter appel sans une nouvelle autorisation.

B. *Des pourvois en cassation.* — Un arrêt du Conseil d'État, du 20 juin 1861, applique aux pourvois en cassation la doctrine que nous venons d'exposer pour les appels.

La fabrique n'aura donc pas besoin d'autorisation, si elle a à défendre à un pourvoi formé contre elle devant la Cour de cassation, dans un procès qu'elle aura gagné en première instance et en appel.

Cependant, quelques auteurs voient dans la Cour de cassation un tribunal extraordinaire chargé de vérifier l'application exacte de la loi, par suite un moyen extraordinaire de procéder. D'après eux, une nouvelle autorisation est toujours nécessaire.

C. *De la requête civile.* — La requête civile est une voie de recours encore plus exceptionnelle que le pourvoi en cassation, puisqu'elle tend à faire rétracter en totalité ou en partie un jugement en dernier ressort, ou un arrêt non susceptible d'opposition. La fabrique devrait donc être autorisée.

D. *De la tierce-opposition.* — Il en est de même de la tierce-opposition. Une fabrique qui y a recours introduit, par rapport à elle, un procès entièrement nouveau ; elle doit donc être autorisée.

III. FORMALITÉS A REMPLIR POUR OBTENIR L'AUTORISATION. — 1^o La demande d'autorisation doit être formée par un mémoire signé du trésorier et appuyé de toutes pièces justificatives, c'est-à-dire :

a. D'une délibération du conseil de fabrique et du bureau réunis.

b. De l'avis du conseil municipal.

2° Si l'affaire est importante ou difficile, on présente en même temps une consultation de deux ou trois avocats. Mais aucun texte n'exige pour les fabriques cette formalité qui existe pour les hospices et les communes.

3° Le conseil de préfecture rend sa décision dans les deux mois à partir de la réception du mémoire, constatée par un récépissé.

IV. A QUEL MOMENT DOIT ÊTRE OBTENUE L'AUTORISATION ? — L'autorisation de plaider accordée à une fabrique doit précéder tout acte de poursuite.

Quid par conséquent si l'autorisation n'est accordée qu'au milieu des agissements de la procédure ? — Tous les exploits et actes antérieurs sont et demeurent nuls.

Un arrêt de la Cour de cassation du 11 janvier 1809 et un arrêt de la Cour de Rennes du 17 mai 1819 déclarent, en effet, que tout ce qui a été dit et fait avant l'autorisation de plaider est nul et ne peut lier d'aucune manière.

V. DU DÉFAUT D'AUTORISATION. — S'il en est ainsi pour une autorisation subséquente, le défaut d'autorisation doit nécessairement avoir un résultat plus accentué encore ; toute la procédure est nulle.

Quelle sera donc la nature de la nullité provenant du défaut d'autorisation ? — Voici quelques dispositions spéciales à cet égard :

1° Un arrêt de la Cour de cassation du 7 juin 1826 dispose que la nullité qui découle du défaut d'autorisation est d'ordre public, et peut être proposée pour

la première fois par la fabrique, même devant la Cour de cassation.

2^o Un arrêt de la même Cour de 1835 décide que l'exception tirée du défaut de cette autorisation peut être opposée également en appel pour la première fois, et qu'elle est d'ordre public.

Toutefois il a été jugé qu'on ne peut, devant la Cour de cassation, opposer à une fabrique qu'elle n'était point autorisée à plaider, lorsque les qualités de l'arrêt attaqué font mention de l'autorisation et que l'on n'a pas formé opposition à ces qualités (1^{er} février 1825, Cour de cassation).

La nullité résultant du défaut d'autorisation serait donc absolue et pourrait être opposée même par les adversaires de la fabrique. M. Carré pense qu'elle est purement relative, et que la fabrique seule peut s'en prévaloir. Il faut, dit-il, appliquer aux fabriques une jurisprudence conforme à celle qui est observée pour les tuteurs et les femmes mariées.

VI. DU REFUS D'AUTORISATION. — Le conseil de préfecture peut refuser d'autoriser la fabrique ; mais dans ce cas, il doit motiver son refus, surtout si la fabrique a produit un avis favorable de jurisconsultes.

Les motifs de refus sont de plusieurs sortes. Ainsi il a été décidé que la fabrique qui n'a pas été autorisée à accepter un legs, étant sans qualité, pour défendre devant les tribunaux sur la validité de ce legs, le conseil de préfecture a eu raison de lui refuser l'autorisation de plaider.

Le conseil de fabrique a, du reste, la faculté de se

pourvoir contre ce refus devant le Conseil d'État. Il a trois mois pour le faire.

Le pourvoi est formé par requête signée d'un avocat au Conseil d'État. Il est suspensif.

VII. DE L'AUTORISATION DE PLAIDER DEMANDÉE CONTRE LES FABRIQUES. — Les actions que les particuliers veulent intenter contre la fabrique, doivent être précédées d'un mémoire adressé au préfet.

Le conseil de préfecture autorise, s'il le juge à propos, la fabrique à se défendre. Mais il ne peut paralyser l'action du demandeur. Par conséquent, faute de réponse dans les deux mois à partir de la date du récépissé, ou en cas de réponse négative, l'action est intentée et la fabrique jugée par défaut.

Si la fabrique défenderesse est soumise à la nécessité de l'autorisation, tout aussi bien que quand elle est demanderesse, il n'en est pas de même de celui qui défend à une action intentée au nom de la fabrique. Aucun texte ne l'oblige à se faire autoriser.

§ II. — *Procédure ou forme des actions.*

Aux termes de l'art. 79 du décret de 1809 : « Les » procès sont soutenus au nom de la fabrique et les » diligences faites à la requête du trésorier qui donne » connaissance de ces procédures au bureau. »

Ainsi la fabrique est représentée dans la procédure par son trésorier, et ni le préfet ni l'évêque ne pourraient la faire représenter par un autre (Riom, 10 no-

vembre 1863). Cependant le trésorier n'a pas la direction absolue du procès ; il doit se rendre aux volontés du conseil qui peut choisir l'avoué, l'avocat, et donner le sens des conclusions. (Déc. m., 9 mars 1861.)

La procédure varie suivant les juridictions ; elle sera donc différente devant le conseil de préfecture, différente devant les tribunaux civils et de commerce, différente enfin devant la juridiction criminelle appelée à statuer sur les intérêts civils des fabriques.

I. — DE LA PROCÉDURE DEVANT LE CONSEIL DE PRÉFECTURE

Lorsque l'affaire est de la compétence du conseil de préfecture, on procède de la manière suivante :

1° La demande est formée par mémoire signé du trésorier et déposé au secrétariat, avec la délibération du conseil et du bureau de la fabrique réunis, l'arrêté d'autorisation et toutes les pièces justificatives.

2° Ce mémoire est notifié à la partie adverse, avec déclaration que les pièces sont déposées, et sommation d'en prendre communication, si elle le juge convenable, sans déplacer. Un défaut de communication pourrait faire admettre l'opposition de la partie adverse.

3° On suit les mêmes formalités en ce qui concerne les réponses.

4° Le recours contre la décision qui intervient est ouvert devant le Conseil d'État et doit être, sous peine de déchéance, formé dans les trois mois qui suivent la notification de la décision du conseil de préfecture,

C'est à celui qui a reçu cette notification de le former. Le recours est effectué par le dépôt au greffe du comité du contentieux, d'une requête signée d'un avocat au Conseil.

5° Le trésorier doit, sous sa responsabilité personnelle, veiller à ce que le pourvoi soit formé en temps utile.

II. — DE LA PROCÉDURE DEVANT LES AUTORITÉS JUDICIAIRES

En thèse générale, les instances suivies par les fabriques devant les tribunaux civils sont introduites, instruites et jugées comme toutes autres affaires privées. Les fabriques sont soumises à tous les moyens d'instruction et à toutes les déchéances qui atteignent les particuliers. Il existe néanmoins certaines formalités auxquelles sont spécialement astreints les établissements publics et qu'il est indispensable de connaître.

1° Les demandes formées par la fabrique ou contre elles, sont dispensées du préliminaire de la conciliation. (Art. 47 du Code de pr. civile.)

2° L'exploit introductif est notifié, si la fabrique est demanderesse, à la requête de la fabrique, suites et diligences du trésorier. Si la fabrique est défenderesse, il est signifié au trésorier. Il est donné à la fabrique, suites et diligences de son trésorier, et remis à la personne et au bureau de celui-ci, conformément au § 3, art. 69, Code de pr. civile.

Dans le premier cas, l'exploit doit contenir copie de

la délibération du conseil et du bureau, et de l'autorisation accordée par le conseil de préfecture.

Dans le deuxième cas, copie de celle que le demandeur a dû obtenir, afin d'actionner la fabrique.

3° Les causes intéressant les fabriques sont communiquées au ministère public, et celui-ci est tenu de conclure. (Art. 83, Code de proc. civile.)

Le défaut de communication serait, d'après l'art. 480, n° 8 du même Code, un moyen de requête civile pour la fabrique, si le jugement était rendu contre elle.

L'ancienne jurisprudence distinguait entre les causes qui concernaient la propriété et celles qui ne regardaient que l'administration des revenus ; la nouvelle n'admet point cette distinction.

4° Le trésorier doit se faire représenter par un avoué ; mais il ne pourrait se permettre de prendre des agents d'affaires, pour veiller aux suites du procès et faire les démarches qu'elles pourraient exiger de la part du trésorier.

5° Si, dans le cours de la procédure, la fabrique était soumise à un interrogatoire sur faits et articles, il y aurait lieu de se conformer aux dispositions de l'art. 336 du Code de procédure ainsi conçu : « Seront tenues les administrations d'établissements publics de nommer un administrateur ou agent, pour répondre sur les faits et articles qui leur auront été communiqués ; elles donneront, à cet effet, un pouvoir spécial dans lequel les réponses seront expliquées et affirmées véritables. Sinon, les faits pourront être tenus pour avérés, sans préjudice de faire inter-

» roger les administrateurs et agents sur les faits qui
» leur seront personnels, pour y avoir, par le tribunal,
» tel égard que de raison. »

Remarquons que le fabricant chargé de représenter la fabrique dans l'interrogatoire sur faits et articles

1° Doit être muni d'un pouvoir spécial ;

2° Doit se borner à lire l'acte de délibération de la fabrique, dans lequel se trouveront renfermées les réponses à faire. Les autres réponses ne lieraient point l'administration qu'il représente.

Quant aux réponses des administrateurs et agents interrogés sur les faits qui leur sont personnels, le tribunal y a tel égard que de raison, dit l'art. 336. Cette expression signifie que, dans ce cas, les réponses n'obligent l'administration que suivant les circonstances, c'est-à-dire seulement quand l'administrateur a agi dans l'ordre de ses attributions.

6° Toute instance introduite par une fabrique est éteinte par la discontinuation des poursuites pendant trois ans. L'article 398 du Code de procédure dit, en effet, que la péremption court contre les établissements publics, sauf leur recours contre leurs administrateurs.

Si donc la péremption a fait perdre un droit utile à la fabrique, elle a recours contre le trésorier qui n'a fait aucun acte valable propre à empêcher la péremption.

7° Les fabriques, de même que tout établissement public, ne peuvent se désister au fond, c'est-à-dire renoncer aux droits qui sont l'objet de leurs actions ou les abandonner.

S'il ne s'agit que de se désister dans la forme, on distingue :

a. Si le désistement procure l'avantage d'éviter les frais et autres inconvénients d'une procédure vicieuse, il peut être donné.

b. Si, au contraire, il entraîne indirectement la perte de l'action ou même l'abandon de preuves et de moyens favorables, le désistement ne doit pas avoir lieu.

8° Il en est de l'acquiescement comme du désistement. L'acquiescement est l'adhésion donnée par la fabrique, soit à un acte ou à une procédure de la partie adverse, soit à un jugement.

III. — PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Il arrive parfois que les fabriques sont engagées dans une instance commerciale ; par exemple, si elles ont à poursuivre un débiteur obligé envers elles pour les affaires de son commerce.

Les fabriques, comme les mineurs et les femmes mariées, doivent agir devant la juridiction consulaire ; mais ici l'absence du ministère public nécessite une plus grande surveillance de la part du trésorier et du bureau.

IV. — PROCÉDURE DEVANT LA JURIDICTION CRIMINELLE

Les établissements publics interviennent quelquefois comme parties civiles dans les instances criminelles, sur des faits dont elles ont à demander la réparation.

En matière correctionnelle, la fabrique dûment autorisée donne une assignation directe, conformément

à l'art. 183 du Code d'instruction criminelle. En matière criminelle, elle peut se porter partie civile, avant même la mise en accusation (art. 217, Code d'inst. crim.), intervenir devant la cour d'assises, y faire entendre des témoins et plaider sur sa réclamation.

§ III. — *De la compétence.*

« Toutes contestations relatives à la propriété des
» biens, et toutes poursuites à fin de recouvrements
» des revenus, seront portées devant les juges ordi-
» naires. » (Art. 80 du décret du 30 décembre 1809.)

Cet article, conçu en termes généraux, est insuffisant pour résoudre les questions de compétence dans une matière où les principes ordinaires sont modifiés par de nombreux actes du gouvernement. Il est donc nécessaire de connaître les décisions principales fournies par la jurisprudence et de distinguer entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir administratif.

I. — DES CONTESTATIONS QUI ONT ÉTÉ PLACÉES DANS LES ATTRIBUTIONS DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE.

Règle générale. — Lorsque la fabrique agit comme personne privée, elle est justiciable des tribunaux civils.

Règles particulières. — Seront par conséquent portées devant la juridiction civile.

1^o Les contestations relatives à la propriété des biens. (Art. 80 du décret de 1809.)

Une seule exception a été faite à cet égard ; la voici : les tribunaux doivent se déclarer incompétents dans les questions de propriété, lorsqu'elles ne peuvent être décidées que par voie d'interprétation d'actes administratifs. Tels seront une vente nationale, une ordonnance du bureau des finances d'une ancienne généralité.

Cette exception est d'ailleurs applicable aux simples particuliers : elle résulte des lois du 24 août 1790 ; du 16 fructidor an III, et du 24 pluviôse an VIII, qui défendent aux tribunaux civils de connaître des actes d'administration.

Dans tous les autres cas, la question sera du ressort de l'autorité judiciaire. Ainsi, c'est devant les tribunaux ordinaires que doivent être portées les contestations entre une fabrique et une commune qui se disputent la propriété d'un terrain, en se fondant respectivement, non sur des actes administratifs, mais sur la possession et sur divers actes de propriété faits par elles à différentes époques. (Conseil d'État, 19 juillet 1826.)

2° Les poursuites à fin de recouvrement des revenus. — Il a été jugé, en effet, que les contestations qui s'élèvent entre les fabriques d'église, relativement aux revenus ou propriétés leur appartenant, sont de la compétence des tribunaux.

3° Les questions de prescriptions des redevances dues aux fabriques (décret du 28 février 1809).

4° Les questions de propriété ou de féodalité des rentes dont les fabriques ont été envoyées en possession. — Dans les contestations relatives au transfert

des rentes restituées aux fabriques par le domaine, en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an XI, si la question s'élève soit entre les porteurs de transfert et des tiers, soit entre les fabriques envoyées en possession d'une rente et leurs débiteurs, cette question de propriété est du ressort des tribunaux, sauf l'intervention du domaine (Cormenin).

5° Les revendications formées par des tiers, de biens non aliénés, remis aux fabriques, en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an XI.

6° Les questions relatives à l'existence, à la validité et à l'exécution des legs faits aux fabriques (16 septembre 1811).

7° Les contestations élevées par l'héritier d'un testateur qui a légué des rentes en nature pour les frais d'une fondation (décret du 16 juillet 1810).

8° Les contestations entre l'administrateur d'une ancienne fabrique, poursuivi comme obligé personnellement, et un particulier (décret du 11 janvier 1808).

9° Les actions des créanciers contre les cautions des fabriques (28 mai 1809).

10° La question de savoir si, en fait, les administrateurs d'une fabrique se sont obligés personnellement, et quelles sont les conséquences de cet engagement (même décret).

11° Le droit de louer une seconde fois les bancs que la fabrique prétend n'avoir pas été valablement concédés (Conseil d'Etat, 4 juin 1826).

Ils connaissent aussi des droits résultant de la concession à titre onéreux faite par la fabrique et des dommages-intérêts pour l'inexécution de la conces-

sion ; mais ils ne statuent pas sur le placement et la forme des bancs dans les églises (Conseil d'Etat, 1827).

12° L'action en reddition des comptes du trésorier et en paiement des reliquats. Mais les conseils de préfecture sont exclusivement compétents pour prononcer sur les contestations et sur les débats auxquels les articles de ces comptes peuvent donner lieu (Cons. d'Etat, 18 juin 1846 ; — Montpellier, 11 février 1870 et 15 juillet 1871).

La compétence territoriale des tribunaux et les degrés de juridiction se règlent, dans les procès des fabriques, comme dans toutes les autres contestations.

II. — COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE

Règle générale. — Chaque fois que la fabrique agit administrativement, ses actes doivent être appréciés par l'autorité administrative.

On distingue les actes de pure administration des matières contentieuses.

Dans le premier cas, l'autorité judiciaire ne peut jamais être compétente. Ce n'est donc que relativement aux matières contentieuses que la question de compétence peut s'élever.

Règles particulières. — En conséquence du principe général que nous venons d'énoncer, sont du ressort de l'autorité administrative :

1° Les demandes d'autorisation de plaider.

2° Les contestations entre une fabrique et un trésorier relativement aux articles contestés des comptes. (Cassation, 2 juin 1823.)

3° Les contestations entre une fabrique et l'acquéreur d'un bien national, s'il s'agit d'interpréter l'acte de vente.

4° Les contestations entre une fabrique et le domaine sur la propriété des rentes transférées par celui-ci, après l'envoi en possession de celle-là.

5° Les contestations entre une fabrique et des entrepreneurs des travaux d'églises et de presbytères, quand ces travaux sont exécutés par adjudication.

6° Les contestations entre les fabriques et les entrepreneurs des pompes funèbres, relativement au sens et à l'exécution de l'acte d'adjudication.

§ IV. — *De l'exécution des jugements.*

Les règles relatives à l'exécution des jugements diffèrent selon qu'ils ont été rendus pour ou contre les fabriques.

I. — DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS RENDUS EN FAVEUR DES FABRIQUES

Ces jugements sont, après avoir été dûment notifiés à la partie adverse, exécutoires sur tous les biens de celle-ci, et par toutes les voies de droit établies par le Code de procédure. (Art. 146, 147, 549.)

C'est au trésorier qu'il appartient de faire les diligences nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la fabrique. Le trésorier n'a besoin, à cet effet, que d'être autorisé par une délibération du bureau et du conseil

de fabrique. Encore cette autorisation est-elle plutôt une mesure de prudence qu'une formalité rigoureuse.

II. — DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS RENDUS CONTRE LES FABRIQUES

Deux cas peuvent se présenter :

1° *La fabrique a des fonds suffisants pour payer.* — Le créancier porteur d'un jugement contre la fabrique doit alors se pourvoir auprès du préfet. Celui-ci, sur l'avis de la fabrique et de l'évêque, assigne des fonds pour le paiement.

2° *La fabrique est dénuée de ressources.* — Le préfet consulte également la fabrique et l'évêque; puis il s'adresse au ministre des cultes, pour obtenir du gouvernement, l'autorisation d'aliéner les meubles et immeubles qu'il paraît le plus avantageux de vendre.

Mais l'on ne pourrait aliéner les ornements et vases sacrés, de même que les immeubles et rentes grevés de fondations. (Arr. du tribunal des conflits, 15 mars 1873.)

Ici se place une question importante et dont nous avons remis l'examen à cet endroit.

Les fabriques sont-elles soumises à l'exécution judiciaire ?

D'après le droit commun, l'affirmative n'est pas douteuse. En effet :

1° Tout jugement, comme tout acte notarié, emporte l'exécution parée.

2° Tout jugement emporte également hypothèque.

3° La conséquence d'un jugement ou d'une hypothèque est de conférer la faculté de faire exécuter les biens du débiteur.

4° Tous les immeubles peuvent être saisis à l'exception :

a. Des biens qui ne sont pas dans le commerce.

b. De ceux qui ont été déclarés insaisissables par le testateur ou donateur, ou qui ont été donnés ou légués pour aliments.

Or : 1° Les biens des fabriques et des établissements publics sont dans le commerce.

2° Les fabriques peuvent hypothéquer.

3° La loi ne fait aucune exception à l'égard des jugements et des actes qui seraient à exécuter contre un établissement public.

Donc, les fabriques peuvent être poursuivies par voie de saisie.

Malgré ces raisons, la jurisprudence prohibe toute saisie des deniers et biens des établissements publics. Il a été à cet effet décidé, par un avis du Conseil d'État du 18 juillet 1807, que :

« Dans l'exercice des droits des créanciers des communes, il faut distinguer la faculté qu'ils ont d'obtenir contre elles une condamnation en justice, et les actes qui ont pour but de mettre leurs titres à exécution. Que pour l'obtention du titre, il est hors de doute que tout créancier d'une commune peut s'adresser aux tribunaux dans tous les cas qui ne sont pas spécialement attribués à l'administration ; mais que pour obtenir un paiement forcé, le créancier d'une commune ne peut jamais s'adresser qu'à

» l'administration. Que cette distinction, constamment
» suivie par le Conseil d'État, est fondée sur ce que,
» d'une part, les communes ne peuvent faire aucune
» dépense sans y être autorisées par l'administration ;
» que de l'autre, les communes n'ont pas la disposition
» des fonds qui leur sont attribués par leur budget,
» et qui tous ont une destination dont l'ordre ne
» peut être interverti ; qu'en outre, d'après l'arrêté du
» gouvernement du 10 mars 1802, qui a constitué la
» caisse d'amortissement dépositaire des fonds appartenant
» aux communes, elle ne peut les mettre à leur
» disposition sans une décision du ministre de l'intérieur. »

En résumé, les biens des établissements publics sont inaliénables, si ce n'est en se conformant aux autorisations données par la loi. Or, une saisie est un mode indirect d'aliénation.

En second lieu, de telles poursuites compromettraient l'intérêt public, puisqu'elles auraient pour résultat la vente du mobilier de l'église et des vases sacrés.

Si la condamnation, au lieu de consister en deniers à tirer de la caisse de la fabrique, consistait à faire ou à laisser faire, qu'advviendrait-il ? Nous pensons que le jugement devrait s'exécuter par l'accomplissement du fait, toutes les fois que l'exécution n'exigerait pas un appel de fonds. Le refus d'exécuter donnerait lieu à une action personnelle en dommages-intérêts contre les administrateurs de la fabrique.

APPENDICE : CONTRIBUTIONS, ENREGISTREMENT ET
TIMBRE

I. *Contributions*. — Les contributions sont de deux sortes :

1° Les contributions directes qui atteignent directement les personnes ou les biens, et se perçoivent en vertu de rôles nominatifs.

2° Les contributions indirectes qui sont exigées abstractivement des personnes, et pèsent généralement sur des objets de consommation.

Les premières seules doivent ici nous occuper.

Les quatre principales contributions directes sont :

1° La contribution foncière.

2° La contribution personnelle et mobilière.

3° La contribution des portes et fenêtres.

4° La contribution des patentes.

Des fabriques en matière de contributions.

1° Les biens appartenant aux fabriques et qui sont productifs de revenus sont, comme les biens des particuliers, assujettis aux divers impôts que nous venons d'énumérer. De plus, une loi du 20 février 1849 a établi, sur les biens immeubles appartenant aux établissements publics et qui sont passibles de la contribution foncière, une taxe annuelle généralement désignée sous le nom de *taxe des biens de mainmorte*, et représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès. Elle est calculée à raison de 70 centimes par franc du principal de la contribution foncière (loi du 30 mars 1872).

2° Les biens des fabriques affectés à un service public et dont la destination a pour objet l'utilité générale, sont exempts de la contribution foncière, de celle des portes et fenêtres, et enfin sont affranchis de la taxe de mainmorte (arr. Cons. d'État, 6 avril 1865).

Doivent être rangés dans cette dernière catégorie les églises, les chapelles vicariales, les presbytères.

II. *Du timbre et de l'enregistrement.*

1° Sont assujettis au timbre et à l'enregistrement : tous les actes qui ont trait aux conventions faites entre la fabrique et des particuliers, et portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance quelconque. Tels sont les legs, donations, adjudications ou marchés de toute nature et les cautionnements relatifs à ces mêmes actes.

2° Sont assujettis au timbre :

a. Les doubles des comptes des trésoriers des fabriques.

b. Les quittances au-dessus de 10 francs.

c. Les mémoires et factures, quelle que soit leur importance.

3° Sont exempts du timbre :

1° Tous les registres d'administration, comme registres de recettes et dépenses, registres de délibérations.

2° Tous les actes administratifs, et généralement tout acte qui ne constitue pas un titre entre un particulier et la fabrique.

TITRE IV

DES CHARGES DES COMMUNES RELATIVEMENT AU CULTE

ART. 92 du décret de 1809. — Les charges des communes relativement au culte sont :

1° De suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, pour les dépenses incombant à ces dernières.

2° De fournir au curé ou desservant un presbytère ; à défaut de presbytère, un logement ; à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire.

3° De subvenir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.

Il existe donc, pour les communes, des dépenses dont elles ne sont tenues que subsidiairement, et d'autres pour lesquelles elles sont obligées principalement.

1^{er} CAS. — DES DÉPENSES MISES SUBSIDIAIREMENT A LA CHARGE DES COMMUNES

Ces dépenses sont celles qui ont été prévues et déterminées par l'art. 37 du décret de 1809 ; elles portent le nom de *dépenses ordinaires du culte*. La fabrique doit d'abord y faire face avec ses propres revenus ; et quand ces revenus sont insuffisants, la commune accorde une subvention.

I. *Des conditions de cette subvention.* — Le recours à la commune est une ressource exceptionnelle et qui ne doit pas être demandée à la légère. Aussi pour pouvoir l'exercer valablement, la fabrique est-elle astreinte aux quatre conditions suivantes :

1° L'insuffisance des revenus de la fabrique doit être bien constatée.

2° La subvention réclamée doit s'appliquer à une dépense nécessaire et obligatoire.

3° La fabrique doit avoir employé ses revenus à des dépenses également obligatoires et nécessaires.

4° Les comptes de la fabrique et le budget doivent avoir été communiqués au conseil municipal.

II. *Des formalités à suivre pour obtenir la subvention communale.* — La fabrique doit : 1° Prendre connaissance du budget et examiner s'il ne renferme pas des dépenses dont l'utilité est contestable.

2° Délibérer sur la nécessité de la nouvelle dépense proposée.

3° Envoyer cette délibération et le budget au conseil municipal.

Ces formalités remplies par la fabrique, trois cas peuvent se présenter :

A. *Le conseil municipal approuve la dépense.* — Il envoie alors sa délibération au préfet ; le préfet la communique à l'évêque diocésain. Si le préfet et l'évêque sont d'accord, le préfet arrête que la dépense sera portée au budget de la commune. S'ils diffèrent d'opinion, le ministre des cultes prononce.

B. *Le conseil municipal refuse de voter le supplé-*

ment. — Les fonds sont alors portés au budget de la commune, par arrêté du préfet rendu en conseil de préfecture, pour les communes dont le revenu est inférieur à 100,000 francs ; par ordonnance du chef de l'État, pour les communes dont le revenu est supérieur à cette somme.

C. Le conseil municipal n'accorde ni ne refuse le supplément demandé ; mais il critique le budget ou les dépenses. — On applique les art. 96 et 97 du décret de 1809 ainsi conçus :

« Art. 96. — Quand le conseil municipal est d'avis
» de demander une réduction sur quelques articles de
» dépense de la célébration du culte, et dans le cas où
» il ne reconnaîtrait pas la nécessité de l'établissement
» d'un vicaire, sa délibération en portera les motifs.
» Toutes les pièces seront adressées à l'évêque qui
» prononcera. »

« Art. 97. — Dans le cas où l'évêque prononcerait
» contre l'avis du conseil municipal, ce conseil pour-
» rait recourir au préfet, et celui-ci enverrait, s'il y
» avait lieu, toutes les pièces au ministre des cultes,
» pour être statué sur son rapport en Conseil
» d'État. »

Si le préfet était du même avis que l'évêque, il n'y aurait pas besoin d'un décret pour trancher la question. (Lett. min., 15 décembre 1856.)

2^e CAS. — DES DÉPENSES AUXQUELLES LA COMMUNE EST OBLIGÉE PRINCIPALEMENT

Aux termes de l'art. 92 précité, ces dépenses principales consistent ;

1° A fournir aux grosses réparations des édifices du culte.

2° A fournir au curé un logement ou presbytère.

Malgré les termes si clairs et si précis de cet article, nous avons vu qu'une vive controverse s'est élevée au sujet des grosses réparations à faire aux édifices du culte : les uns prétendant que la commune est tenue principalement, les autres qu'elle n'est tenue que subsidiairement, en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique.

Une controverse non moins vive existe au sujet de l'indemnité de logement due au curé, quand il n'y a pas de presbytère : *La commune doit-elle, dans ce cas, supporter la dépense du logement du curé comme une dépense directe, ou peut-elle contraindre les fabriques d'imputer d'abord sur cette dépense l'excédant de leurs revenus ?*

La jurisprudence du Conseil d'État se prononce sur cette question dans le même sens que pour les grosses réparations des édifices du culte ; c'est-à-dire en faveur des communes. (21 avril 1839 ; — 21 avril 1848 ; — 14 mai 1858 ; — 9 juillet 1875.)

Les auteurs sont partagés :

Merlin (*Répertoire*, v. Maire, section 15, § 2), — Favard de Langlade (*Dict.*, v. Fabrique, § 6), — Affre (*Admin. temporelle des paroisses*, 5^e édit., p. 211), — Carré (*Gouvernement des paroisses*, n° 337), — Trolley (*Traité de la hiérarchie administrative*, n° 1925), — Gaudry (*Législation des cultes*, n°s 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841), — Bathie (page 249, tome V), — Lebesnier (*Législation des fabriques*, p. 331), — enfin

le *Journal des Fabriques* (tome V, p. 23), pensent que la commune doit supporter cette charge *principalement*.

Mais Devenne (*Régime administratif et financier des communes*, page 77), — Foucart (tome III, n° 216), — Aucoc (*Ecole des communes* (1855) et *Revue critique*, t. XIII, livr. de juillet 1858), se rangent à la jurisprudence du Conseil d'État.

Le Conseil d'État appuie sa jurisprudence :

1° Sur l'art. 93 du décret de 1809. — Cet article dispose, en effet, que la commune doit un logement au curé dans le cas d'insuffisance de la fabrique.

2° Sur cette considération « que la loi de 1837 » n'ayant eu pour objet que de résumer et de coordonner les charges imposées aux communes par les » différents actes de la législation antérieure, il est » impossible de conclure de son silence à l'égard des » fabriques qu'elle ait voulu modifier la situation que » leur avait faite le décret de 1809. »

A ces deux arguments, les adversaires répondent :

1 L'art. 93 ne règle pas d'abord le droit au logement; il explique uniquement le mode de procéder afin d'obtenir le concours de la commune.

Il faut donc y voir, avec la Cour de Dijon et la Cour de cassation, un vice de rédaction. D'ailleurs, cet article est isolé et détruit par les articles 37, 44, 46, 49 et 92 du même décret.

2° La loi de 1837, loin de se borner à résumer et à coordonner les charges imposées aux communes, a fait un code communal définitif. Or, dans le n° 13, elle dit que la commune supportera le logement du curé. Dans

le n° 14, qu'elle ne supportera les charges du culte que dans le cas d'insuffisance des revenus de la fabrique. Il en résulte que la première obligation est directe et principale; la seconde seulement subsidiaire.

3° La construction des presbytères est une charge communale. Or, l'indemnité en tient lieu. Donc l'indemnité est exclusivement aussi une charge communale.

Cette dernière opinion nous semble préférable.

Passons maintenant à l'examen des deux cas dans lesquels, aux termes de l'art. 92 du décret de 1809, la commune est tenue principalement.

1° DES GROSSES RÉPARATIONS ET RECONSTRUCTIONS

Les formalités qui doivent être remplies, lorsqu'il s'agit de pourvoir aux grosses réparations ou à la reconstruction des édifices du culte, sont les suivantes :

1° Le bureau fait son rapport au conseil de la fabrique.

2° Celui-ci prend une délibération tendant à ce que la commune vienne à son secours.

3° Le trésorier envoie ensuite cette délibération au préfet.

4° Le préfet charge les gens de l'art de dresser, le plus promptement possible, un devis estimatif des travaux, en présence de l'un des membres du conseil municipal et de l'un des marguilliers.

5° Le devis est soumis au conseil municipal.

6° Sur son avis, il est statué suivant les cas et suivant l'importance des revenus de la commune, soit

par le préfet, soit par le ministre compétent, soit par une ordonnance.

7° Le conseil municipal procède, en la forme accoutumée, à l'adjudication au rabais des travaux.

Quand la commune fournit une subvention égale ou supérieure à celle que fournit la fabrique, c'est le maire qui a la direction des travaux, et la fabrique surveille. C'est elle, au contraire, qui dirige si elle fournit la quote-part la plus considérable. Les subventions de l'État figurent au compte de la commune (déc. min., 6 nov. 1860).

Quand plusieurs communes composant une paroisse, sont appelées à pourvoir aux frais de restauration ou de reconstruction de l'église, le devis doit être dressé en présence des conseils municipaux de toutes les communes. Ils doivent être soumis à tous les conseils municipaux avec les budgets de la fabrique. Enfin, les maires des communes annexes sont invités à assister à l'adjudication et à la réception des travaux. Si ces formalités ont été omises à l'égard d'une des communes, elle peut refuser de contribuer à la dépense (arrêt Cons. d'État, 12 juillet 1866).

2° DE L'HABITATION DUE AU CURÉ OU DESSERVANT

L'obligation pour la commune de fournir au curé le logement nécessaire, ressort formellement de l'art. 92 du décret de 1809 et de l'art. 20 de la loi du 18 juillet 1837.

« ART. 92. — La commune fournira au curé ou desservant un presbytère ; à défaut de presbytère, un

» logement ; à défaut de presbytère et du logement,
» une indemnité pécuniaire. »

« ART. 20. — Est obligatoire pour la commune.....

» § 13 : l'indemnité de logement aux curés et desser-
» vants et autres ministres du culte salariés par l'État,
» lorsqu'il n'existe pas de bâtiments affectés à leur lo-
» gement. »

Avec le presbytère, il est également fourni un jardin.

Le presbytère et le jardin y attenant sont dispensés de l'impôt foncier. Lorsque le curé entre en possession de son presbytère, il doit être dressé, aux frais de la commune et à la diligence du maire, un état de situation du presbytère et de ses dépendances.

3^e APPENDICE : DE QUELQUES SOLUTIONS

1^o *Q'arrive-t-il si les revenus communaux sont insuffisants pour couvrir les dépenses réclamées par la fabrique?* — Le conseil municipal délibère alors sur les moyens de subvenir à ces dépenses, selon les règles prescrites par la loi (art. 99).

La loi du 14 février 1810 ordonnait qu'une répartition se ferait entre les habitants, au marc le franc de leurs contributions personnelles et mobilières. La répartition était, suivant les cas, opérée soit par le préfet, soit par le Conseil d'État et même par une loi.

Ce système a été changé par les lois du 15 mai 1818 et du 18 juillet 1837.

L'art. 30, § 14, de la loi du 18 juillet 1837 met, en effet, au nombre des dépenses obligatoires de la commune les secours aux fabriques incapables de se sub-

venir. D'un autre côté, l'art. 39 de la même loi décide que si les revenus communaux sont eux-mêmes insuffisants, il sera pourvu aux besoins de la fabrique par une imposition extraordinaire. S'il s'agit de subvenir aux dépenses annuelles de la fabrique, cette imposition extraordinaire est répartie entre les habitants, au marc le franc de leur contribution personnelle et mobilière. Cependant, il a été décidé qu'elle peut atteindre les immeubles et, par conséquent, les propriétaires forains (arrêt du Cons. d'État, 27 janvier 1859).

S'il s'agit de subvenir aux dépenses de construction et de réparation des édifices du culte, l'imposition est répartie entre les habitants et les propriétaires, au marc le franc de leur contribution mobilière et foncière.

La principale formalité exigée pour établir cette imposition, consiste dans une délibération du conseil municipal assisté des contribuables les plus imposés, en nombre égal à celui des conseillers.

Si, malgré la levée extraordinaire, il était prouvé que la commune est dans l'impuissance de faire les réparations, les ministres de l'intérieur et des cultes s'accorderaient pour donner, sur le crédit porté au budget de l'État, tel secours qui sera par eux déterminé.

Ce crédit est un fonds commun créé par la loi du 15 septembre 1807, et dont la répartition est confiée aux ministres de l'intérieur et des cultes (art. 96-100 du décret de 1809).

2° *Quid s'il existe plusieurs paroisses dans une commune?* — Deux cas peuvent se présenter :

a. Les revenus de la commune suffisent aux dépenses réclamées. La caisse municipale paie alors, sans avoir égard à la quotité des impôts reçus dans l'une ou l'autre paroisse.

b. Une imposition extraordinaire est nécessaire. Les habitants de la commune dont les ressources sont insuffisantes doivent seuls supporter cette imposition.

Une décision ministérielle de 1850 dispose cependant : Que la construction et la réparation des églises pèsent sur la commune entière, tandis que les presbytères sont à la charge des sections auxquelles ils appartiennent.

3° *Quid si une paroisse embrasse plusieurs communes?* — La répartition se fait alors entre elles au marc le franc de leurs contributions respectives. (Art. 4, décret du 14 février 1810.)

Mais si la paroisse se compose d'une commune et d'une section d'une autre commune, le partage se fait dans la proportion de la population de la première commune et de la population de la section de l'autre. Quant à la dépense de cette section, elle est supportée par la commune à laquelle elle appartient (déc. min. 1859, n° 75).

TITRE V

§ I — *Des églises métropolitaines et cathédrales.*

I. *Historique et organisation.* — Les fabriques des églises cathédrales ont toujours été régies par des principes spéciaux. Anciennement, l'évêque avait l'administration presque exclusive de leurs biens. Plus tard, il se reposa de ce soin sur des économes ou diacres. Enfin, dans quelques cathédrales, les fabriques furent composées de laïques; mais ces fabriciens laïques dépendaient complètement de l'évêque.

Aujourd'hui, conformément à l'art. 104 du décret de 1809, les fabriques des églises métropolitaines et cathédrales continuent à être administrées par des règlements épiscopaux, revêtus de l'approbation du chef de l'État.

Un avis du Conseil d'État du 21 juillet 1840 dispose que les règlements soumis par les évêques à l'approbation du chef de l'État doivent établir, d'une manière précise, le mode d'organisation et la composition de la fabrique.

Jusqu'en 1840, les fabriques des églises cathédrales de France étaient régies de la manière suivante :

A. 35 d'entre elles étaient sous l'empire de règle-

ments provisoires faits en exécution du décret de floreal an XI et approuvés par le gouvernement en l'an XI et en l'an XII.

B. 7 étaient sans règlements approuvés.

11. 38 autres diocèses avaient adopté un règlement spécial proposé par le ministre des cultes en 1822. Ce règlement, qui laissait toute latitude aux évêques, était ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — La fabrique se composera d'un conseil de fabrique et d'un bureau de marguilliers.

» ART. 2. — Nous réservons à nous et à nos successeurs la nomination du président et des membres du conseil de fabrique, des président et membres du bureau, des marguilliers, ainsi que celles du secrétaire et du trésorier.

» ART. 3. — Le président et le secrétaire du conseil le seront également du bureau.

» ART. 4. — Nous réservons à nous et à nos successeurs l'interprétation des articles du présent règlement. »

Postérieurement à 1840, le Conseil d'État n'a approuvé que des règlements épiscopaux fixant :

1^o Le nombre des membres du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers.

2^o La qualité des personnes ecclésiastiques ou laïques appelées à faire partie du conseil.

3^o La durée du temps d'exercice des membres du conseil et du bureau.

4^o Le mode et l'époque de leur renouvellement.

Ces désignations sont donc exigées.

I. *Composition de la fabrique.* — D'après les règlements approuvés, la fabrique des églises cathédrales se compose d'un conseil de fabrique et d'un bureau des marguilliers. Les président et membres du conseil de fabrique, les président et membres du bureau, ainsi que le secrétaire et le trésorier, sont nommés par l'évêque seul, sans élection.

On controverse la question de savoir si l'évêque peut, de son plein gré, les révoquer. La négative doit être adoptée.

II. *Fonctions du conseil de fabrique.* — Le conseil de fabrique a pour mission :

1^o De régler le budget sur lequel l'évêque statue définitivement.

2^o D'arrêter les comptes du trésorier.

3^o De délibérer sur l'emploi des fonds.

L'évêque, conservant sa suprématie pour toutes les mesures de haute administration, ne fait pas partie du conseil.

Fonctions du bureau. — Le bureau est chargé de l'administration intérieure.

Fonctions de trésorier et de secrétaire. — Elles sont fixées par les règlements d'administration.

III. *Administration de la fabrique.* — En thèse générale, toutes les règles établies relativement aux biens, aux charges, à l'administration intérieure et aux procès des fabriques paroissiales, sont applicables aux fabriques des cathédrales.

Observons seulement que les dons et legs faits aux

cathédrales et aux métropoles sont acceptés par l'évêque et non par le trésorier (art. 3, ord. de 1817).

IV. *De l'autorisation accordée aux fabriques cathédrales.* — La plupart des actes juridiques des fabriques cathédrales nécessitent une autorisation par décret. Cependant, en ce qui concerne les dons et legs n'excédant pas 300 fr., l'acceptation peut être autorisée par le préfet.

V. *Dotation des fabriques cathédrales.* — Les revenus des fabriques cathédrales se composent :

1^o Des biens qui leur ont été restitués ou attribués par le gouvernement; c'est-à-dire des biens et rentes non aliénés, provenant des fabriques des métropoles et cathédrales des anciens diocèses, compris dans la circonscription des nouveaux diocèses.

2^o Des biens qu'elles auraient été autorisées à acquérir ou à recevoir par legs ou donations.

3^o Des différentes quêtes et perceptions autorisées par les tarifs d'oblations.

4^o Des subventions accordées sur le budget de l'État, s'il y a lieu.

VI. *Comptabilité.* — La comptabilité des fabriques épiscopales diffère de celle des fabriques paroissiales, en ce qu'elle n'est soumise qu'au contrôle immédiat de l'évêque et au contrôle supérieur du ministre des cultes. Sur tout autre point, elle est conforme à celle des églises paroissiales.

VII. *Charges.* — Le département est, à l'égard des fabriques cathédrales, soumis aux mêmes charges que

les communes vis-à-vis des églises paroissiales ; et les conseils généraux ont les mêmes attributions que les conseils municipaux.

Cependant la loi du 10 mai 1823 met à la charge de l'Etat les grosses réparations à faire aux cathédrales.

Ces travaux doivent être l'objet d'un examen spécial.

VIII. *Réparations.* — Les cathédrales qui décorent la France sont, pour la plupart, de véritables chefs-d'œuvre qui excitent l'admiration du monde entier ; et il importe à la gloire du pays que ces monuments conservent tout leur éclat et toute leur beauté. Les divers gouvernements qui se sont succédé en France ont compris, à cet égard, les devoirs qui leur incombent. Voici les principales dispositions qu'ils ont prises dans l'intérêt des arts, de la société et de la religion :

I. *Décret de 1809.* — Si la fabrique a des revenus affectés en tout ou en partie aux réparations des cathédrales et des palais épiscopaux, cette assignation continue à recevoir sa destination. (Art. 112.)

Si les revenus de la fabrique sont insuffisants pour ces dépenses, la charge en incombe au département. (Art. 107.)

Si le même évêché contient plusieurs départements ou fractions de départements, la réparation se fait proportionnellement. Toutefois, le département où se trouve le chef-lieu du diocèse paie un dixième de plus. (Art. 111.)

Formalités. — Les formalités à suivre pour arriver à ces réparations sont tracées par les art. 107, 108, 109 et 110.

1^o L'évêque donne l'avis officiel au préfet du département dans lequel est le chef-lieu de l'évêché. En même temps, il lui adresse un état sommaire des revenus et dépenses de sa fabrique.

2^o Le préfet ordonne qu'il soit dressé un devis estimatif des ouvrages à faire.

3^o Ce devis, dressé en présence d'une personne com-mise par l'évêque, est ensuite communiqué à ce dernier qui l'envoie au préfet avec ses observations.

4^o Le préfet envoie toutes les pièces au ministre de l'intérieur et donne connaissance de l'envoi au ministre des cultes.

5^o Le ministre de l'intérieur statue :

a. Si les réparations sont à la fois urgentes et nécessaires, le ministre ordonne qu'elles soient provisoirement faites sur les premiers deniers dont les préfets pourront disposer.

b. Dans le cas contraire, le ministre se borne à en ordonner l'exécution.

6^o Pour l'obtention des fonds nécessaires, le conseil général délibère, après s'être fait remettre le budget de la fabrique de la cathédrale.

II. *Loi du 10 mars 1823.* — Les grosses réparations seront désormais à la charge de l'État.

III. *Arrêté du 7 mars 1848 et circulaire du 25 juillet 1848.* — Une commission d'architectes est chargée d'émettre son avis sur la convenance et la quotité des subventions à accorder. — C'était dépouiller les évêques de leur influence.

IV. *Arrêté du 12 mars 1849.* — Les évêques et les

préfets ont le droit de présenter leurs observations sur le choix des architectes diocésains, chargés des travaux de la cathédrale.

V. *Décret du 7 mars 1853.* — Ce décret rendu pour l'entretien et la restauration des édifices diocésains porte :

1° Que les travaux ordinaires d'entretien des édifices diocésains sont dirigés par des architectes ayant leur résidence dans le diocèse, et nommés par le ministre des cultes, sur l'avis des évêques et des préfets. Les travaux extraordinaires peuvent être confiés à des architectes pris hors du diocèse.

2° Que les plans et devis des architectes diocésains, ordinaires et extraordinaires, sont soumis à un comité d'inspecteurs généraux institué près du ministère des cultes.

3° Que les inspecteurs sont en outre chargés de visiter périodiquement les édifices diocésains dont la surveillance leur est confiée, et d'en faire un rapport au ministre.

4° Enfin, qu'une commission est instituée près du ministère des cultes pour s'occuper spécialement des arts religieux, à savoir : l'architecture et la sculpture, les vitraux peints et les ornements, les orgues et la musique.

— Afin de faire face à ces dépenses, deux allocations sont portées au budget général de l'État, l'une pour les maîtrises et les chœurs de cathédrales, l'autre pour former un fonds de secours commun. Ce fonds est réparti par le ministre des cultes entre les

fabriques métropolitaines ; il sert à effectuer des achats d'ornements et d'autres objets mobiliers.

§ II. — *Des églises cathédrales et paroissiales.*

Les églises métropolitaines ou cathédrales, en même temps qu'elles sont consacrées au service diocésain, sont presque toujours aussi affectées au service d'une paroisse. Les paroisses dont elles sont le centre et le chef-lieu, sont même les plus riches et les plus importantes du diocèse. On est donc naturellement conduit à penser qu'il devrait y avoir pour ces églises deux fabriques : l'une métropolitaine ou de la cathédrale, et l'autre paroissiale. D'autant plus que le décret de 1809 donne à chaque paroisse le droit d'avoir un conseil de fabrique.

Mais on a prétendu que deux institutions corrélatives, deux administrations distinctes et cependant concourant en définitif au même but, seraient la source de conflits et de froissements nombreux. S'inspirant de cette pensée, une décision ministérielle du 16 novembre 1811 a déclaré « qu'il ne peut y avoir, » dans une métropole ou cathédrale, deux fabriques : » l'une métropolitaine ou de la cathédrale, l'autre paroissiale. »

Mais s'il ne doit y avoir qu'une seule fabrique, ne doit-il pas cependant exister deux budgets distincts, deux comptabilités distinctes ?

Une circulaire ministérielle du 22 août 1822 s'est prononcée pour l'affirmative en statuant que « la

» distinction entre les recettes et les dépenses de la
» fabrique cathédrale et celles de la fabrique paroissiale doit être maintenue avec exactitude : un
» budget séparé doit être établi pour chaque service. »

Une décision du 13 septembre 1869 a encore rappelé les prescriptions de cette circulaire ; mais disons que dans la pratique, elles ne sont pas suivies. La fabrique de la cathédrale qui réunit les deux fonctions, réunit aussi les deux dotations. Cette confusion est d'ailleurs difficile à éviter, et les inconvénients qu'elle présente ne sauraient faire oublier les avantages qu'elle procure.

CULTES PROTESTANTS ET ISRAÉLITES

Notre ouvrage serait incomplet, si nous omettions de parler de l'administration temporelle des églises protestantes et israélites.

§ 1^{er}. — *Des cultes Protestants.*

La religion protestante se divise en une multitude de branches ; mais en France, deux seulement sont reconnues par l'État : les réformés ou calvinistes, et les luthériens de la confession d'Augsbourg.

Calvinistes. — D'après la loi du 18 germinal an X et le décret du 26 mars 1852, les églises réformées ont des pasteurs et des conseils presbytéraux, des consistoires locaux, des synodes et un conseil central.

Luthériens. — Les églises luthériennes ou de la confession d'Augsbourg ont des pasteurs, des conseils presbytéraux, des consistoires locaux, des inspections, un consistoire général et un directoire.

ADMINISTRATION TEMPORELLE

Le décret du 26 mars 1852, en établissant pour les deux cultes protestants des conseils presbytéraux et

des consistoires, assimila complètement, sous ce rapport, les églises de la confession d'Augsbourg et les églises calvinistes.

C'était en même temps les assimiler au point de vue de l'administration temporelle, puisque cette administration appartient aux conseils et aux consistoires.

Les églises protestantes sont divisées en chefs-lieux de circonscriptions consistoriales avec le titre de consistoires, et en simples églises avec des conseils presbytéraux.

I. — DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX.

1^o *Organisation.* — ART. 1^{er} du décret de 1852 :
« Chaque paroisse ou section d'église consistoriale a
» un conseil presbytéral composé de quatre membres
» laïques au moins, de sept au plus et présidé par le
» pasteur ou par l'un des pasteurs. Il y a une paroisse
» partout où l'État rétribue un ou plusieurs pas-
» teurs. »

» Les conseils presbytéraux administrent les pa-
» roisses sous l'autorité des consistoires. Ils sont élus
» par le suffrage paroissial et renouvelés par moitié
» tous les trois ans. »

» Sont électeurs les membres de l'église portés sur
» le registre paroissial. »

ART. 3 de l'arrêté de 1853 : « Le conseil presbytéral
» est présidé par le plus ancien des pasteurs de la
» paroisse. Il nomme à la majorité absolue, parmi ses
» membres laïques, un secrétaire et un trésorier. »

ART. 4 : « Le secrétaire rédige les procès-verbaux

» des séances du conseil. Il est chargé de la tenue des
» registres, de la garde et de la conservation des ar-
» chives. Il signe avec le président tous les actes qui
» émanent du conseil. Le trésorier est chargé du re-
» couvrement des deniers de l'église et paie toutes les
» dépenses régulièrement autorisées. »

2° *Attributions des conseils presbytéraux.* — Ces attributions sont énumérées dans l'art. 1^{er} du décret du 20 mai 1853 :

1° Il maintient l'ordre et la discipline dans la paroisse.

2° Il veille à l'entretien des édifices religieux et administre les biens de l'église.

3° Il administre également les deniers provenant des aumônes.

4° Il accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les legs ou donations faits aux églises de son ressort.

En résumé, les actes d'administration et l'acceptation, sous l'approbation de l'autorité supérieure, des dons et legs faits à la paroisse, telles sont les attributions du conseil.

Quid des actes d'aliénation ou d'acquisition faits par les conseils presbytéraux? — Le conseil doit soumettre la proposition au consistoire. Celui-ci donne son avis et transmet la délibération au ministre des cultes. Par conséquent, son approbation n'est pas exigée.

5° Il dresse, au mois de novembre de chaque année, pour l'année suivante, le budget de ses recettes et de ses dépenses.

6° Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque année, par le trésorier.

Ces budgets et ces comptes sont soumis à l'approbation du consistoire.

II. — DES CONSISTOIRES.

1° *Organisation.* — ART. 16 de la loi du 18 germinal an X : « Il y a une église consistoriale par 6,000 âmes » de population protestante. »

ART. 2 et 3 du décret de 1852 : « Tous les pasteurs » du ressort consistorial sont membres du consistoire, » et chaque conseil presbytéral y nomme un délégué » laïque.

» Le consistoire est renouvelé tous les trois ans, » comme le conseil presbytéral. La nomination des » membres est faite par voie d'élection, suivant les rè- » gles applicables au conseil presbytéral. »

ART. 8 du décret de 1853 : « Le consistoire élit, à » chaque renouvellement, son président parmi les pas- » teurs de la consistoriale et, parmi ses membres laï- » ques, un secrétaire et un trésorier.

» Le secrétaire et le trésorier du consistoire rem- » plissent des fonctions analogues à celles qui ont été » déterminées par l'art. 4 pour le secrétaire et le tré- » sorier des conseils presbytéraux.

» Les fonctions de trésorier du consistoire peuvent » être confiées au trésorier du conseil presbytéral du » chef-lieu. »

2° *Attributions.* — Le décret du 20 mai 1853 les a déterminées :

1^o Le consistoire surveille l'administration des biens des paroisses et administre les biens consistoriaux.

2^o Il accepte, sous l'approbation de l'autorité supérieure, les dons et legs faits au consistoire ou indivisément aux églises de son ressort.

3^o Il arrête les budgets, vérifie et approuve les comptes des conseils.

4^o Il transmet au gouvernement, avec son avis, les délibérations des conseils presbytéraux.

5^o Il dresse, au mois de décembre de chaque année, le budget de ses recettes et de ses dépenses, pour l'année suivante.

6^o Il vérifie et arrête les comptes qui sont rendus, à l'expiration de chaque année, par son trésorier.

— En résumé :

1^o Pour les dons et legs,

2^o Pour les acquisitions et les aliénations,

On doit appliquer aux conseils et aux consistoires, comme aux fabriques, les lois du 2 janvier 1817 et l'ordonnance du 14 janvier 1831.

Quant aux actions à intenter ou à soutenir, l'ordonnance du 20 mai 1843 impose aux consistoires la nécessité de se pourvoir d'une autorisation de plaider.

§ II. — *Du culte israélite.*

La loi du 18 germinal an X, qui avait réorganisé le culte catholique et les cultes protestants, ne disait rien du culte judaïque.

Le 31 mai 1806 parut le premier acte législatif

concernant les juifs. Ce décret eut pour objet de faire surseoir à l'exécution des jugements rendus en faveur des juifs de certains départements contre des cultivateurs non négociants ; en d'autres termes, de réprimer l'usure.

Il fut suivi d'un assez grand nombre d'autres décrets et ordonnances qui contribuèrent, peu à peu, à faire sortir la race juive de l'état d'abaissement dans lequel elle languissait.

Ce ne fut cependant qu'en 1844, que l'émancipation complète de cette nation fut prononcée.

L'ordonnance du 25 mai 1844, qui a réglé et organisé définitivement le culte israélite, dispose qu'il y aura un consistoire central, des consistoires départementaux, des grands rabbins, des rabbins communaux et des ministres officiants.

DE L'ADMINISTRATION TEMPORELLE

On distingue dans le culte israélite des synagogues ou églises consistoriales et des synagogues ou églises communales.

L'administration des biens des synagogues consistoriales appartient aux consistoires départementaux ; les autres sont administrés par un commissaire ou une commission nommée par les consistoires départementaux.

DES CONSISTOIRES DÉPARTEMENTAUX

1^o *Organisation.* — ART. 1^{er} du décret de 1806 :
« Il sera établi une synagogue et un consistoire israé-

» lite, dans chaque département renfermant 2,000 individus professant la religion de Moïse.

ART. 14 de l'ordonnance de 1844 : « Chaque consistoire départemental se compose du grand rabbin de la circonscription et de quatre membres laïques, dont deux au moins sont choisis parmi les habitants de la ville où siège le consistoire.

ART. 18. « Le consistoire nomme son président et son vice-président pour deux années. »

2° *Fonctions.* — 1° Le consistoire a l'administration et la police des temples de sa circonscription et des établissements et associations pieuses qui s'y rattachent.

2° Il représente en justice les synagogues de son ressort et exerce en leur nom les droits qui leur appartiennent.

Mais d'après l'art. 64, il ne peut, sans autorisation préalable, intenter une action en justice ou y défendre, accepter des donations ou legs, en faire l'emploi, vendre ou acheter.

Cette autorisation est nécessairement celle à laquelle sont soumis les fabriques et autres établissements publics.

3° Il institue par délégation, auprès de chaque temple, et selon les besoins, soit un commissaire administrateur, soit une commission administrative, agissant sous sa direction et son autorité.

Le commissaire ou la commission rend compte annuellement de sa gestion au consistoire départemental.

La commission administrative doit, comme le consistoire lui-même, surveiller et administrer les affaires du culte.

Mais le commissaire ou la commission n'est qu'un pouvoir de délégation ; ils ne pourraient donc exercer aucun droit de juridiction.

EN RÉSUMÉ :

1^o Pour l'acceptation des dons et legs, les consistaires doivent être autorisés par décret.

2^o Pour les actions à intenter ou à soutenir, ils doivent l'être par le conseil de préfecture.

Enfin les ventes, achats et transactions doivent être soumis à l'approbation du chef de l'Etat, conformément à la loi du 2 janvier 1817.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — Ce qui distinguait les obligations corréales des obligations *in solidum*, c'était la nature stricte ou de bonne foi de l'action employée pour leur exécution.

II. — La loi 24 *de pigner. Actione* et la loi 46 *de Solutioibus*, concernant les effets de la *datio in solutum*, ne peuvent se concilier.

III. — les jurisconsultes romains ne reconnaissaient pas la *culpa levissima*, en matière de faute contractuelle.

IV. — L'action *utilis*, dont parle Justinien aux Institutes (*de lege Aquilia*, § 16), comme étant donnée dans le cas de *damnum* causé *corpori sed non corpore*, est une action *in factum*.

V. — A l'époque classique, la compensation dans les actions *stricti juris* pouvait, comme dans les actions *bonæ fidei*, avoir lieu même *ex dispari specie*.

DROIT FRANÇAIS

DROIT CIVIL

I. — Le mariage peut avoir lieu dans la commune où l'une des parties a six mois de résidence, sans y avoir son domicile légal, et dans celle où elle a son domicile, même quand elle n'y résiderait pas depuis six mois.

II. — Lorsque deux époux ont été condamnés à des peines afflictives et infamantes, ils ont tous deux perdu le droit d'intenter de ce chef une demande en séparation de corps.

III. — La possession d'état ne peut prouver la filiation naturelle.

IV. — Les constructions faites par un usufruitier sont régies, non point par l'article 599, mais par l'article 555. En conséquence, le propriétaire ne peut les conserver qu'à la condition de payer à l'usufruitier ce qu'elles lui ont coûté.

V. — La destination du père de famille qui ne s'applique qu'aux servitudes continues et apparentes, lorsque l'acte de séparation des deux héritages n'est pas représenté, peut, dans le cas contraire, servir à établir des servitudes apparentes, quoique discontinues.

VI. — Les enfants de l'adopté décédé ont droit à la succession *ab intestat* de l'adoptant.

VII. — L'héritier pur et simple n'est pas tenu des legs *ultra vires successionis*.

VIII. — Le mari peut, avec le concours de sa femme, donner des biens de la communauté.

IX. — La constitution de dot est un contrat gratuit quant à la femme, onéreux quant au mari.

X. — La dot mobilière est aliénable.

XI. — Les sociétés civiles ne sont pas des personnes morales.

XII. — Les jeux, autres que les jeux gymnastiques et les jeux de bourse, n'engendrent aucune obligation.

XIII. — Le jugement rendu par des juges étrangers a force de chose jugée en France, s'il a été rendu entre étrangers, ou au profit d'un Français contre un étranger. Mais il n'a, en France, ni force de chose jugée, ni force exécutoire, lorsqu'il a été rendu au profit d'un étranger contre un Français.

XIV. — En cas de faillite de l'acheteur, le vendeur qui a perdu le droit d'inscrire son privilège, n'est pas déchu du droit de résolution à l'égard des créanciers du failli.

XV. — Si dans une affaire soumise au préliminaire de conciliation, le demandeur forme une demande directe, la demande interrompt la prescription.

PROCÉDURE CIVILE

I. — Il faut, en matière commerciale comme en matière civile, distinguer deux sortes de défauts contre le défendeur : le défaut faute de comparaître, et le défaut faute de conclure.

II. — La signification d'un jugement peut être faite à la partie condamnée en son domicile élu.

DROIT COMMERCIAL

I. — Le cessionnaire de plusieurs créances, acquises depuis l'ouverture de la faillite, ne représente pas ses cédants, et n'a qu'une voix dans la délibération du concordat.

DROIT CRIMINEL

I. — Le témoin qui, dans sa déposition, n'a altéré la vérité que pour ne pas s'accuser lui-même, ne peut être poursuivi pour faux témoignage.

DROIT ADMINISTRATIF

I. — Le maire et le curé peuvent être élus présidents du conseil de fabrique.

II — La propriété des églises anciennes rendues au culte par le concordat, n'appartient exclusivement ni aux fabriques, ni aux communes.

HISTOIRE DU DROIT

I. — Le régime de communauté a son origine dans les mœurs nées de la féodalité.

ÉCONOMIE POLITIQUE

I. — L'impôt doit être proportionnel et non progressif.

Vu :

Le Recteur,

J. JARRY,

VU POUR L'IMPRESSION :

Le Doyen,

ED. BODIN.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

Des privilèges sacerdotaux.

I. — Du culte païen.....	9
§ 1. — Du collège des pontifes.....	11
§ 2. — Des temples : leur administration.....	17
II. — Du culte chrétien.....	21
§ 1. — Privilèges des églises : de leurs biens.....	22
Donations et legs.....	22
De l'aliénation.....	26
Des exemptions.....	27
Du droit d'asile.....	29
§ 2. — Des ministres du culte chrétien.....	30
I. — Des immunités personnelles.....	31
1° Exemption des fonctions curiales ou municipales.....	31
2° Exemption des servitudes personnelles.....	32
3° Exemption de la capitation.....	34
4° Exemption de la juridiction séculière.....	36
II. — Des immunités réelles du clergé.....	41
III. — De l'influence du clergé dans l'administration civile.....	42

DROIT FRANÇAIS

De l'Administration du temporel des Églises

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

§ 1. — De l'origine des fabriques.....	47
§ 2. — Des fabriques en France avant la Révolution...	49
§ 3. — Des fabriques pendant la Révolution et jusqu'au 30 décembre 1809.....	52

TITRE I. — De l'organisation générale des fabriques.

CHAPITRE I.

§ 1. — Du rôle des fabriques.....	55
§ 2. — Où il doit être établi des fabriques.....	56
§ 3. — Composition de la fabrique.....	58
I. — Nombre des fabriciens.....	58
II. — Nomination des fabriciens.....	60
III. — Conditions d'éligibilité.....	61
IV. — Entrée en fonctions des fabriciens et durée de ces fonctions.....	64
V. — Du renouvellement.....	64

CHAPITRE II.

§ 2. — Du conseil de fabrique.....	70
I. — Composition.....	70
II. — Organisation.....	70
III. — Séances et délibérations.....	73
IV. — Fonctions.....	75
V. — Des attributions spéciales à certains membres du conseil de fabrique.....	77
§ 2. — Du bureau.....	80
I. — De la formation du bureau.....	80
II. — Des incompatibilités.....	81

III. — Du renouvellement du bureau.....	81
IV. — Organisation du bureau.....	82
V. — Séances et délibérations.....	83
VI. — Attributions générales du bureau.....	84
VII. — Attributions spéciales des membres du bureau ..	87

TITRE II.

SECTION 1^{re}. — *Des biens des fabriques.*

CHAPITRE I. — Des biens-fonds et des rentes.....	97
§ I. — Des biens restitués ou attribués.....	97
A. — Quels biens la fabrique peut réclamer.....	99

Des formalités à remplir par la fabrique pour obtenir la restitution de ces divers biens.

1 ^o Nécessité de l'envoi en possession.....	111
2 ^o Justification par la fabrique de ses droits.....	113
3 ^o Compétence.....	113
4 ^o Comment on obtient l'envoi en possession.....	114
B. — Quels biens la fabrique ne peut réclamer.....	115

§ II. — Des biens acquis. (Renvoi, page 196.)

CHAPITRE II. — Des revenus.....	117
I. — Du produit des biens et des rentes restitués. (Renvoi, page 97.)	
II. — Du produit des biens, rentes et fondations. (Renvoi, page 210.)	
III. — Du produit des biens et rentes cédés. (Renvoi, page 108.)	
IV. — Du produit spontané des terrains servant de cimetières.....	118
V. — De la location des chaises et bancs mobiles. (Renvoi, page 177.)	
VI. — De la concession des bancs placés dans l'église. (Renvoi, page 181.)	
VII. — Des quêtes faites pour les frais du culte.....	119
VIII. — De ce qui se trouve dans les tronc.....	122
IX. — Des oblations et offrandes.....	122
X. — Des oblations tarifées.....	125
1 ^o Droits sur les inhumations.....	126
2 ^o Sonnerie des cloches.....	131
3 ^o Baptêmes et mariages.....	131
XI. — Du supplément donné par la commune.....	132

SECTION II. — *Des charges de la fabrique et de la commune.*

CHAPITRE I. — Charges des fabriques.....	132
§ 1. — Des frais du culte.....	133
§ 2. — Du traitement.....	136
1 ^o Des ministres du culte.....	136
A. — Des curés.....	136
B. — Des vicaires.....	138
2 ^o Des prédicateurs.....	142
3 ^o Des serviteurs attachés à l'église.....	143
§ 3. — De la décoration et de l'embellissement inté- rieur des églises.....	144
§ 4. — Des réparations de l'église, du presbytère, du cimetière.....	144

1 ^o Des réparations aux églises.....	143
2 ^o Entretien et réparation des presbytères.....	152
3 ^o Des réparations aux cimetières.....	154
TITRE III. — De la régie des biens de fabrique.	
SECTION I. — <i>De l'administration générale.</i>	
§ 1. — De la caisse, des titres et registres.....	156
I. — De la caisse.....	156
II. — Des titres et registres.....	158
§ 2. — Budgets.....	161
§ 3. — Comptes du trésorier.....	165
1 ^o Des registres du trésorier.....	165
2 ^o De la forme du compte annuel.....	165
3 ^o De la reddition du compte.....	167
4 ^o Débats relatifs au compte.....	168
5 ^o Reliquat.....	169
6 ^o Dépôt.....	170
7 ^o De l'action des comptes.....	170
8 ^o Responsabilité du trésorier.....	170
SECTION II. — <i>Des actes particuliers d'administration.</i>	
CHAPITRE I. — Baux, locations et régie des biens.....	171
§ 1. — Des baux des maisons et des biens ruraux.....	172
I. — Des baux n'excédant pas dix-huit années pour les biens ruraux et neuf années pour les autres biens.....	173
II. — Des baux à longs termes.....	176
III. — Régie.....	176
§ 2. — Location des chaises et bancs mobiles.....	177
I. — Du tarif.....	178
II. — Du mode de location.....	179
§ 3. — De la concession des bancs, stalles, tribunes, chapelles et autres monuments dans l'église..	181
I. — Concession des bancs, stalles et tribunes....	181
1 ^o Concessions anciennes.....	181
2 ^o Concessions nouvelles.....	182
II. — Concession des chapelles.....	189
III. — Des cénotaphes, inscriptions, monuments funèbres et autres.....	194
CHAPITRE II. — Des acquisitions.....	196
§ 1. — Des acquisitions à titre gratuit.....	197
I. — Donations.....	197
Appendice : De quelques donations spéciales.....	201
II. — Legs.....	206
III. — Des souscriptions.....	209
IV. — Des fondations.....	210
Fondations anciennes.....	210
Fondations nouvelles.....	211
§ 2. — Des acquisitions à titre onéreux.....	215
Remarque générale sur l'emploi des fonds et les remboursements.....	215
I. — Acquisition des immeubles.....	216
II. — Acquisition de rentes.....	218
III. — Acquisition d'objets mobiliers.....	223
CHAPITRE III. — Des aliénations.....	223

§ 1. — Des ventes.....	224
§ 2. — Des échanges.....	230
§ 3. — Des emprunts.....	230
§ 4. — Des transactions.....	232
§ 5. — Arbitrages ou compromis.....	235
§ 6. — Droits et charges qui diminuent la propriété...	236
§ 7. — Des bois et arbres appartenant aux fabriques...	237
§ 8. — Des mines, minières et tourbières.....	238
CHAPITRE IV. — Des actes conservatoires.....	240
I. — Actes conservatoires ayant pour effet de conser- ver les autres droits de la fabrique.....	240
A. — De l'hypothèse.....	240
B. — Des actes nouveaux ou récognitifs.....	242
C. — De la prescription.....	243
II. — Actes conservatoires ayant pour objet de recou- vrer les fonds et revenus de la fabrique,....	245
CHAPITRE V. — Des affaires contentieuses de la fabrique...	246
§ 1. — De l'autorisation de plaider.....	246
§ 2. — Procédure ou forme des actions.....	254
I. — De la procédure devant le conseil de préfecture.	255
II. — De la procédure devant les autorités judiciaires.	256
III. — De la procédure devant les tribunaux de com- merce.....	259
IV. — De la procédure devant la juridiction criminelle	259
§ 3. — De la compétence.....	260
I. — Des contestations qui ont été placées dans les attributions de l'autorité judiciaire.....	260
II. — Compétence administrative.....	263
§ 4. — De l'exécution des jugements.....	264
I. — De l'exécution des jugements rendus en faveur des fabriques.....	264
II. — De l'exécution des jugements rendus contre les fabriques.....	265
Appendice : Contributions, enregistrement et timbre..	268
TITRE IV. — Des charges des communes relativement au culte.	
I. — Des dépenses mises subsidiairement à la charge des communes.....	270
II. — Des dépenses auxquelles la commune est obligée principalement.....	272
1 ^o Des grosses réparations et reconstructions.....	275
2 ^o De l'habitation due au curé ou desservant.....	276
Appendice : De quelques solutions.....	277
TITRE V	
§ 1. — Des églises métropolitaines et cathédrales.....	280
§ 2. — Des églises cathédrales et paroissiales.....	287
CULTES PROTESTANTS ET ISRAËLITES	
§ 1. — Des cultes protestants.....	289
I. — Des conseils presbytéraux.....	290
II. — Des consistoires.....	292
§ 2. — Du culte israélite.....	293
POSITIONS.....	296

